

SEANCE DU JEUDI 13 MARS 1980
VERGADERING VAN DONDERDAG 13 MAART 1980SEANCE PUBLIQUE
DE LA SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
OPENBARE VERGADERING
VAN DE AFDELING ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 838.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1979.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Henrion, Lagae, R. Gillet, Egelmeeers, de Wasseige, de Bruyne, Basecq, Pede, Sondag, M. Geens, ministre des Finances, M. van Waterschoot, p. 838.

PROPOSITION DE M. LE PRESIDENT:

Proposition de suspension, p. 858.

INTERPELLATIONS (Discussion):

Interpellation de M. Wyninckx au Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques sur « le passage à la firme Bayer (IG Farben) de la participation majoritaire dans Agfa-Gevaert ».

Orateurs: MM. Wyninckx, de Bruyne, D'Haeyer, M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques, p. 858.

Interpellation de M. Humblet au Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques sur « les zones de développement régional et la Communauté économique européenne ».

Orateurs: MM. Humblet, Van Ooteghem, M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques, p. 862.

Interpellation de M. Bruart au ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones sur « la vétusté et les déficiences techniques du bureau de la RTT de La Louvière ».

Orateurs: M. Bruart, M. Baudson, ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, p. 865.Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1979-1980
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1979-1980

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 838.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1979.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Henrion, Lagae, R. Gillet, Egelmeeers, de Wasseige, de Bruyne, Basecq, Pede, Sondag, de heer Geens, minister van Financiën, de heer van Waterschoot, blz. 838.

VOORSTEL VAN DE VOORZITTER:

Voorstel tot schorsing, blz. 858.

INTERPELLATIES (Bespreking):

Interpellatie van de heer Wyninckx tot de Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken over « de overgang van de meerderheidsparticipaties van Agfa-Gevaert in de handen van Bayer (IG Farben) ».

Sprekers: de heren Wyninckx, de Bruyne, D'Haeyer, de heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken, blz. 858.

Interpellatie van de heer Humblet tot de Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken over « de gewestelijke ontwikkelingszones en de Europese Gemeenschap ».

Sprekers: de heren Humblet, Van Ooteghem, de heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken, blz. 862.

Interpellatie van de heer Bruart tot de minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie over « de ouderdom en de technische gebreken van het RTT-bureau van La Louvière ».

Sprekers: de heer Bruart, de heer Baudson, minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, blz. 865.

PRESIDENCE DE M. BOEY, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER BOEY, VOORZITTER

M. R. Gillet, secrétaire, prend place au bureau.
De heer R. Gillet, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 05 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

MM. Dalem, pour raison de santé; Hanin, en mission à l'étranger, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Dalem, om gezondheidsredenen; Hanin, met opdracht in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE
DES FINANCES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES
FINANCES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979*Discussion générale*ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET
MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET BEGROTINGS-
JAAR 1980ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BE-
GROTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR
HET BEGROTINGSJAAR 1979*Algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère des Finances.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Financiën.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Henrion.

M. Henrion. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, la discussion du budget du ministère des Finances, qui est un budget principalement technique, fournit cependant l'occasion d'évoquer certains aspects plus généraux de la politique menée par le titulaire du département dans la tâche toujours difficile qui lui appartient en propre.

Sans doute un homme politique prestigieux, chef d'un parti composant la majorité, aurait-il déclaré, il y a huit jours, que le gouvernement manque de « conscience économique, monétaire et financière ». Je sais qu'il faut prendre avec précaution les petites phrases détachées de leur contexte. C'est d'ailleurs le même responsable politique qui déclarait le 11 janvier dernier, qu'« il n'y a plus moyen de tenir un raisonnement purement économique en Belgique ».

Bien que m'exprimant aujourd'hui comme porte-parole de l'opposition libérale, je n'adopterai pas ce ton et je supposerai, provisoirement en tout cas, que le ministre des Finances est conscient de nos difficultés, a une politique et qu'elle est raisonnée.

Et c'est sur le triple volet monétaire, financier et fiscal de celle-ci que j'interviens brièvement d'ailleurs.

La politique monétaire est, dans notre pays, principalement l'œuvre de la Banque Nationale, contrairement à ce qui se passe dans d'autres Etats, et il en fut toujours ainsi chez nous.

On peut encore préciser que la part d'intervention du gouvernement, ou si l'on préfère, son influence, dans la définition de cette politique monétaire, décroît encore lorsque la position du Trésor public à l'égard de la banque centrale, se trouve — comme aujourd'hui — dans une situation débitrice continuellement périlleuse.

Modeste coauteur de cette politique, le gouvernement n'a guère les moyens de l'appuyer utilement. Il y a vingt ans déjà, M. Eugène de Barys, alors président de la Commission bancaire, faisait observer: « non seulement le Trésor n'est pas en mesure d'aider la politique monétaire par des interventions opportunes; placé constamment devant l'obligation de faire des sauts de carpe, il est inévitable qu'il la gêne... ».

Aujourd'hui, je ne sais à quel animal sauteur il faudrait recourir pour actualiser la comparaison.

Quoi qu'il en soit, je voudrais préciser immédiatement que:

1. La politique de parité élevée, fermement défendue par la Banque Nationale, nous a jusqu'à présent bien préservés d'une recrudescence marquée de la hausse des prix et que jusqu'à présent on n'a rien inventé de mieux;

2. Qu'il y a tout lieu de croire que le gouvernement tout entier soutient sincèrement cette politique.

S'il en est bien ainsi, on peut alors s'interroger. Pourquoi le ministre des Finances tolère-t-il, sans broncher, qu'à la Banque Nationale un des régents les plus connus et les plus influents dans ce pays, se dissocie de cette politique, dans un communiqué regrettant, je cite, « un renforcement aveugle de la contrainte monétaire qui risque d'aboutir à l'étranglement progressif et à la disparition d'une partie du tissu industriel, à des fermetures d'entreprises... » ? Le même communiqué suggère notamment de recourir plutôt à un contrôle des changes, ce qui correspond à une option tout à fait différente, bien que, à priori, parfaitement respectable.

Je sais évidemment qu'un régent de la Banque Nationale, siégeant comme représentant d'une organisation sociale ou économique, ne peut pas être rappelé à l'ordre comme un fonctionnaire...

Mais si la pratique du consensus en vigueur au gouvernement veut que celui qui, en conscience, ne peut se rallier, se démette, il en va de même pour l'entité publique qui gouverne notre monnaie: si on ne peut souscrire à la politique monétaire arrêtée, il faut logiquement en tirer les conséquences. Et c'est le comble du confort intellectuel que de demeurer au conseil tout en proclamant officiellement qu'on réprouve la politique dont on est juridiquement solidaire!

Or, il est piquant de constater que, peu de jours après l'incident, le mandat de ce régent a été renouvelé à l'assemblée générale des actionnaires de la banque, alors que vous étiez en mesure de vous y opposer au nom de l'Etat, par la voix du commissaire du gouvernement, membre de votre département, et qui vous représente.

Une telle opposition soulignant le manquement évident à l'« obligation de réserve » aurait certainement renforcé la crédibilité de votre détermination à défendre la monnaie.

La seconde interrogation est plus technique.

Les réserves d'or de la Banque Nationale, par tête d'habitant, sont les plus importantes du monde et figurent encore à la situation à l'ancien prix officiel de 54 753 FB le kg, pour un montant de 58 milliards alors que le prix réel, celui du marché, est dix fois plus important.

Pourquoi ne provoquez-vous pas, au moyen de la loi, une réadaptation de cette évaluation, ceci indépendamment du réglage des effets monétaires de cette plus-value, ce qui est une tout autre question ?

D'autres pays l'ont fait, tels les Pays-Bas et la France. Personne n'a prétendu que cette manière de procéder n'était pas correcte.

Ceci donnerait à l'appréciation de notre monnaie par l'étranger, une meilleure assise et traduirait clairement dans les faits la déclaration que nous faisiez en octobre de l'an dernier, comme quoi, techniquement, « le franc belge est une des monnaies les plus fortes du monde ».

Une telle mesure serait d'autant plus fondée, que lorsque la Banque Nationale, dans le cadre des accords monétaires européens, cède de l'or contre Ecus, l'opération se fait à un prix d'or, très proche de celui du marché.

Le volet proprement financier de la politique de votre département — ce sera mon deuxième point — est celui de votre politique d'emprunt.

Pour le long terme, vous avez dû concéder aux souscripteurs, ces derniers mois, des taux fort élevés, que ne justifie pas, *a priori*, notre rythme d'inflation, si l'on compare par exemple avec l'Allemagne fédérale, dont nous suivions approximativement et la monnaie et le niveau de hausse des prix.

Pour le court terme, les certificats du Trésor ont atteint ces derniers jours le maximum historique de 15,70 p.c.

Comme première conséquence de cela, on peut prévoir un considérable dépassement du budget de la dette publique, qui vient à peine d'être voté.

Pour l'an dernier déjà, dans le projet de loi ajustant le budget de la dette publique, il a été demandé un crédit supplémentaire de 6 855 millions de francs pour intérêts et frais de capitaux empruntés.

La justification était : « Cette augmentation est due aux charges supplémentaires de l'emprunt consolidé susvisé, à l'accroissement de l'encours de la dette à court terme ainsi qu'à la hausse du taux d'intérêt sur le marché de l'argent. »

Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, on peut conclure, dès à présent, que votre budget sera largement dépassé de ce seul fait, ce que constatait dimanche dernier le ministre du Budget, saisi déjà d'une demande de crédit supplémentaire de 12 milliards.

Mais bien que fort regrettable, là n'est pas encore le plus important.

En effet, ce qui inquiète, c'est qu'avec de tels taux, — 11 p.c. à long terme, 15,70 p.c. à court terme — vous ne puissiez, en aucune manière, trouver aujourd'hui les fonds nécessaires; des emprunts publics doivent être postposés et le recours à l'étranger, admissible temporairement et comme complément — je l'ai dit au Sénat à deux reprises, l'an dernier —, tend, hélas ! à devenir la règle.

Je sais que les causes du phénomène sont multiples : perturbations internationales, déséquilibre de notre balance des paiements destructeur de monnaie, effets seconds d'une politique monétaire restrictive, fuite des capitaux, et, à cet égard, manque total de collaboration des Etats associés dans le Benelux.

A ces causes, je dois ajouter, malheureusement, les incertitudes entretenues aujourd'hui quant aux orientations financières du gouvernement.

Des phénomènes d'attente, bien connus, se manifestent. Quand on croit à de nouvelles hausses, on attend le prochain emprunt et quand on parle ouvertement dans la presse d'une hypothèse — sans doute illusoire — de suppression du précompte, on attend qu'elle intervienne.

Vous ne pourrez cependant, indéfiniment, recourir au financement monétaire que constitue l'emprunt à l'étranger car, ce faisant, vous hypothéquez gravement l'avenir. Si l'emprunt à l'étranger — on l'a dit et redit, ces temps derniers — améliore temporairement l'état de no-

tre balance des paiements par les entrées de devises qu'il provoque, qu'en sera-t-il à la sortie, c'est-à-dire au remboursement dans quelques mois ou dans peu d'années ?

Au surplus, quand un Etat fortement emprunteur comme le nôtre se présente fréquemment sur les marchés étrangers, c'est son crédit qui est affecté. Comme l'indique la Banque Nationale dans une petite phrase de son récent rapport, rien n'est inépuisable et à l'étranger « l'obtention de crédits officiels finit par être subordonnée au respect de conditions précises », — c'est-à-dire que rien n'est inépuisable.

Dès lors, Monsieur le Ministre, le moment n'est-il pas venu de pratiquer en matière d'emprunts une politique imaginative qui consisterait à rechercher efficacement dans le marché national de l'épargne, et s'il le faut hors marché, les ressources financières qui nous font défaut aujourd'hui ?

J'aborde enfin le troisième et dernier volet qui est celui de la politique fiscale.

Au fil des années, l'alourdissement de la charge fiscale globale, que nous connaissons tous, s'est accompagné progressivement d'une modification fondamentale de la structure de la fiscalité, et de manière plus précise, dans le rapport d'importance entre les impôts directs et les impôts indirects.

Dans les années 1960, il y avait à peu près égalité dans l'importance que prenaient ces impôts dans le budget de l'Etat.

Mais, comme le fait remarquer la plus récente livraison du bulletin de documentation du ministère des Finances, les choses ont beaucoup changé :

« Au cours des dix dernières années, la part des impôts directs dans les recettes fiscales totales s'est accrue de plus de 15 points, passant de 46,1 à 61,3 p.c. des recettes fiscales totales. »

La cause la plus importante de cette modification réside dans la différence de sensibilité des impôts directs et des impôts indirects par rapport au PNB. En raison de la hausse générale des revenus, de la progressivité des principales composantes des impôts directs et plus particulièrement des impôts sur les revenus des personnes physiques, les impôts directs croissent proportionnellement plus vite que le PNB. En revanche, les impôts indirects ont une évolution soit proportionnelle à leur assiette, comme par exemple la TVA, soit dégressive, comme par exemple les droits d'accises qui, à l'exception des accises sur les tabacs, sont des droits spécifiques dont le rendement croît en fonction des quantités consommées et non en fonction de la valeur des volumes consommés. »

Une question se pose : cette évolution amorcée depuis dix ans, et plus subie que systématique, qui tend à faire prendre dans l'ensemble des impôts une place beaucoup plus grande aux impôts directs qu'aux impôts indirects, assure-t-elle mieux la justice sociale et soutient-elle mieux le progrès économique ?

Rien n'est moins certain, alors que les préventions traditionnelles contre l'impôt indirect ont été fortement réduites, et ce à tel point que certains réformateurs un peu osés, je le veux bien, voient aujourd'hui dans l'impôt indirect, fortement modulé et suivant les niveaux de consommation, la base du système fiscal de l'avenir.

Voilà, Monsieur le Ministre, les trois aspects de politique générale que je souhairais évoquer.

Peut-être ne pourrez-vous répondre complètement aujourd'hui. Je le comprendrai bien. Mais il faudrait, en tout cas, qu'ici, un jour prochain, un débat approfondi puisse s'instituer sur ces aspects, que je crois fondamentaux, de politique monétaire, de politique financière et de politique fiscale. Il n'est pas bon, en effet, que ces domaines restent le privilège de caucous feutrés et technocratiques, si l'on veut véritablement revaloriser nos travaux et redonner de l'importance à nos débats. C'est, à mon sens, sur ce genre de débat que notre attention devrait, à l'avenir, se porter. (*Applaudissements sur les bancs libéraux et sur certains bancs à droite.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lagae.

De heer Lagae. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, de bespreking van de begroting van Financiën is op het ogenblik niet gemakkelijk. Er is een gevaar dat men terugvalt op de bespreking van de rijksmiddelenbegroting die hier niet zolang geleden plaatsvond of op de materie die wordt behandeld in de programmawet en in diverse interpellaties die hier en in de Kamer van volksvertegenwoordigers werden gehouden.

Ik kan in grote mate akkoord gaan met wat de heer Henrion hier zeer genuanceerd heeft uiteengezet over de monetaire en financiële politiek. Er zijn de jongste tijd belangrijke gezaghebbende publicaties verschenen over deze materie. Derhalve moeten wij daaraan geen uitgebreid debat besteden. Wij weten van elkaar wat wij over die zaken denken en wij zijn er ons van bewust dat wij niet veel alternatieven

hebben. Wij kennen de economische en budgettaire achtergrond en weten dus dat wij daarover niet zonder bezorgdheid kunnen spreken. Er is de toestand van de betalingsbalans, er zijn de moeilijkheden met de uitvoer en er is het probleem van de invoer die te groot en te duur zou zijn. Er is vooral de kwestie van de weer hoge intresten en het probleem van het vertrouwen.

De budgettaire toestand hebben wij niet zolang geleden zeer uitvoerig besproken. Ook hier rijst het probleem van het vertrouwen, het probleem van de intresten — wat ook zijn weerslag heeft op de begroting — en de aanmoediging die men zou moeten kunnen geven aan het zakenleven in het algemeen.

Er werd hier op gewezen dat bepaalde middelen niet onuitputtelijk zijn. Waar zullen wij nog de nodige middelen vinden? Ik moet u ook niet verbergen dat men in sommige kringen misschien nog iets te optimistisch is. Wij hebben onlangs de gelegenheid gehad erop te wijzen dat de budgettaire toestand van de parastatale instellingen evenzeer onze bezorgdheid gaande houdt. Wij denken daarbij niet alleen aan de ziekteverzekering maar ook — is het nodig dat ik het zeg, wij zijn ons daar allen van bewust — aan de sector van de pensioenen, niet alleen van de zelfstandigen maar tevens van de loontrekkenden en van het overheidspersoneel.

Wij weten hoe ernstig de toestand is en daarom wil ik, Mijnheer de Minister, daar niet langer bij blijven stilstaan en onmiddellijk het probleem van uw begroting aansnijden. Deze begroting blijft binnen de normale marge van de begrotingen van 1980. De kapitaaluitgaven belopen in de begroting van Financiën 11,3 miljard. Mag ik daar even bij blijven stilstaan? Wij spreken hier wel over kapitaaluitgaven maar in dit bedrag zit toch een reeks uitgaven die moeilijk als investeringen kunnen worden beschouwd, en waarvan wij nu reeds weten dat zij niet volledig zullen kunnen worden gerecupereerd. Zo zullen zich geleidelijk aan meer de gevolgen laten gevoelen van de staatswaarborg. De herhaaldelijke wedersamenstelling van de fondsen — hoezeer ik ervan overtuigd ben dat die uitgaven verantwoord zijn — moet in de strikte economische betekenis niet worden gerangschikt bij de kapitaaluitgaven.

In het verdrag van de Kamer van volksvertegenwoordigers heb ik ook gezien hoe hoog de verbintenissen van de Delcreditedienst zijn opgelopen. Ook daar zullen we vroeg of laat verplicht zijn ernstige afschrijvingen te doen.

Enkele woorden nu over de personeelsuitgaven. Met enig leedvermaak misschien heb ik vastgesteld dat in de commissie voor de Financiën van de Kamer het probleem van de diensten in het Brussels volop aan de orde is gekomen.

Ik herinner mij dat ik indertijd bepaalde sarcasmen heb moeten ondergaan toen ik er voorzichtig de aandacht durfde op te vestigen dat in Brussel de diensten op een iets minder stabiele wijze georganiseerd zijn dan de diensten in de provincies en de samenstelling van de groepen van belastingplichtigen er eveneens minder stabiel is dan in de andere delen van het land. Zulks verergert de toestand natuurlijk in verband met de ambtenaren die minder ingekaderd zijn dan in andere streken.

Het verheugde mij dit in het verslag aan te treffen. Daarom dien ik er hier dus niet dieper op in te gaan wetende dat de minister en zijn medewerkers het probleem kennen en zij zich ongetwijfeld zullen inspannen om verbetering in die toestand te brengen.

Dat het aantal personeelsleden aangegroeid is, is op het eerste gezicht een vaststelling die ons ervan moet overtuigen dat de minister de werking van zijn departement zo adequaat mogelijk wil inrichten. Toch zijn er een paar zaken die ons enigszins verwonderlijk voorkomen, namelijk dat de aangroei van de personeelsleden niet zo zeer gebeurt bij de directe belastingen of bij de BTW, maar zich voor een belangrijk deel voordoet bij het Bestuur van Douanen en Accijzen. Men kan dit eventueel verdedigen omdat de Europese Gemeenschap een douaneunie is en daarom deze diensten minder werk te verrichten hebben. Misschien kan de minister mij dit uitleggen. De aangroei geschiedt ook voor een groot deel in de niet-operationele diensten. Het verslag vermeldt 3 793 personeelsleden, dat is bijna 12 pct. van het hele corps. Er zal daarvoor ongetwijfeld wel een reden zijn, maar het verwonderde mij toch.

Zo kom ik tot de werking van het departement. Wij hebben hier herhaaldelijk gepleit voor de zogenaamde humanisering van de belastingheffing, of het aantrekkelijker maken van de toepassing van de wetgeving. Mijn eerste vraag betreft de termijn van navordering. Indien deze teruggebracht wordt op 5 jaar, is het dan niet mogelijk ook de termijn van ontheffing van ambtswege op 5 jaar te brengen? Ik heb herhaaldelijk vastgesteld dat flagrante materiële vergissingen die men ontdekt ter gelegenheid van het nazicht, niet kunnen hersteld worden omdat de termijn van ontheffing van ambtswege te kort is.

Mag ik misschien even terugkomen op de intresten die met terugwerking worden toegestaan ter gelegenheid van het nazicht, namelijk tot 1 juli van het jaar dat volgt op het taxatiejaar, wat in heel wat gevallen de belastingen boven de honderd procent brengt en zulks kan toch niemand goedkeuren? Ik zou deze werkwijze nog aanvaarden indien men over geen enkel ander middel beschikte om op te treden maar de administratie beschikt over de wettelijke verhoging, het middel van de boete. Is het dan werkelijk nog nodig dat ze bovendien intresten met terugwerking toepast?

De minister zal antwoorden dat de directies tot kwijtschelding kunnen overgaan. Dit is niet de goede manier van handelen want dan komt men tot zoveel verschillende jurisprudenties als er directeurs zijn.

In bepaalde kringen heeft men lang uitgeweid over de dubbele controle door de samenwerking tussen de controle van de directe belastingen en deze van de BTW. Strikt genomen is dit een vooruitgang inzake de coördinatie van de controles van de belastingdiensten. Ook worden verrassingen uitgesloten. Immers, er zijn nog altijd belastingplichtigen die, als ze hun akkoord hebben gegeven over de taxatie van de directe belastingen, daarna verwonderd zijn wanneer ze op grond van dit akkoord een navordering krijgen van de BTW.

Voor het overige meen ik dat het samen optreden van twee ambtenaren van hoog niveau tijdverlies is. Wanneer een van beiden de belastbare materie heeft bepaald, beschikt de andere eveneens en zonder verder onderzoek over de elementen die hij nodig heeft.

Mag ik nog even wijzen op bepaalde onaangename kanten van de taxatie? Ik zal een voorbeeld nemen uit de streek die wij beiden goed kennen, enkel als voorbeeld, niet als belangrijkste geval.

Wanneer iemand voor de witloofteelt een bepaald jaar een oppervlakte van veertig are bewerkt en de ambtenaren voeren de telling uit, is de zaak duidelijk: men heeft enkel geteld wat er werd aan besteed. Het volgende jaar wordt er geen telling gedaan en neemt de ambtenaar zonder meer aan dat de kweker aan deze teelt dezelfde oppervlakte heeft besteed. De ambtenaar stelt dat, mocht dit niet juist zijn, de kweker maar moest verwittigen. Laten we ernstig zijn. Hoe kan die man vooraf weten dat er geen telling zal gebeuren? Slechts na een zekere tijd kan hij vaststellen dat hij geen bezoek van de ambtenaar krijgt, maar dan is het te laat.

Even onlogisch gaat het er soms aan toe met betrekking tot het bepalen van winstmarges. Deze worden bepaald op basis van een vergelijking met andere belastingplichtigen. Ik neem aan dat men op deze wijze te werk gaat maar wanneer een belastingplichtige erop wijst dat hij om een of andere reden een dergelijke winstmarge niet toepast, zou de ambtenaar meer begrip moeten opbrengen.

Belastingen zullen nooit populair zijn; ze zijn noodzakelijk en zullen het blijven. De belasting weegt echter des te zwaarder naarmate de belastingplichtige meer het gevoel heeft dat er onvoldoende controle is op de uitgaven.

Er is in de Kamer een voorstel gedaan om voor een bepaalde groep uitgaven, die onder meer betrekking hebben op instellingen, diensten, subsidies enzovoort, een specifieke controle door middel van een op te richten commissie uit te oefenen. Ik ben niet zo enthousiast om allerlei commissies op te richten, maar ik meen dat op het stuk van de controle, vooral van de controle op uitgaven, er niet meer moet worden getalmd. Ik laat in het midden in welke mate dat door uw departement kan worden gedaan. Maar de minister van Financiën moet de eerste zijn om te eisen dat de zo moeizaam samengebrachte gelden, die zoveel offers vragen van de belastingplichtigen, op de meest verantwoorde en correcte wijze worden besteed.

In vele gevallen berust trouwens de controle uiteindelijk bij de minister van Financiën. Er zijn heel wat uitgaven die geconditioneerd zijn door het inkomen. Dan moet dat inkomen worden gecontroleerd en moeten de voorwaarden waarin de voordelen worden toegekend door het departement worden gecontroleerd. Dat geldt bijvoorbeeld niet alleen voor de studietoelagen, maar ook voor de bijdragen voor de ziekteverzekering en zo meer. De minister van Financiën is volgens mij de eerste die daarop de aandacht moet vestigen.

Bij de lezing van het verslag is het mij opgevallen dat men soms tegenstrijdige zaken wil verdedigen. Aan de ene kant eist men een zeer sterk instrumentarium voor het opsporen van de belastingontduiking en terzelfder tijd voegt men eraan toe dat vanzelfsprekend de privacy, het persoonlijk leven van de belastingplichtige, in de ruimst mogelijke mate in het duister moet worden gelaten. Mijnheer de Minister, ik meen dat dit alles niet gemakkelijk te verzoenen zal zijn.

Wat de ontduiking betreft, moeten wij ervoor waken dat al te uitvoerige discussies over de ontduiking uiteindelijk niet uitmonden in een afdoend alibi voor al degenen die geen orde op zaken willen scheppen in onze openbare financiën. Ik heb enkele berekeningen gemaakt en gezien. Wanneer men de sommen die in verband met de

ontduiking worden geciteerd deelt door het aantal personen die in aanmerking kunnen komen voor ontduiking, komt men tot buitengewoon hoge bedragen per persoon. Hierdoor alleen reeds komt de waarachtigheid van de cijfers in het gedrang.

In deze orde van gedachten, Mijnheer de Minister, wil ik het hebben over een laatste punt, namelijk de controle op het aantrekken van spaargelden. Voor de banken, voor de spaarkassen en andere soortgelijke instellingen wordt de ene controle na de andere gedaan. Door de programmawet zullen we er nog controlemiddelen bij creëren. Mag ik uw aandacht vestigen op het feit dat recente gebeurtenissen hebben bewezen dat wij de neiging hebben om altijd op dezelfde plaats te controleren en de ene controle na de andere te doen, terwijl wij niet nagaan wat eraan gebeurt? Zo zijn er een paar zware faillissementen geweest in een streek die wij beide goed kennen. Zij hebben bewezen dat wij misschien wat ruimer zouden moeten controleren en moeten nagaan of we wel gewapend zijn tegen bepaalde praktijken die veel gevaarlijker zijn dan wat er in banken of spaarkassen kan gebeuren.

Het is onvermijdelijk dat wij toch even terugkomen op de discussies die op dit ogenblik over de herziening van het kadastraal inkomen worden gevoerd.

Ik heb bij deze gelegenheid het verslag herlezen van juli 1979. Mag ik er even op wijzen, geachte collega's, dat de discussie van 1979 in een geheel andere richting is verlopen en dat we vóór het parlementaire reces van 1979 weer breedvoerig gediscussieerd hebben over de vraag of het onroerend bezit en de onroerende inkomsten in ons land niet eerder te weinig werden belast dan te veel? In de commissie voor de Financiën — zo kunt u lezen in mijn verslag — kwam de kritiek in de ruimste mate van de personen die meenden dat de onroerende inkomsten te weinig werden belast. Er werd gevraagd dat rekening zou worden gehouden met de inkomsten daarvan in 1979 en niet met deze in 1975. Men vond het een onderschatting wanneer tot 1975 zou worden teruggegaan. Men vond de aftrek voor onkosten ten belope van 40 pct., waar dit vroeger 25 pct. was, te veel. Men vond dat alleen de werkelijke, op gecontroleerde facturen steunende onkosten in rekening mochten worden gebracht. Men meende dat het verdedigbaar was de aftrek van interesten te laten vallen. Men meende dat het niet nodig was de verrekening van 25 pct. — later 12,5 pct. — te doen. Men vindt dat het ogenblik was gekomen om een vermogensbelasting in te voeren. Men struikelde over de geschiedenis van de gemengde verhuur enzovoort.

Nu stel ik echter vast dat het offensief van de andere zijde komt. Men steigert voor de globalisatie, maar mag ik er toch op wijzen dat die niet van gisteren of van eergisteren is; zij bestaat reeds van 1962-1963 en daarvoor bestond reeds de aanvullende personele belasting waarbij de inkomsten van een zelfde persoon worden samengevoegd.

M. R. Gillet. — J'espère que vous parlez au nom du CVP et pas au nom de la commission. Le CVP estime donc que la péréquation cadastrale est insuffisante. Je ne pense pas que la commission ait été de cet avis.

De heer Lagae. — Geachte collega, mag ik u laten opmerken dat ik het verslag citeer van de commissie voor de Financiën? Ik heb er u op gewezen dat de kritiek van de zomer 1979 hoofdzakelijk kwam van degenen die meenden dat het taxeren van de inkomsten uit onroerende goederen niet zwaar genoeg gebeurde. Ik geloof — u was reeds in de Senaat in 1979 — dat al die zaken mede door de CVP werden afgewezen. Al de punten die ik daarnet heb opgesomd zijn afgewezen geworden door de minister, enerzijds, en door de meerderheid die hem is gevolgd, anderzijds. Daarmee zijt u het toch eens, naar ik meen?

M. R. Gillet. — Parfaitement. Vous avez tout à fait raison. Le CVP voulait aller plus loin.

De heer Lagae. — Neen!

M. R. Gillet. — Si. C'est ce que vous venez de dire.

M. Geens, Ministre des Finances. — C'est la commission qui voulait aller plus loin.

M. R. Gillet. — Pas du tout! Le rapporteur de la commission vient de dire: « Nous voulions aller plus loin »...

De heer Lagae. — De tolken hier leveren uitstekend werk. Ik betwijfel of er mogelijkheid is om hetgeen ik gezegd heb te begrijpen op de manier waarop u, Mijnheer Gillet, het uitlegt. Het spijt me, maar ik heb nooit meegemaakt dat zo moedwillig woorden werden verdraaid van iemand die herhaalt hetgeen men in het verslag kan lezen.

Het zelfde heb ik gezegd in mijn uiteenzetting voor de Senaat tijdens de bespreking in de zomer van 1979. Een dergelijke houding ben ik werkelijk van u niet gewend, Mijnheer Gillet.

Zoals ik reeds zei, nu komt het offensief uit een andere richting en wordt de globalisatie betwist. De globalisatie is evenwel door het Parlement gewild, in elk geval vanaf 1963 en zelfs reeds daarvoor, wanneer de aanvullende personeelsbelasting bestond. Dat belet niet dat het taxeren van de inkomsten uit onroerende goederen in veel gevallen zwaar valt, bijvoorbeeld wanneer deze inkomsten, indien ze aan de hoge kant zijn, worden samengevoegd met andere inkomsten. Er zijn immers ook nog de gemeentelijke belastingen. Wanneer men de vergelijking maakt met de inkomsten uit roerende goederen kan men beschouwingen in twee richtingen maken. Ik citeer de woorden van iemand die vroeger op deze tribune met veel gezag heeft gesproken en die telkens opnieuw zei: « Qui court après son capital perd son revenu, qui court après son revenu perd son capital. »

De vergelijking maken tussen de inkomsten uit de onroerende goederen met deze uit andere bronnen is nooit eenvoudig en levert altijd moeilijkheden op.

Ook het medeopenemen in de globalisatie van het deel van de fictieve inkomsten van de eigen woning is niet nieuw. In de periode 1975-76 werd aan de globalisatie het kadastraal inkomen verduubeld omdat het niet meer aan de werkelijkheid beantwoordde. Het is niet de CVP alleen die dit heeft goedgekeurd.

Stemmen gaan nu op om de volledige verrekening in te voeren in de plaats van ten belope van 12,5 pct. Dan moeten we weten wat er van de gemeentelijke autonomie nog overblijft!

Er zijn nog de moeilijkheden in de sector van de onroerende bedrijven. Ik wil niet over de gronden spreken, dat is een heel andere toestand, maar ik wil even de kwestie van de gebouwen aanraken. Men doet terecht opmerken dat de inkomsten van de huurprijzen beperkt worden; dat de registratierechten in ons land niet lager zijn dan in de andere landen, in tegendeel; dat de terugslag van de successierechten inderdaad zwaar is en dat het taxeren van de meerwaarden aan 33 pct. wat betreft de gronden, niet bevorderlijk is voor het aanbod van de bouwgronden. Er zijn ook de lokale belastingen zoals de verhaalbelastingen. Dat is allemaal waar en spijtig.

Ik meen echter dat de ergste oorzaak van de moeilijkheden in de sector van de immobiliën de buitengewoon zware interest is waarmee de men hier te kampen heeft. De beschouwingen die daarover werden gemaakt in gezaghebbende publicaties liegen er niet om. Hier zijn wij dan terug aan ons uitgangspunt, namelijk de zeer moeilijke toestand van de kapitaalmarkt en de zeer zware interesten.

Mijnheer de Minister, mag ik dan eindigen met te zeggen dat, indien wij het vertrouwen willen herstellen, de budgettaire sanering zeer ernstig, zeer spoedig, ja zonder uitstel moet worden aangepakt? Er kan op het gebied van de belastingen nog heel wat worden gedaan. Ik heb veel suggesties naar voor gebracht, maar u kent er ongetwijfeld meer.

Wij kunnen heel wat doen om de taxatie te humaniseren en meer ruimte te geven aan het bedrijfsleven. Wij moeten in deze zeer kiesse en uiterst belangrijke materie een grote eensgezindheid aan de dag leggen.

Indien er een materie is waar wij niet moeten zoeken naar schulden of onschuldigen, dan is het wel de materie van de financiën. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Roland Gillet.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, je voudrais, après la légère et brève passe d'armes qui m'a opposé à M. Lagae, rendre hommage à son impartialité et sa qualité de rapporteur. Je voudrais pouvoir en dire autant en sa qualité de représentant du CVP.

Certes, M. Lagae a rapporté de manière excellente les décisions de la commission. Cependant, à propos des remarques formulées à l'adresse du ministre des Finances, lors de l'examen de la péréquation cadastrale, le CVP, il faut le reconnaître, est encore plus en flèche que le ministre.

Un certain nombre de partis constituant le gouvernement de l'époque veulent une révision de la révision — non seulement le FDF, Monsieur Lagae, mais aussi le PSC, dont je dirai deux mots dans un instant —; il ne manque plus que l'accord du CVP pour réussir.

Si le CVP, qui dans 50 p.c. des cas, voit ses requêtes bien accueillies, le voulait réellement, il serait aisé de revoir la situation dans laquelle nous nous trouvons en matière de péréquation cadastrale.

M. Lagae. — Monsieur Gillet, j'ai cité cinq mesures qui ont été repoussées par le CVP et qui ne venaient pas du CVP ou du PSC.

M. R. Gillet. — Nous savons d'où cela venait.

M. Lagae. — Cela ne venait pas non plus du parti socialiste.

M. R. Gillet. — Si le CVP le voulait, ainsi que M. Vanden Boeynants dont je parlerai dans un instant et une partie de l'opposition, il serait facile de revoir le problème.

La question est claire: le CVP veut-il voir la révision de la révision?

Si le CVP demandait au ministre des Finances que nous révisions certains points contestés de la péréquation cadastrale, nous pourrions, j'en suis convaincu, aisément y parvenir avec l'appui du PSC, du FDF et de certains de nos collègues de l'opposition.

De heer Lagae. — En die bestreden wordt in één richting, niettegenstaande diezelfde personen in 1979 vonden dat de herziening niet ver genoeg ging.

M. R. Gillet. — Ne pensez-vous pas qu'il s'agit là de la manière dont le ministre des Finances a présenté les choses?

En effet, Monsieur le Ministre des Finances, n'avez-vous pas déclaré — ce problème à mon avis comprend tous les autres — qu'il s'agissait d'une opération neutre? Opération neutre à peu de choses près au niveau du précompte mais non au niveau de l'impôt des personnes physiques. Vous avez parlé d'un revenu pour l'Etat, qui, si j'ai bien entendu, passerait de 4,5 milliards à 7 milliards. N'avez-vous pas, à cette occasion, donné à la commission et au Parlement des informations qui ne correspondent pas exactement — je suis prudent — à la réalité d'aujourd'hui?

Toute la documentation en ma possession prouve que le chiffre de 4,5 milliards que vous avez cité et répété maintes fois est dépassé. Nous en sommes aujourd'hui à 7 milliards. C'est un fait.

Je limiterai mon intervention, Monsieur le Ministre, à la péréquation cadastrale dont on a déjà beaucoup parlé à la Chambre des représentants. Mais il serait regrettable que le Sénat ne se penchât pas, lui aussi, sur le problème et, principalement, sur le cas des personnes propriétaires de l'immeuble qu'elles occupent.

J'ai sous les yeux un article écrit par le président du PSC, parti qui fait partie de la majorité. Le titre: «Révision cadastrale, oui, mais pas comme ça!»

M. Vanden Boeynants, que je remercie ici de rejoindre les préoccupations du FDF en cette matière, après avoir énoncé les problèmes, déclare, au sujet des bases de références, que l'engagement du ministre n'a pas été respecté sur le terrain par les exécutants.

En ce qui concerne les garanties du contribuable, il y a détournement d'intentions, *dixit* M. Vanden Boeynants. Toujours selon lui, le taux moyen final de la péréquation annoncé par vous, Monsieur le Ministre, était de 2,6, alors qu'il sera de trois ou plus.

Le président d'un parti qui forme votre majorité déclare à propos des conséquences de cette différence sur la globalisation des revenus: nous contestons le fait que, par suite d'une péréquation exagérée et inéquitable, un grand nombre de propriétaires occupant leur propre bien vont se voir attribuer un revenu fictif disproportionné à celui qui pourrait leur être équitablement porté en compte.

Et M. Vanden Boeynants conclut: «A défaut d'initiatives gouvernementales, carence que nous jugerions profondément regrettable, nous prendrions nous-mêmes les initiatives parlementaires nécessaires pour rétablir l'équité là où celle-ci a été transgressée.»

En passant, je signale aux collègues libéraux qu'en maintes occasions, M. Vanden Boeynants n'est pas tendre pour le prédécesseur de M. Geens. Je lis d'ailleurs dans cet article de presse: «En demandant au Parlement, en 1979, le vote de la révision cadastrale, M. Geens ne se livrait pas à une agression fiscale, il suppléait à la carence de M. De Clercq, ministre des Finances en 1975, date à laquelle cette révision aurait dû légalement se faire.»

Monsieur le Ministre, je sais ce qu'il faut penser des promesses et des engagements matamoresques du PSC, et je sais aussi ce qu'il faut penser de la réalité. Nous, au FDF-RW, nous ne nous contentons pas de paroles, mais nous avons déjà déposé une proposition de loi tendant à modifier la péréquation cadastrale. Nous en déposerons d'autres. Nous espérons que le PSC de M. Vanden Boeynants nous rejoindra, comme devrait le faire également le CVP de M. Lagae, puisque celui-ci a constaté aussi certaines exagérations dans cette loi.

En fait, Monsieur le Ministre, trouvez-vous logique que celui qui est uniquement propriétaire de son logement et ne possède pas d'autre bien immobilier soit pénalisé par la péréquation cadastrale? Laissons de côté les revenus immobiliers du propriétaire de multiples immeubles pour parler du propriétaire d'un seul immeuble dont il ne

tire aucun revenu puisqu'il y habite et n'a pas de locataire. Vous devez bien reconnaître que vous avez provoqué une situation catastrophique pour un certain nombre de ces propriétaires.

On peut admettre que, pour certains propriétaires qui occupent leur unique immeuble, la péréquation cadastrale a été favorable parce qu'elle a provoqué une diminution, voire une suppression de l'impôt des personnes physiques.

Il serait donc injuste de dire que tout le monde est victime de cette loi. Un certain nombre de propriétaires en bénéficient, je le reconnais.

M. Geens, Ministre des Finances. — C'est le cas d'un grand nombre de personnes.

M. R. Gillet. — Vous avez peut-être raison.

Mais pourquoi faut-il que certains paient pour les autres? Pourquoi faut-il que certaines personnes voient augmenter leurs impôts parce que vous avez péréquâté leur revenu cadastral? Que vous cherchiez une compensation, c'est logique, mais vous ne devriez le faire en aucun cas là où rien ne le justifie. Il n'y a aucune raison pour que le propriétaire d'un immeuble qu'il a fait construire, pour lequel il a épargné longuement — et il s'agit parfois d'un pensionné —, doive payer parce qu'il habite une commune soit de la périphérie bruxelloise, soit d'une région où la péréquation est importante, un montant plus élevé à l'impôt sur les personnes physiques. Permettez-moi de vous dire, Monsieur le Ministre, que là, votre péréquation cadastrale constitue un faux pas.

Je vous demande donc de revoir ce problème à l'occasion de l'examen de votre budget. Sur ce point, le PSC est d'accord avec vous; M. Vanden Boeynants l'a confirmé. Le CVP nous appuie également; M. Lagae vient de dire qu'il l'avait proposé en commission.

M. Geens, Ministre des Finances. — Je ne crois pas avoir compris que M. Lagae disait cela.

De heer Lagae. — Hebt u dan het verslag niet gelezen, Collega?

De heer R. Gillet. — Ik heb het verslag gelezen en ik heb u ook gehoord.

Vous avez dit que le CVP avait proposé autre chose en cette matière, mais n'avait pas été suivi.

Quoi qu'il en soit, la logique exigerait que, soutenu par certains partis de la majorité et de l'opposition, Monsieur le Ministre, vous acceptiez de revoir au moins le problème du propriétaire qui habite sa maison, qui n'en retire aucun revenu et qui se voit lourdement, quelquefois même très lourdement, taxé par la péréquation du revenu cadastral.

Je traiterai maintenant d'un autre point contesté: le processus pour l'introduction des réclamations.

Je lisais hier, dans un journal francophone: «Le nouveau revenu cadastral paraît exagéré; sur quelles bases réclamer?» On y parle aussi de la notice adressée à chaque propriétaire par l'administration.

Ce même article poursuit: «Le directeur général du Cadastre vient de rappeler dans une circulaire adressée aux directeurs régionaux qu'il importait de fournir aux contribuables — bravo! — toutes les informations utiles leur permettant de se faire une idée exacte du marché locatif et du revenu cadastral convenant à leur immeuble, soit la description complète des données prises en considération pour fixer le revenu cadastral, une documentation photographique de l'immeuble de référence accompagnée de la description de ce dernier et du montant cadastral qui lui est attribué.»

L'article conclut: «Il apparaît ainsi que le sort qui sera réservé à la réclamation — écoutez bien, Monsieur Lagae, — dépendra de l'appréciation de l'immeuble de référence et non du revenu locatif réel ou supposé de l'immeuble faisant l'objet d'une réclamation.»

Est-ce pensable, Monsieur le Ministre, et le journal a-t-il raison? Je souhaiterais, bien entendu, obtenir une réponse à cette question. Il serait bon que, devant le Sénat, vous déclariez clairement que, si réclamation il y a, l'examen se fera sur l'objet de cette réclamation, et non sur l'immeuble de référence et que si le juge de paix désigne un expert pour examiner le bien-fondé de la réclamation, celui-ci prendra en considération le revenu et les charges de l'immeuble contesté et non ceux de l'immeuble de référence.»

Des centaines de milliers de contribuables ont, vous le savez, adressé une réclamation.

Jamais, à ce jour, on n'a vu, en Belgique, une telle levée de boucliers.

Dans ma commune, le bourgmestre a instauré un système d'information quant aux réclamations que certains propriétaires désirent in-

roduire. Il est patent que les revenus cadastraux des immeubles de cette commune, comme d'ailleurs de ceux de la périphérie bruxelloise, ont été fortement péréquatis.

Mon bourgmestre a demandé aux habitants qui se sentaient lésés par la nouvelle péréquation, de s'adresser personnellement à son administration, de manière à pouvoir dresser un bilan du nombre de réclamations.

Vous ne vous en rendez peut-être pas compte, Monsieur le Ministre, mais on fait la queue à longueur de journée pour obtenir des renseignements.

M. Geens, Ministre des Finances. — Les réclamations doivent se faire par lettre recommandée à la poste, autrement ce n'est pas valable.

M. R. Gillet. — Quand on connaît les arcanes du département des Finances, il est bon de conseiller les gens sur la manière dont ils doivent établir leur réclamation pour ne pas commettre d'erreurs.

M. Geens, Ministre des Finances. — C'est bien ce que j'ai dit.

M. R. Gillet. — Ils doivent réclamer par lettre recommandée à la poste, bien entendu; nous le leur conseillons. Nous leur conseillons aussi de déclarer le revenu cadastral qu'ils estiment exact pour leur immeuble, à défaut de quoi leur réclamation serait irrecevable. Il n'aurait peut-être pas procédé ainsi s'ils ne s'étaient pas présentés pour recevoir des conseils.

Je vous signale que la file devant la maison communale est interminable. Je veux dire que le nombre de personnes inquiètes, concernées par la péréquation cadastrale, est de loin supérieur à celui que vous avancez.

Je voudrais dès lors vous poser une question très simple: combien de réclamations pensez-vous recevoir? Vos services pourraient peut-être nous indiquer le nombre de celles que vous avez déjà reçues à ce jour. Il dépasse certainement celui que vous auriez pu espérer en fonction de la confiance que vous manifestez en vous-même.

Ces réclamations nombreuses seront examinées par un expert, puisqu'il y aura contestation. C'est la raison pour laquelle je souhaiterais que vous me répondiez à la question suivante: L'information selon laquelle la réclamation ne serait examinée qu'en fonction de l'immeuble de référence est-elle exacte? Ou bien allez-vous déclarer au Sénat que toute réclamation sera examinée en fonction de l'immeuble contesté? Si vous me répondez dans ce sens, vous rassurerez des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes.

Cette question me paraît suffisamment importante pour être posée à l'occasion de l'examen de votre budget. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Egemeers.

De heer Egemeers. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik zal mijn betoog beperken tot een vijftal punten die betekenisvolle aanduidingen in uw beleid uitmaken en in cijfers omgezet worden in de desbetreffende artikels van uw begroting. Het lijkt mij evenwel voldoende belangrijk om ze te behandelen in de algemene bespreking: aldus vermijd ik evenveel maal naar de tribune te komen bij de artikelsgewijze bespreking.

Ten eerste is het mij opgevallen dat België een bijzondere bijdrage (2e deel) moet leveren om Ierland's toetreding te vergemakkelijken tot het EMS. Is het noodzakelijk en verantwoord dat, vermits de omstandigheden niet meer dezelfde zijn als verleden jaar, dit bedrag ongewijzigd opnieuw wordt ingeschreven? Het gaat over 85 miljoen F.

Als provisioneel krediet, voor een eventuele stijging van het indexcijfer der consumptieprijzen, trekt u 518,4 miljoen uit zonder evenwel een verantwoording te geven. Op welke basis is hier de raming gemaakt?

Inzake het personeelsbeleid, vallen enkele bedragen in het oog. Het gaat over de bevorderingen in graad en weddeschaalverhogingen voor 153 360 000 F ten opzichte van 30 606 000 F in 1979. Het ware aangenaam te vernemen over welke bevorderingen het hier gaat.

Voor de aanwervingen en vervangingen wordt eveneens een enorme verhoging van het krediet vastgesteld: 156 510 000 F ten opzichte van 64 407 000 in 1979. Over hoeveel aanwervingen en voor welke administraties gaat het hier?

Het organiek kader zal worden herzien, daarvoor raamt u 42 972 000 F. Deze operatie wordt uiteraard niet elk jaar gedaan. Toch ware het nuttig hierover iets te mogen vernemen, b.v. op welke administraties de herziening wordt toegepast. Nog steeds, wat het personeelsbeleid betreft, is het opmerkelijk dat in de personeelsfor-

matie en -bezetting voor de rangen van niveau I, anderen dan de rang van ambtenaren-generaal, het kader 5 364 eenheden voorziet, maar er is slechts een effectieve bezetting van 4 053, met andere woorden 1 311 te bezetten posten. Mijn vraag: waarom geen bezetting van deze vacatures, te meer omdat u voor 392 073 000 F vergoedingen voor overwerk of bijzondere prestaties hebt ingeschreven?

Met de hoge werkloosheidscijfers van jonge afgestudeerden, lijkt mij hier een ideale operatie voor de hand te liggen, of niet?

Het zou mij aangenaam wezen, Mijnheer de Minister, indien u mij over deze punten opheldering wilde geven. Bij voorbaat dank. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention sera brève. Nous avons entendu déjà quelques exposés très fouillés, très scientifiques. Pour une bonne part, je crois pouvoir me rallier à ce qu'ont dit MM. Henrion et Lagae. Nous avons également entendu un plaidoyer de notre collègue M. Roland Gillet, en faveur des propriétaires qui occupent leur maison. Pour eux, il se pose effectivement un problème. Pour le reste, c'est à voir.

M. R. Gillet. — Je n'ai pas parlé d'autre chose.

M. de Wasseige. — Soit, mais il vaut mieux que les choses soient claires.

Je voudrais aborder brièvement quelques points qui me paraissent très importants et, en premier lieu, la politique monétaire.

Il nous fut rappelé tout à l'heure que cette politique monétaire est essentiellement le fait de la Banque Nationale, mais il s'agit aussi et surtout d'une politique du franc. On ne peut pour le moment parler vraiment de politique monétaire, mais plutôt d'une politique de change ou de défense de la devise belge.

Or, que constatons-nous? Une volonté délibérée de maintenir la parité ou un taux de change élevé, de rester dans la zone des monnaies fortes. Mais, à côté de cette volonté, nous constatons que les opérateurs économiques belges ou étrangers, malheureusement peut-être, ne l'entendent pas de cette oreille et que pour eux le franc belge, hélas! est une monnaie peu fiable. La preuve: les fuites de capitaux qui ont pris une extension considérable. Pour la première fois, la Banque Nationale en fait état dans son rapport; tout au moins en trouve-t-on trace dans son bilan. Autre preuve: le taux de divergence de notre monnaie qui est toujours à la cote d'alerte, sinon au-delà. Encore une preuve: les nombreuses interventions que la Banque Nationale et d'autres institutions doivent effectuer pour soutenir le franc belge.

La conséquence de cette politique a été soulignée tout à l'heure: il s'agit des taux d'intérêt extrêmement élevés, ce qui est grave, car, si l'on peut considérer peut-être que cette politique monétaire a permis de maîtriser l'inflation au cours des deux dernières années, d'autres facteurs ont joué, notamment la réaction des entreprises, les accroissements de productivité, les modérations salariales intervenues avec l'appui des organisations syndicales. Il ne faut donc pas attribuer à la seule politique monétaire la maîtrise de l'inflation.

Les taux d'intérêts extrêmement élevés risquent de compromettre la situation de très nombreuses entreprises. Je voudrais plaider notamment en faveur des entreprises des secteurs les plus touchés par la crise économique et la restructuration, des entreprises situées dans la région wallonne, confrontée à des problèmes de reconversion qui aggravent encore les difficultés. Cette politique de hauts taux d'intérêt risque de mener à des catastrophes dans les prochaines semaines, dans les prochains mois. Nous venons d'ailleurs de connaître deux faillites retentissantes.

Vous ne pourrez plus maintenir longtemps cette politique. En fait, pour le moment, on cumule les inconvénients à la fois d'une monnaie forte et d'une monnaie qui n'inspire plus confiance. Autrement dit, on a du chômage, on a un taux d'activité trop faible, on compromet les investissements, notamment dans le domaine du logement, d'une part, et, d'autre part, on risque de compromettre gravement l'activité économique, les structures mêmes de notre appareil de production.

J'aborde le second point de mon intervention, la fraude fiscale, sur laquelle je voudrais revenir, sans entrer dans trop de détails. C'est la «tarte à la crème». C'est un bon slogan pour des interventions politiques ou électorales, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Dans notre pays, elle atteint d'énormes proportions et elle est surtout le fait de certaines catégories d'entreprises ou de personnes. C'est là l'injustice la plus flagrante. Il me semble que dans ce domaine peu de mesures ont été prises. Et celles qui l'ont été se retournent contre les petits et surtout les moyens revenus. Elles n'atteignent pas les vrais fraudeurs, mais ceux qui peuvent à peine être considérés comme tels.

Le troisième point concerne la fuite des capitaux vers les Pays-Bas, sur laquelle j'avais déjà, l'an dernier, Monsieur le Ministre, attiré votre attention. A l'époque, vous avez minimisé la situation. Actuellement, on ne peut plus parler de fuite, mais d'une grande évasion. Curieusement, l'effet est ressenti essentiellement par les recettes fiscales.

Vous nous avez expliqué le mécanisme assez compliqué de cette évasion des capitaux. Il ne joue pas, dites-vous, sur le franc belge. J'en doute, parce que ces pratiques augmentent les liquidités des intermédiaires financiers et que ces liquidités se placent, se déplacent, spéculent. C'est leur rôle; c'est normal. Mais ce sont les consommateurs, les citoyens, les travailleurs qui en subissent les conséquences.

J'en terminerai par deux points particuliers sur lesquels j'aimerais une réponse précise.

On a parlé des réserves d'or qui sont, a-t-on dit, très importantes proportionnellement à la dimension de notre pays et à notre monnaie. Je n'ai pas l'intention de commettre un hold-up, mais j'aimerais savoir où elles se trouvent. Sont-elles, et en quelle proportion, à Washington, à New York, à Londres ou à Bruxelles, ou quelque part ailleurs en Belgique? S'il fallait un jour les mobiliser, encore faudrait-il savoir où elles se trouvent.

Le deuxième point concerne les statistiques fiscales, en particulier régionales.

Chez nous, le retard est considérable dans la publication des statistiques en général et il l'est plus encore en ce qui concerne les statistiques fiscales.

Si nous devons, au cours des prochains mois, aborder des discussions relatives à l'autonomie fiscale des régions et des communautés, il faut que l'on puisse en parler en connaissance de cause, et en se basant sur des chiffres se rapprochant le plus possible de la réalité et non sur des calculs relatifs à l'année 1974, celle qui a précédé la crise que nous connaissons. Les chiffres qui s'y rapportent ne correspondent évidemment plus aux conditions économiques actuelles. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, het is normaal dat bij de bespreking van de begroting van het ministerie van Financiën niet alleen de administratieve kanten van de begroting worden behandeld maar ook andere elementen van het financieel beleid waarvan die begroting als het ware de spiegel is.

Dan denk ik in de eerste plaats aan de monetair politiek en aan de positie van de Belgische frank op de internationale wisselmarkten. Het is een delicaat onderwerp, vooral sedert vorig jaar, en in de jongste weken is het er niet om verbeterd.

Omwille van uw grote verantwoordelijkheid ter zake, Mijnheer de Minister, wil ik hier niet eens de moeilijkste vragen stellen en mij beperken tot enkele institutionele aspecten.

Ik denk daarbij eerst en vooral aan het EMS, het Europees muntstelsel binnen hetwelk u de strijd voert voor de pariteit van de frank na de vervanging van de slang door dit stelsel met veel grotere doelstellingen. Hoe u die strijd voert en in welke omstandigheden is een punt waarop ik straks nog terugkom. Vooraf wil ik u een vraag stellen over de organieke uitbouw van het EMS zelf en de vertraging waarmee het gebeurt. De start had plaats een jaar geleden, dag op dag, op 13 maart, twee maanden later dan was voorzien. Het trage tempo werd nadien vertraagd aangehouden. In het communiqué van de jongste bijeenkomst van de Europese Raad komt een passus voor waaruit blijkt dat sommige EMS-landen niet van plan zijn de kalender te bespoedigen. De volgende bijeenkomst van de Europese top is niet ver af. Mijnheer de Minister, in welke gesteltenis zal Eerste minister Martens erheen gaan? Zal hij erop aandringen dat het EMS de ontwikkeling zou volgen die destijds was gepland, en daartoe van de centrale banken de middelen en de bevoegdheden zal krijgen waartoe de Europese Raad besloten had en welke beslissing, naar we dachten, definitief was? Dit is mijn eerste en voor u gemakkelijkste vraag.

Iets anders is het lot dat operationeel aan de Belgische frank sedert een jaar in het EMS beschoren was. Zijn we niet met een te hoge pariteit naar de Europese korf gegaan? Had de frank zich voldoende hersteld van de gevolgen van de crisis van de herfst 1978 die hij nog in de slang — ik geef toe, met goed gevolg — had doorstaan? In juli 1978 was het gemiddeld maandelijks rentetarief van het *call money* 3,85 in augustus 5,06 in september 4,93 in oktober 7,41 en daarna is het in dalende lijn gegaan tot mei 1979 toen het op 4,81 stond. Maar in juni 1979 was het 7,64, en in november zelfs 10,06. Wat sedertdien is gebeurd, hoef ik niet te beschrijven. Gisteren was de rente van de daggeldmarkt 12,75. De jongste wekelijkse toewijzing van Rente-

fondscertificaten heeft plaatsgehad tegen 15,70 pct. De heer Henrion heeft terecht over een rekordpiek gesproken.

Ik bespaar u gegevens over andere indicatoren van de geldmarkt, ik zwijg over de rente waartegen u uw leningen moet plaatsen en ik stap heen over wat zich ondertussen inzake deposito's en spaartegoed bij de banken en de spaar- en kredietmaatschappijen voltrekt en over de zorgen van de directies van die instellingen. Ik laat ook de demagogische beschrijving achterwege van wat er gebeurt in bankagentschappen van Sluis tot Putte in Nederland.

Wij geven u hiervan niet de uitsluitelijke schuld. U hebt geen meeval gehad met andere valuta's in de Europese korf, valuta's die minder sterk waren dan de Belgische frank, maar die zich gewonnen hebben gegeven op een zeker ogenblik met pariteitswijzigingen in soms bevreemdende omstandigheden. Ik denk dan bijvoorbeeld aan de devaluatie van de Deense kroon eind november en zulks na een pariteitswijziging met 3 pct. in september. Het paradoxale resultaat is dat het object van de muntspeculaties nu wel zeer verengd is en dat de Belgische frank hiervan het mikpunt is en als het ware het kristallispunt.

Wat ik zeg, kan esoterisch klinken voor de oningewijden, maar ik denk dat de minister van Financiën mij verstaat en het mij niet kwalijk neemt dat ik niet verder ga in bijzonderheden.

Ik vrees, Mijnheer de Minister, dat uw internationale monetair positie slechts houdbaar is als het EMS nieuwe monetair zorgen bespaard blijven. En die hoop is niet ongegrond als men gezien heeft hoe valuta's als de Duitse mark, de Franse frank en de lire konden beheerst worden in het EMS, ondanks hun totaal verschillende voor geschiedenis. Alleen de tijd kan ons in dat opzicht wijzer maken.

Een andere voorwaarde voor het succes van uw monetair beleid heeft te maken met onze eigen economische politiek en meer bepaald met het begrotingsbeleid. De internationale mechanismen tot ondersteuning van de frank zullen slechts blijven functioneren als België zijn begrotingsdeficits en zijn betalingsbalans met ingrijpende maatregelen in een andere richting duwt. Zoniet verliezen wij onze monetair geloofwaardigheid.

Indien ik in mijn interventie niets over de kadastrale perekwatatie zei, zou dit een tekort zijn. De collega's van de commissie voor de Financiën wil ik toch herinneren aan het feit dat wij over deze operatie jaren hebben laten heengaan. De heraanpassing heeft te veel jaren op zich laten wachten. Wij hadden het vroeger moeten doen en ik kan mij niet aan de indruk onttrekken dat sommige lobbies hier een ongelukkige rol hebben gespeeld. Nu wil het ongeluk daarenboven nog dat zij samenvalt met een instorting van de immobiliënmarkt, en uiteraard psychologische reacties oproept waartegen ook uw meestal goed werkende administratie niet is opgewassen. Elk gemeentebestuur moet nu inzake de aanpassing van de opcentiemen een overtuigings- en voorlichtingscampagne voeren die des te moeilijker is omdat onze bevolking meestal weinig van budgettair beleid op hoog vlak begrijpt, maar des te beter onthouden heeft dat de minister van Financiën de hele kadastrale aanpassing als een blanco operatie had beschreven.

Het is u bekend dat de man in de straat deze uitdrukking anders had begrepen dan u. Er komt nog bij dat de operatie fiscaal een zwaardere uitwerking heeft op Vlaanderen dan op Wallonië, onder meer ingevolge de invloed van de voor Vlaanderen goedgekeurde gewestplannen. Voor de Volksunie is dit een reden te meer om uw begroting niet goed te keuren. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, je ne m'appesantirai pas sur l'examen détaillé du budget des Finances. Ce travail a été fait longuement à la commission de la Chambre et nous avons eu beaucoup d'éléments d'appréciation.

Au nom du groupe socialiste francophone, je me bornerai à formuler quelques remarques et suggestions sur cinq points bien précis de la politique financière, à savoir la péréquation cadastrale, la fraude fiscale, l'augmentation du coût du crédit, le soutien du franc et la dette publique. Il s'agit là, incontestablement, de cinq questions qui retiennent particulièrement l'attention dans les circonstances présentes.

Lors des discussions relatives à la péréquation cadastrale, tant en commission qu'en séance publique, cette péréquation avait été présentée comme l'un des moyens d'assurer une meilleure justice sociale. C'est dans cette optique que nous avions adhéré à la proposition, même si elle ne correspondait pas entièrement aux positions de notre groupe en la matière.

Nous constatons aujourd'hui que les résultats de l'opération ne sont pas en tous points conformes aux idées initialement développées. Il apparaît en effet que certains propriétaires d'habitations modestes qui auraient dû être favorisés par cette réforme verront demain leurs impôts augmentés à la suite de la péréquation cadastrale; celle-ci, par le biais de la majoration du revenu cadastral, ne leur permettra plus de bénéficier des avantages offerts par l'appartenance antérieure à la catégorie des habitations modestes, dont le revenu cadastral est limité à 30 000 francs, comme chacun sait.

Ainsi, du jour au lendemain, une habitation considérée comme modeste antérieurement ne pourra plus l'être par le simple jeu de la révision.

Nous tenons à attirer votre attention, Monsieur le Ministre, sur la double pénalisation dont seront frappés ces petits propriétaires, d'une part, par l'augmentation du revenu cadastral fixé, dans de très nombreux cas, à 30 100 francs, ce qui entraîne une première majoration du précompte immobilier, et, d'autre part, parce qu'ils n'appartient plus à la catégorie des propriétaires d'habitations modestes et seront privés des avantages inhérents à cette catégorie, c'est-à-dire la réduction de 25 p.c.

En vue de corriger ce type d'inégalité sociale, il nous semble que certaines adaptations aux nouveaux revenus cadastraux devraient être effectuées d'office afin que nombre de petits propriétaires ne se trouvent, sans avoir apporté d'améliorations, de modifications à leurs maisons, victimes d'une injustice notoire.

Il se confirme en outre — et d'aucuns en ont parlé avant moi — qu'approuvée par nous, la péréquation cadastrale présentée par le ministre des Finances comme une opération fiscalement blanche, une opération d'équité fiscale, procurerait à l'Etat une recette supplémentaire de l'ordre de 7 milliards, dont 300 millions de précompte immobilier et 6,7 milliards d'impôts sur le revenu. Des chiffres supérieurs ont même été avancés. Il a été prévu de consacrer 4,5 milliards de ces 7 milliards à un allègement de l'impôt sur le revenu pour les ménages disposant d'un seul revenu, pour les ménages à deux revenus et pour les ménages avec enfants, de manière telle que, globalement, la charge fiscale reste inchangée.

Dans un premier temps, nous nous demandons pourquoi seule une partie de la plus-value globale de 7 milliards serait réaffectée de la sorte. Ensuite, quelle sera l'affectation du solde de 2 milliards et demi? Il nous semble par ailleurs que la distinction entre les catégories ménages ne disposant que d'un revenu, ménages à deux revenus et ménages avec enfants, n'est guère pertinente. Elle n'est certes pas fonctionnelle pour la détermination des ménages à revenus modestes et des ménages à revenus élevés; un seul gros revenu pouvant largement excéder deux petits revenus cumulés. La prise en considération de la totalité des revenus du ménage sans égard au fait que ces revenus soient obtenus à partir du travail d'une ou de plusieurs personnes, nous paraît plus révélatrice de la réalité sociale.

Ne conviendrait-il pas d'utiliser cette plus-value à la dépenalisation progressive des revenus du cumul des époux? La situation actuelle contre laquelle les critiques ne manquent pas, brise les efforts et les sacrifices accomplis par certains ménages qui, soucieux du bien-être des leurs, n'hésitent pas à travailler à deux. La dépenalisation du cumul des époux a déjà fait couler beaucoup d'encre. Ne pourrions-nous commencer à la réaliser en relevant le plafond actuel du décu-mul et en redistribuant plus précisément la plus-value acquise pour l'Etat par la péréquation cadastrale aux ménages privés d'une partie de leurs revenus par le système du cumul?

M. R. Gillet. — Très bien!

M. Basecq. — L'indexation des barèmes fiscaux se trouve, elle aussi, directement liée au problème du décu-mul des revenus.

Personne n'ignore que par le seul jeu de l'inflation, la non-indexation des barèmes fiscaux vient grossir la masse des impôts.

Tous les ministres des Finances se sont jusqu'à présent refusés à prévoir une indexation raisonnable. Notre actuel ministre des Finances ne songerait-il pas à se distinguer de ses honorables prédécesseurs en remettant sur le métier l'indexation des barèmes fiscaux dont le principe d'équité se trouve contesté par d'aucuns.

M. R. Gillet. — Très bien!

M. Basecq. — Pour en terminer avec ce chapitre de la péréquation cadastrale, nous voudrions relever deux éléments supplémentaires.

Auparavant, le précompte immobilier équivalait à 80 ou 85 p.c. du revenu cadastral. Une majoration nouvelle de ce précompte aurait reçu, au niveau psychologique, un très mauvais accueil.

Aujourd'hui, le précompte immobilier équivaut à 20 ou 25 p.c. du nouveau revenu cadastral majoré. Certains disent déjà qu'au niveau psychologique, la porte est ainsi plus ouverte à une augmentation éventuelle du précompte immobilier.

Dans cette optique et toujours soucieux des intérêts de notre population, nous tenons à souligner que nous veillerons que pareil pas ne soit pas franchi trop allégrement.

Enfin, Monsieur le Ministre, vous avez annoncé que la péréquation cadastrale n'entraînait aucune répercussion sur le secteur de la construction.

Nous voulons bien vous croire. Ce secteur connaît de sérieuses difficultés. Il est très affecté par la majoration du loyer de l'argent. Nous veillerons donc que ce secteur ne soit pas entravé par les effets éventuels de la péréquation cadastrale qui nous occupe aujourd'hui.

M. R. Gillet. — Puis-je vous interrompre, Monsieur Basecq, pour vous dire combien nous sommes d'accord avec vous et pour faire remarquer au ministre des Finances que sur le problème de la péréquation cadastrale des biens individuels, le parti socialiste rejoint l'opinion générale? Il est bon de le dire.

M. Basecq. — Je tenais simplement à confirmer ce qui a été dit antérieurement.

M. R. Gillet. — Je tenais, quant à moi, à vous approuver.

M. Basecq. — Nous ne défendons d'autre catégorie que ceux qui possèdent une maison modeste dans ce pays.

En ce qui concerne la fraude fiscale, je dois faire remarquer qu'elle a tendance à s'amplifier d'année en année.

Selon les estimations du professeur Frank de l'ULB, la perte du Trésor due à la fraude fiscale et à la sous-estimation fiscale... (*Inter-ruptions sur les bancs du CVP.*) ... oui, chers collègues, je sais que mes propos vous contrarient, mais je crois que tout cela doit être dit.

M. Pedé. — Il faut être prudent quand on fait référence aux ouvrages du professeur Frank. Il faut voir si tout est exact.

M. Sondag. — Très bien.

M. Pedé. — Vous prenez les ouvrages du professeur Frank comme monnaie courante?

M. Basecq. — J'ai examiné d'autres études que celle du professeur Frank et elles se recoupent dans leurs arguments. D'ailleurs, puisque vous insistez tellement, je vais vous donner des précisions.

La fraude fiscale et la sous-estimation fiscale qui étaient de l'ordre, ne vous en déplaît, de 18,2 p.c. en 1975, atteindraient 19,2 p.c. en 1979.

M. Pedé. — Alors il faut tuer les petites entreprises!

M. Basecq. — Mais certainement pas.

M. Pedé. — Si, si.

M. Basecq. — J'ai l'habitude de laisser parler les autres orateurs et je souhaiterais que vous fassiez de même à mon égard.

M. Pedé. — Mais, c'est vous qui commencez.

M. Basecq. — Les 197 milliards 300 millions de pertes pour l'exercice d'imposition 1979 sont imputables à concurrence de 190,3 milliards à la fraude proprement dite et 7 milliards à la sous-estimation fiscale.

Je crois qu'il est bon d'ajouter que de ces 190,3 milliards, 80,45 p.c. proviennent de la fraude sur l'impôt des personnes physiques, 1,58 p.c. de l'impôt des sociétés, 12,24 p.c. de la TVA, 4,47 p.c. des droits de succession et 1,26 p.c. des transactions immobilières.

Je voulais attirer spécialement l'attention sur les 85,45 p.c. de la fraude sur l'impôt des personnes physiques. Il convient ici de souligner que financièrement les fraudeurs causent aux contribuables qui ne peuvent frauder, un préjudice indirect mais certain, car le budget

étant en déficit, l'Etat, pour combler l'insuffisance des rentrées d'impôts existants, doit augmenter les taux ou modifier certains contextes à l'intérieur de ces impositions.

La fraude fiscale met une fois de plus les citoyens inégaux devant les charges publiques et ce raisonnement est d'ailleurs confirmé par une étude de la répartition de la fraude fiscale selon la nature des revenus; les revenus étant répartis entre quelques groupes significatifs et ici, c'est d'une autre étude que celle du professeur Frank dont je vous parle.

Il est connu, pour l'exercice d'imposition dont j'ai fait référence, que la sous-estimation fiscale des salariés et des appointés s'élève à 4,8 p.c., celle des pensionnés à 2,9 p.c., celle des professions libérales à 22,9 p.c., celle des commerçants et artisans à 22,1 p.c. La fraude sur les revenus mobiliers est de 83 p.c. et sur les revenus immobiliers de 15 p.c. Voilà d'autres chiffres que ceux habituellement cités dans les études du professeur Frank.

Il ressort de cet exemple que les salariés et les appointés et les pensionnés sont nettement défavorisés par rapport aux professions libérales, commerçants et artisans, d'une part, et que, d'autre part, l'évasion des capitaux est responsable de la grande partie de la perte du Trésor. Nous reviendrons sur ce point précis.

Si nous analysons de manière particulièrement pertinente pour l'année d'imposition 1979 les déclarations des contribuables, réparties en 10 déciles, selon l'importance des revenus, par décile nous déterminons la perte d'impôt des personnes physiques du fait de la fraude et de la sous-estimation fiscale, il apparaît clairement que le premier décile, c'est-à-dire les revenus les plus bas, est responsable de 0,2 p.c. du total de la perte causée au Trésor.

La fraude s'élevant en moyenne à 817 francs par déclaration, ceux compris dans les derniers déciles, c'est-à-dire les revenus les plus élevés, apparaissent comme étant responsables de 63,2 p.c. du total de la perte causée au Trésor, la fraude s'élevant en moyenne à 275 999 francs par déclaration.

La perte pour le Trésor, et inversement le bénéfice pour le contribuable, grandissent au fur et à mesure que croît le revenu. En d'autres termes, la fraude fiscale met à charge des contribuables les plus démunis l'impôt évité par les contribuables les plus fortunés. Il convient de souligner l'importance de la fraude fiscale sur les revenus mobiliers. Ce type de fraude s'explique par la propension croissante des particuliers à effectuer des placements à l'étranger et plus spécialement dans les paradis fiscaux.

Devant cette situation qui paraît plus alarmante aujourd'hui eu égard à la santé du franc, d'une part, et aux sacrifices toujours croissants réclamés aux petits revenus, des mesures plus énergiques, plus agressives s'imposent afin d'arrêter la fraude là où elle sévit. A ce titre, nous préconisons une utilisation plus rationnelle de l'informatique au niveau des départements, notamment par la création de passerelles entre les différentes administrations, un contrôle accru des opérations bancaires internationales, une lutte renforcée contre l'évasion fiscale des multinationales par une utilisation meilleure des moyens d'action fournis par les conventions bilatérales, en vue d'éviter la double imposition, la levée du secret bancaire afin d'assurer un meilleur contrôle des mouvements de capitaux et, en dernier lieu, l'instauration d'un impôt sur le patrimoine des particuliers, d'un taux très modique et comportant de larges immunités en faveur des petits patrimoines. Grâce à l'élaboration d'un cadastre de la fortune mobilière que cet impôt implique, on obtiendrait une meilleure transparence de la fortune des particuliers et, par ce biais, de leurs revenus, voire du chiffre d'affaires des entreprises individuelles.

Cette suggestion n'est d'ailleurs pas neuve; elle a déjà été présentée à la Chambre des représentants à plusieurs reprises. Elle est d'application dans d'autres pays.

Il nous semble, en effet, que les mesures de lutte contre la fraude fiscale prises jusqu'à ce jour ne s'attaquent vraiment pas à la racine du mal.

Enfin, il convient de noter et de souligner qu'une politique d'austérité budgétaire ne peut se justifier qu'à la condition de rendre en même temps plus transparents les revenus et les patrimoines des entreprises et des particuliers qui tentent d'échapper à une juste imposition.

Le troisième point de mon exposé est relatif à l'augmentation du coût du crédit. Nous aimerions revenir sur ce sujet qui nous paraît actuellement préoccupant. Par la voie du bulletin des *Questions et Réponses* nous avons déjà posé quelques questions à M. le ministre des Finances et, devant la hausse constante du taux d'intérêt, nous avions suggéré au ministre de revoir la politique du crédit dans notre pays.

Le ministre, usant d'un procédé oratoire classique, avait exposé que la hausse du taux d'intérêt trouvait son explication dans un en-

semble de facteurs extérieurs. Cette hausse apparaissait d'autant plus incontrôlable, disait le ministre des Finances, que le franc belge subissait des pressions internationales. Le ministre terminait son explication en affirmant qu'une politique de crédit allant à l'encontre de la réalité de ces pressions internationales était inconcevable.

Le taux d'escompte vient de passer d'une escalade à une autre escalade, de 10 à 12 p.c., entraînant vers la hausse le taux d'intérêt. Il est évident que cette hausse portera un nouveau préjudice à l'entreprise et aux particuliers et provoquera un ralentissement substantiel de la conjoncture économique.

Devant la situation économique actuelle, l'attitude du ministre des Finances consistant à considérer la hausse du taux d'intérêt comme une solution inéluctable et à ignorer les conséquences d'une telle mesure sur la vie quotidienne de nos concitoyens, nous semble un peu trop facile.

L'une des manières d'éluder la pénalisation des particuliers engendrée par la hausse du taux d'intérêt ne serait-elle pas d'envisager l'adoption d'une pratique déjà en vigueur aux Etats-Unis — si mes informations sont exactes — et qui consiste à soustraire totalement de l'impôt les montants affectés aux remboursements d'emprunts?

Les citoyens, et plus particulièrement les jeunes ménages, se sentent de plus en plus étranglés par la hausse vertigineuse des intérêts sur les emprunts qu'ils ont dû contracter en vue de leur équipement. Beaucoup hésitent à se lancer dans des projets qui risquent fort de se transformer en aventure peu sécurisante. Il est évident que ce type d'attitude freinera encore davantage l'investissement privé et portera préjudice à la situation économique et tout particulièrement au secteur de la construction, dans les prochains mois.

C'est en pensant à la situation inconfortable des citoyens et surtout à celle des petits revenus, mais aussi aux conséquences de la hausse du coût du crédit sur l'économie de notre pays, qu'il nous semble urgent de prendre des mesures permettant de préserver le pouvoir d'investissement des particuliers. La solution évoquée précédemment consistant à défalquer les remboursements d'emprunts de la déclaration des impôts nous paraît, dans la situation actuelle, l'une des plus adéquates pour rencontrer cet objectif.

J'en viens maintenant au problème du soutien du franc, qui a défrayé la chronique ces derniers temps. Il semble devoir retenir notre attention. Il s'agit de la politique menée, principalement par le ministre des Finances, en collaboration avec la Banque Nationale. Il est inutile de rappeler que celle-ci est intervenue, à concurrence de 113 milliards en 1979, pour maintenir le franc dans le système monétaire européen et éviter ainsi qu'il n'atteigne le seuil de divergence permis eu égard aux autres monnaies.

Depuis janvier, et récemment encore, de nombreux autres milliards viennent d'être affectés à cette même fin.

Le 17 janvier dernier, nous avons, par la voie du bulletin des *Questions et Réponses*, interrogé le ministre des Finances sur l'opportunité des soutiens de la Banque Nationale eu égard à la situation du franc belge déjà alarmante à l'époque. M. le ministre des Finances nous avait répondu que sa politique du soutien du franc se justifiait par le souci d'éviter certains effets psychologiques qu'engendreraient soit le dépassement par le franc belge du seuil de divergence vis-à-vis de l'ensemble des autres monnaies participant au système monétaire européen, soit encore le dépassement par le franc belge de la limite bilatérale inférieure en termes d'une ou de plusieurs d'entre elles.

Il nous semble que cette réponse élude la question de manière un peu brève. En raison des difficultés accrues rencontrées par le franc sur le marché monétaire durant ces derniers mois, nous souhaiterions qu'un examen approfondi de la question débouche sur des prises de position et des attitudes cohérentes répondant à une logique déterminée.

Nous aimerions, en outre, attirer l'attention de M. le ministre sur les conséquences, à terme, de la politique actuelle du gouvernement en matière d'investissement public.

En effet, le besoin de liquidités, l'échec relatif de l'emprunt public, le déficit du budget global de l'Etat conduisent le gouvernement à réduire la politique d'investissement des pouvoirs publics, alors qu'il conviendrait plutôt de favoriser de nouveaux investissements de ses deniers. Vous n'ignorez pas, Monsieur le Ministre, que les investissements sont absolument nécessaires si l'on veut relancer l'économie de ce pays.

S'est-on déjà posé la question de savoir le rapport effectif pour la collectivité d'un investissement de 10 milliards dans une autoroute, dans une tour administrative, dans la recherche productive ou dans la technique d'avenir?

Nous répétons que le plafonnement des investissements, s'il est défendable dans la conjoncture financière actuelle, risque à terme de causer des désagréments plus importants. En effet, certains secteurs

publics d'exploitation — je pense par exemple à la Poste et à la Régie des Téléphones et des Télégraphes — ont besoin d'investissements importants. Tout retard dans ceux-ci entraîne des fonctionnements défectueux et des pertes d'exploitation se chiffrant annuellement à plusieurs milliards pour l'Etat. Nous serions très intéressés, Monsieur le Ministre, si vous pouviez nous donner, à l'occasion de la discussion de votre budget, l'évolution des clés de répartition des investissements par département pendant ces cinq dernières années plus particulièrement.

J'en arrive maintenant à la dette publique, qui pèse lourdement sur le budget de l'Etat et dont nous voyons constamment les charges s'accroître au fil des années.

En 1979, les amortissements et les remboursements d'emprunts s'élevaient à quelque 104,9 milliards, tandis que les charges financières s'élevaient à 122 milliards sur un total de 227,3 milliards. Cette somme représente 19,59 p.c. du budget des dépenses de l'Etat. Je vous demande de retenir ce chiffre; je le reprendrai tantôt en comparaison avec un autre.

Le problème qui nous concerne tous est de trouver la manière la plus adéquate pour limiter cette dette publique et pour la financer. Eu égard à la situation économique et monétaire du pays, il s'agit, en effet, de se procurer les capitaux nécessaires à l'apurement de cette dette, sans causer de préjudice à l'économie et au franc. L'appel aux capitaux belges ne s'avère pas propice aujourd'hui; il entraîne la hausse du taux d'intérêt et, de ce fait, une diminution de l'activité économique déjà tellement réduite. De plus, l'échec relatif du dernier emprunt semble avoir momentanément fermé les portes du marché belge des capitaux à long terme. Je conviens d'ailleurs de faire une remarque à propos de ce dernier emprunt. Il me paraît que les institutions bancaires ont une certaine responsabilité dans l'échec que nous avons constaté. Ces dernières n'ont, en effet, pas répondu à l'appel de l'Etat et ont préféré investir leurs capitaux à l'extérieur, semble-t-il. Seuls les capitaux privés ont été engagés dans cet emprunt. Cette constatation m'amène à vous poser une question qui me paraît pertinente dans les circonstances présentes. N'estimez-vous pas, Monsieur le Ministre, qu'il conviendrait d'imposer aux institutions bancaires à l'occasion d'émission d'emprunts à l'intérieur, un coefficient de couverture assez sévère pouvant aller jusqu'à 50 p.c. du montant escompté de l'emprunt? Je crois que cette mesure que nous avons connue antérieurement a sa raison d'être aujourd'hui. J'attire votre attention sur cette suggestion.

Le recours au financement monétaire, c'est-à-dire à la planche à billets, ne serait guère favorable à la situation du franc. L'accroissement de la masse monétaire disponible provoquerait une diminution des parités sur les taux de change. Cette mesure écorcherait davantage la valeur et la réputation du franc et libérerait de nouvelles pressions inflationnistes.

L'emprunt à l'étranger présente à terme les mêmes inconvénients que la planche à billets puisque les devises collectées à l'étranger se transforment en francs belges avant d'être injectées dans le circuit financier intérieur.

Il convient même de relever un inconvénient complémentaire, à savoir la charge d'intérêt extrêmement élevée qui y est inhérente. Le seul avantage, qui fut souligné d'ailleurs par les intervenants précédents, est une diminution momentanée du déficit de la balance des paiements. Cet élément ne paraît pas devoir être négligé, mais la situation de la balance des paiements reste pour la spéculation un point de référence souvent consulté lorsque le franc bat de l'aile. L'emprunt à l'étranger apparaît cependant comme un moyen de financement dont il convient d'user avec beaucoup de précaution.

A ce propos, je voudrais poser encore une question à M. le ministre: n'estimez-vous pas que contracter des emprunts à l'étranger, en permettant aux institutions financières, qui ont des disponibilités, d'emprunter également à l'étranger est une tactique empreinte de naïveté, principalement en ce qui concerne le rapport au Trésor?

Dans le même ordre d'idées, il ne faut pas négliger non plus le poids de la dette à court terme. Une saine gestion de l'Etat exige une trésorerie que nous qualifierons de fluide. Vous savez mieux que moi, Monsieur le Ministre, que l'apport en moyens de trésorerie ne peut s'opérer que par un collecteur, qui doit remplir efficacement sa mission. Dès lors, je me demande jusqu'à quel point nous ne négligeons pas, d'une manière incompréhensible, les disponibilités que peut nous offrir l'Office des chèques postaux, qui recueille les fonds de tous les comptables publics et qui pourrait mettre à la disposition de l'Etat d'importantes liquidités. Là aussi, nous devrions donner une autre orientation à notre politique. Dans le cadre de cette discussion, je souhaite que vous nous fassiez connaître la manière dont le Trésor fait appel aux avoirs détenus par l'Office des chèques postaux. Il nous semble que c'est une ressource que le gouvernement pourrait exploiter et la politique menée actuellement dans ce domaine ne me

paraît pas très claire. Dans la politique globale d'apport des moyens financiers, fait-on suffisamment appel aux ressources de l'Office des chèques postaux? Nous souhaitons que vous répondiez très franchement à cette question. Pour notre groupe, c'est très important, car nous n'acceptons plus de nous associer à une politique qui consiste à contracter des emprunts à l'étranger alors que des disponibilités cachées existent dans des institutions belges et que nous ne les utilisons pas au maximum.

Voilà, Monsieur le Ministre, quelques considérations, remarques et réflexions qui, dans les circonstances actuelles, me paraissent importantes. Ne les prenez pas comme une critique acerbe, mais comme une critique constructive. Nous avons simplement voulu apporter une petite pierre à l'édifice. Par une modeste collaboration, nous voulons essayer de vous aider, vous et tous vos collègues, à sortir de la situation financière difficile que connaît le pays et qui, finalement, pèse sur l'ensemble des citoyens. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pede.

De heer Pede. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik zal ter gelegenheid van de bespreking van de begroting van het ministerie van Financiën enkele punten behandelen die naar het voorkomt vrij actueel zijn. Ik zal vooral pogen een antwoord te geven op vragen die rijzen naar aanleiding van de wijzigingen aan het kadastraal inkomen. Naast de technische aangelegenheid die de wijziging van het kadastraal inkomen toch is, werd van de gelegenheid gebruik gemaakt om wijzigingen aan de fiscale wetgeving aan te brengen.

De vraag die in vele kringen rijst, is of de gevolgen van de kadastrale perekwatie wel zo erg zijn en hoe ze kunnen worden verholpen. Wat zijn de gevolgen voor de onroerende sector?

Mijnheer de Minister, ik leer u allicht niets nieuws, wanneer ik u zeg dat de onroerende sector op het ogenblik een ernstige malaise doormaakt. Die malaise kan gedeeltelijk psychologisch zijn, dat geef ik toe, maar zij is ook gestoeld op ondervinding opgedaan sedert de nieuwe kadastrale inkomens werden betekend.

Allereerst moet ik u zeggen dat de onroerende sector nogal ziek lijkt te zijn in vergelijking met andere landen. Wij stellen vast dat het registratierecht op overdracht van onroerende goederen 12,5 pct. bedraagt — dat is niet weinig —, dat de BTW in de bouwsector 16 pct. bedraagt (de minister glimlacht). U lacht, Mijnheer de Minister, ik weet waarom. Ik moet hieraan toevoegen dat u met uw budgettaire voorstellen 1977-1978, waarover wij reeds vaak hebben gediscussieerd, toch ook inzake de verkoop van onbebouwde onroerende goederen een nieuwe belasting van 33 pct. hebt ingevoerd. Volgens u was dit terecht omdat er, naar u meent, toch een compensatie moet zijn voor de planschade. Uit de teksten blijkt echter dat die planschade bijna onbestaande is, maar de belasting blijft.

Wij constateren ook dat het geld zeer duur is geworden wat voor de bouwsector zeer onaangename gevolgen heeft. Ik denk hierbij aan de discontovoet van de Nationale Bank.

De heer Lagae. — Vooral dat!

De heer Pede. — Die discontovoet is 12 pct. Wij weten dat, vooral de kleine en middelgrote ondernemingen die met kaskredieten moeten werken, soms 16 tot 17 pct. moeten betalen om krediet te krijgen. Wij kunnen ons afvragen of daarop nog een winstmarge kan worden genomen en of het voor die ondernemingen nog de moeite loont een activiteit te ontplooiën en risico's te nemen. Die vraag mag hier vandaag toch worden gesteld.

Uit de statistieken van de Kamer van Koophandel van Brussel over de faillissementen uitgesproken in 1979 blijkt dat op het totaal der faillissementen, namelijk 2 991, er 630 waren in de bouw, 99 in de immobiliën. Dit wil zeggen dat er op 4 faillissementen er één in de onroerende sector is gesitueerd. Dat is redelijk alarmerend.

Als wij in dit licht de gevolgen van de perekwatie bekijken op fiscaal gebied, dan komen wij tot twee belangrijke vaststellingen: enerzijds de onroerende voorheffing maar, anderzijds, wellicht het bijzonderste, de globalisatie van de personenbelasting.

Het eerste wat ik verwijt, Mijnheer de Minister, hoewel de gevolgen niet zo belangrijk zijn voor de Staat, is dat u het bewijs hebt geleverd dat u blijkbaar zeer goed de rekening kunt maken van de provincies en van de gemeenten, maar dat u veel moeilijker de rekening kunt maken van de staatsfinanciën. Immers, in het *Staatsblad* van 8 februari zijn tabellen verschenen waardoor de gemeenten en de provincies worden verplicht een zelfde opbrengst vast te stellen. U hebt per gemeente geconstateerd wat de gevolgen van de perekwatie

zijn en dan aan de hand van de vroegere opcentiemen de nieuwe opcentiemen bepaald.

Het blijkt dat dit alles juist is. Wij zullen ondervinden of dit inderdaad waar is. Er zal natuurlijk per individueel geval een verschil zijn omdat men maar eenmaal een opcentiem kan goedkeuren en omdat de schommelingen in de kadastrale perekwatie niet overal gelijk zijn per individueel geval. Dat is normaal. Dat kunt u niet verhelpen. Met die maatregel verdient de Staat echter 20 pct.

In uw nota van 4 februari hebt u medegedeeld dat de coëfficiënt van verhoging niet 2,6 maar 2,88 is. Wanneer men daar 1,25 op toepast dan betekent dit voor de Staat een winst van 20 pct. Het gaat hier om 300 miljoen. Ik geef toe dat dit in absolute cijfers niet zo belangrijk is. U had, wat de Staat betreft, evengoed een betere berekening kunnen maken en ook hier in een blanco operatie kunnen voorzien.

Ik meen dat er redenen te over zijn om ongerust te zijn voor de gevolgen, niet zozeer voor de provincies, maar voor de gemeenten. Wij weten dat de gemeentelijke fiscaliteit binnenkort zal worden aangesproken precies op het gebied van de opcentiemen van de onroerende voorheffing omdat wij weten dat de gemeenten in moeilijke financiële omstandigheden zijn. Er is de nasleep van de fusies. Ik zal daar niet lang over uitweiden; wij gaan er wellicht allen mee akkoord dat deze fusies aan de gemeenten geld kosten. Er is ook de nasleep van de wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Ook hier weten wij allen dat de gemeenten moeten bijdragen in de deficits en dat dit zeer aanzienlijk is.

De enige belangrijke belasting die de gemeenten nog kunnen aanspreken is deze in de sector van de onroerende voorheffing, omdat de belasting op de fysieke personen beperkt is tot 6 pct., de belasting op de motorvoertuigen tot 10 pct. en de gemeentelijke fiscaliteit toch min of meer op een niveau gekomen is waar men moeilijk nog verder kan gaan.

Ik geef toe dat de gemeentelijke opcentiemen op de belasting van de fysieke personen de gemeenten heel wat meer opbrengen dan vroegere jaren.

Indien men niet zou hebben geraakt — ik heb hieromtrent een parlementaire vraag gesteld aan uw collega van Binnenlandse Zaken — aan het Gemeentefonds wanneer men de coëfficiënt op 7,65 heeft gebracht van de lopende inkomsten van de rechtstreekse rijksbelastingen, dan zou men nu, wat de dotatie van het Gemeentefonds betreft voor de totaliteit van de Belgische gemeenten, over 12 miljard meer hebben kunnen beschikken. Dat wrekt zich en dat zal zich in de volgende jaren nog wreken. *(De minister knikt ontkennend.)*

U zegt neen, Mijnheer de Minister. Waarom niet?

De heer Geens, Minister van Financiën. — Wij hebben deze aanpassing precies gedaan omdat de gemeenten vroeger uitsluitend gekoppeld waren aan de opbrengst van de directe personenbelastingen. Deze stegen veel sneller dan het geheel van de fiscale ontvangsten. Deze hervorming was zeer logisch. U hebt ze trouwens goedgekeurd.

De heer Pede. — U hebt mij niet goed begrepen, Mijnheer de Minister. Het vroegere tarief op sommige inkomsten van bepaalde rijksbelastingen was 16,139 pct. Nadien werd het gebracht op 7,65 pct. van alle inkomsten van de lopende rijksbelastingen. Ik zeg u dat, indien men op de totale belastinginkomsten van het Rijk 6,75 pct. zou hebben toegepast tot staving van de dotatie van het Gemeentefonds, dan was er momenteel in dit Fonds 12 miljard meer dan het cijfer dat in de begroting van 1980 is terug te vinden.

Uw opmerking, Mijnheer de Minister, is juist maar zij komt enkele jaren te laat.

Ik ben nu bij de actualiteit en vandaag ontvangen de gemeenten uit dat fonds 12 miljard minder. Daar is geen uitleg voor, Mijnheer de Minister.

De heer Geens, Minister van Financiën. — Daar is wel een uitleg voor, Mijnheer Pede. De opeenvolgende regeringen hebben sedert 1973 de wettelijke basis voor het Gemeentefonds van jaar tot jaar verminderd.

De heer Pede. — Dan moet u het antwoord van uw collega van Binnenlandse Zaken op mijn parlementaire vraag maar eens lezen, Mijnheer de Minister. Het is pas in 1979 dat men voor de eerste keer het Gemeentefonds heeft verminderd volgens wat het op basis van de wettelijke voorschriften zou hebben moeten zijn. Een tweede keer gebeurde dit voor 1980. U vergist zich dus, Mijnheer de Minister. Vandaag ontvangen de gemeenten inderdaad 12 miljard minder dan hetgeen waarop zij wettelijk recht hebben. Aangezien de uitgaven van de gemeenten stijgen, moet u zich eraan verwachten, Mijnheer de Minister, dat de gemeenten hun opcentiemen op de onroerende voorheffing

zullen verhogen, omdat dit de enige belangrijke, niet geplattoneerde belasting is, waarover de gemeenten beschikken. Dit zal een weerslag hebben op de onroerende sector.

De heer Geens, Minister van Financiën. — Dat heeft niets te maken met de kadastrale perekwatie.

De heer Pede. — Ik heb het over de fiscale gevolgen van de perekwatie, Mijnheer de Minister.

De heer Wyninckx. — Zonder de kadastrale perekwatie zouden de gemeenten hun opcentiemen evenzeer hebben verhoogd. Het resultaat is hetzelfde.

De heer Pede. — Dat is inderdaad juist; met of zonder kadastrale perekwatie, zouden bepaalde gemeenten hun opcentiemen op de onroerende voorheffing hebben moeten verhogen. Misschien zal het dit jaar nog niet nodig zijn, maar volgend jaar zal het zeker in een aantal gemeenten en over twee jaar in bijna alle gemeenten het geval zijn. Dit zal een weerslag hebben, Mijnheer de Minister, in de eerstkomende jaren, op de onroerende sector waarin nu reeds een malaise bestaat.

De kadastrale perekwatie heeft ook een gevolg voor de globalisatie in de personenbelasting. Vóór 1962 hadden wij in België een ander belastingstelsel dan nu. Het is uw vroegere collega, de heer Dequae, die van het cedulaire belastingstelsel is overgestapt naar de algemene personenbelasting. Er bestond toen wel een aanvullende personenbelasting, maar die had niet hetzelfde effect onder dat stelsel.

De heer Lagae. — Akkoord.

De heer Pede. — Vanaf 1962 betaalt men evengoed belasting op de inkomsten uit een bedrijvigheid, als op roerende en onroerende inkomsten.

De heer Lagae. — Ik geloof niet dat er tussen u en mij een groot meningsverschil bestaat, Mijnheer Pede, maar ik moet toch even onderstrepen dat er in het stelsel van de aanvullende personenbelasting geen vrijstelling voor de eigen woning bestond.

De heer Pede. — Zover ben ik nog niet, collega. Dat onderwerp behandel ik straks nog.

De heer Geens, Minister van Financiën. — De belasting op het globaal inkomen werd inderdaad ingevoerd in 1962, Mijnheer Pede. Dat werd toen door iedereen als een vooruitgang bestempeld. België was op dat ogenblik het enige land waar het cedulaire stelsel nog bestond. De algemene filosofie van de wet van 1963 werd sedertdien nooit in het gedrang gebracht, ook niet door mijn voorgangers die tot dezelfde politieke familie als u behoren, Mijnheer Pede.

De heer Pede. — In 1962 is men inderdaad afgestapt van de cedulaire belasting waarin een onderscheid werd gemaakt tussen de inkomsten die werden verworven door een beroep, uit immobiliën of uit mobiliën. Er was, zoals de heer Lagae heeft gezegd, wel een bepaalde correctie door de aanvullende personenbelasting. In 1962 werd een nieuw systeem, dit van de geglobaliseerde personenbelasting, ingevoerd.

Niet iedereen was daar gelukkig mee, Mijnheer de Minister. U hebt gelijk dat men in dat stelsel ondertussen niets veranderd heeft. Het is buitengewoon moeilijk om van een fiscaal stelsel af te stappen, Mijnheer de Minister, als het eenmaal is ingevoerd. Maar als men niet meer te maken heeft met kadastrale inkomens van 1955 maar wel met kadastrale inkomens die steunen op de huurwaarde op 1 januari 1975, mits een bepaalde tegemoetkoming voor herstellingen en onderhoudswerken, dan komt men in 1980 in absolute cijfers toch tot een veel hoger bedrag.

Aangezien het een globale belasting betreft zal dat absoluut cijfer veel meer meetellen in de totaliteit van de belasting voor diegenen die meer dan één woning bezitten. Wanneer u spreekt over het nieuw systeem van de geglobaliseerde personenbelasting, dan weet u even goed als ik dat men op het gebied van de grondbelasting, ten einde geen belastingjaar te verliezen, verplicht is geweest er een voorschot van te maken. Op het gebied van de immobiliën heeft men aldus een onroerende voorheffing uitgevonden, die een jaar vroeger wordt betaald vergeleken bij de personenbelasting. Met de onroerende voorheffing betaalt men dus een voorschot. Ter gelegenheid van de bespreking van de kadastrale perekwatie verklaarde u, Mijnheer de Minister, dat door de niet-aftrekbaarheid en door het grotere volume van de kadastrale inkomens de Staat 4,5 miljard in de globale belastingen meer zou ontvangen. Als u spreekt over meeropbrengst voor

de Staat dan betekent dit ook meer uitgaven voor de belastingplichtigen. Het hangt ervan af aan welke kant van de barrière men staat.

In uw nieuwe nota zegt u dat de Schatkist een winst zal maken van 7 miljard. Dat is 300 miljoen meer voor uw misrekening — is dat wel een misrekening — van het staatsaandeel in de onroerende voorheffing en 6,7 miljard voor de niet-afrekbaarheid in de globalisatie van de personenbelasting. Ik vermoed dat u daarmee akkoord gaat. Vervolgens stel ik u de vraag waarom hebt u het staatsaandeel op 1,25 pct. gebracht en niet wat lager zoals wij u in onze amendementen hadden voorgesteld? Wij waren zo naïef 1,15 pct. voor te stellen in de plaats van 1,25 omdat u beweerde dat de verhogingscoëfficiënt 2,6 was. Nu is het 2,88. Misschien zal hij nog verhogen. Ik geef toe dat dit niet gemakkelijk te ramen is. Laten wij aannemen dat het cijfer juist is en dan vragen wij u waarom niet 1 pct. in de plaats van 1,25. Waarom hebt u het abatement niet hoger gebracht dan 60 000 frank wanneer u toch wist dat u over een meeropbrengst van 4,5 miljard zou beschikken die uiteindelijk 6,7 miljard is geworden? Waarom de afrekbaarheid op 12,5 pct. bewaren als het uiteindelijk toch een voorschot is? U weet zo goed als ik dat wanneer het abatement meespeelt, die 12,5 pct. verminderd zullen worden met het risico dat de mensen in feite, op dezelfde grondslag, voor een gedeelte tweemaal belasting betalen. Ik geloof dat wij tegenwoordig ver af zijn van de cursus die ik indertijd van professor Van Houtte kreeg een waarin ons inzake het fiscaal recht het principe *non bis in idem* werd geleerd. Ik heb de indruk dat wij tegenwoordig hiertegen nogal zondigen.

De heer Lagae. — Het éne is een gemeentebelasting, het andere is een rijksbelasting.

De heer Pede. — Eensdeels is het een staats- en provinciebelasting, voor het grootste deel is het echter een gemeentebelasting. Maar het komt toch altijd van dezelfde mensen. Dit standpunt is juist, wanneer men het heeft over de belasting die door de nationale regering wordt geheven, maar om te betalen zijn het toch altijd dezelfde mensen.

De heer Lagae. — Dit is allemaal niet nieuw. Het was vroeger ook zo.

De heer Pede. — Ik ben het met u eens dat het allemaal niet nieuw is, maar het is een feit dat wegens de verhoging van de coëfficiënten de kadastrale inkomens in sommige gebieden zodanig hoog liggen dat de verhoging bij de mensen zeer zwaar aankomt.

De heer Lagae. — De heer de Bruyne heeft gelijk als hij zegt dat de perekwatie niet meer om de 20 jaar mag geschieden. In de gegeven omstandigheden zal een termijn van 10 jaar misschien ook al te lang zijn.

De heer Pede. — Dit is een zaak waar ik niet volledig mee akkoord kan gaan. Als men de huurwaarde op de voet volgt, dan heeft de heer de Bruyne gelijk.

Psychologisch gezien denk ik evenwel, wat de onroerende voorheffing betreft, dat het voor de gemeentebesturen gemakkelijker is van 5 of 10 pct. naar 15 pct. te gaan dan van 60 naar 70 pct.

De heer Lagae. — Akkoord!

De heer Pede. — Deze psychologische grens zal naar mijn oordeel te gemakkelijk worden overschreden wanneer wij de huurwaarde te dicht op de voet volgen.

Mijnheer de Minister, tot nu toe was wat ik zegde niet onvriendelijk, maar nu zal ik verwijten tot u richten.

U hebt bij herhaling gezegd gezinsvriendelijke maatregelen te zullen treffen, om die 7 miljard, aangezien deze perekwatie zoveel opbrengt, ergens anders terug te geven. Ik denk zelfs dat het meer is dan 7 miljard en ik zal u straks zeggen waarom, maar daar kunnen wij lang over discussiëren.

Ik vraag nu waarom u het plafond van de kadastrale inkomens in zeer veel gevallen zo laag houdt, namelijk 20 000 frank. Ik heb het hier niet over de uitzonderingen bij de registratierechten, of de 4 000 frank meer als men drie kinderen heeft. Ik heb het over de algemene regel. U schaft ook de vier categorieën af die vroeger bestonden gaande tot 5 000 inwoners, tot 30 000 inwoners, boven de 30 000 inwoners en de grote agglomeraties.

Ik heb het nu over de 25 pct. vermindering voor wie een eigen woning bewoont. Dat geldt evenwel slechts indien het kadastraal inkomen niet hoger is dan 20 000 frank. Ik spreek hier weer niet over de overgangsmaatregelen, waar u wat soepeler bent, maar die toch beperkt zijn in de tijd.

U zegt dat er een vermindering is van 50 pct. voor de nieuwgebouwde woningen waarvoor men geen bouwpremie heeft gehad, maar dan weer voor zover het kadastraal inkomen niet hoger is dan 20 000 frank. Dat bedrag is toch te laag, Mijnheer de Minister. Ik denk niet dat er één nieuwgebouwd huis, de naam woning waardig, in ons land bestaat waarvan het kadastraal inkomen beneden de 20 000 frank ligt, zelfs niet beneden de 30 000 frank. De ondervinding uit de praktijk heeft mij dat geleerd. Die maatregel kan dus in werkelijkheid niet worden doorgevoerd.

U hebt ook de 10 jaar vrijstelling afgeschaft. Dat is niet zo belangrijk voor de Staat, maar wel voor de belastingbetaler. Ik ken uw argumenten. U beweert dat men bij het samentellen van die 10 jaren een bedrag krijgt evengroot als van een bouwpremie. Dit natuurlijk wanneer men de bouwpremie niet heeft toegekend.

Voor de mensen die een nieuwe woning betrokken hebben is dat geen gezinsvriendelijke maatregel en zal hij de mensen zeker niet aanzetten om een nieuwgebouwde woning te betrekken.

Nu behandel ik de artikelen 53 en 57 van het Registratiewetboek. U hebt zich het recht voorbehouden de grens te bepalen bij koninklijk besluit. In het Parlement hadden wij daar geen toezicht op.

De heer Geens, Minister van Financiën. — Dat is altijd bij koninklijk besluit gebeurd.

De heer Pede. — Dat verwijt ik u niet, maar wel dat bedrag van 20 000 frank.

Een koper van bouwgrond kon 6,5 pct. terugkrijgen van de registratierechten voor zover hij binnen de 3 jaar bouwde, geen café hield en zo voort, en dat zijn kadastraal inkomen niet hoger was dan 6 000, 10 000, 12 000 of 14 000 frank al naargelang van de categorie van de gemeente. U hebt dat nu allemaal op 20 000 frank gebracht.

Die teruggave van 6,5 pct. kan nooit op iemand van toepassing zijn. In mijn streek bedraagt het kadastraal inkomen voor een nieuwe woning, type bungalow, of zelfs half open bebouwing, altijd tussen de 40 en de 50 000 frank. Daar bestaat dus geen mogelijkheid voor teruggave.

Men kan ook een nieuwe woning aankopen. Er bestaan woningen met een kadastraal inkomen beneden de 20 000 frank, maar zeker geen woningen die gebouwd zijn gedurende de laatste 10 jaar.

Ik vraag u geen definitief antwoord op mijn vraag, maar ik heb ondervonden dat u zeer goed kunt ramen. De ramingen die u vroeger hebt gegeven waren tamelijk juist, al was er een kleine fout.

Het totaal van de registratierechten die werden geïnd gedurende het jaar 1979 beliep 25 miljard 665 miljoen. De cijfers komen van uw administratie. Daarin zijn de verminderingen begrepen van de registratierechten die rechtstreeks worden toegepast. Ik beweer niet dat die 25 miljard 665 miljoen uitsluitend betrekking hebben op overdrachten te bezwarende titel van onroerende goederen, maar ik vermoed dat dit wel het belangrijkste aandeel zal zijn. Ik vermoed eveneens dat ook daar enkele miljarden meeropbrengst voor de Staat inzitten door het feit dat teruggaven niet meer zullen moeten worden gedaan of dat verminderingen niet meer zullen worden toegepast, terwijl voor de aankoop van vrij recente woningen — dus woningen die de jongste tien jaar zijn gebouwd, — heel wat minder verminderingen zullen worden toegekend. U zal daar wellicht een aanzienlijke meeropvangst — zij het op onrechtstreekse wijze — verwezenlijken ten voordele van de Schatkist.

Waarom spreekt u dan over gezinsvriendelijke maatregelen? U hebt hier een enige kans laten voorbijgaan om ter gelegenheid van de fiscale wetgeving bij de kadastrale perekwatie gezinsvriendelijke maatregelen te treffen. En wat is meer gezinsvriendelijk dan jonge gezinnen gemakkelijker toegang te verlenen tot het verwerven van een eigendom? Wanneer die mensen een eigendom kopen van 2 miljoen en zij kunnen daarop een vermindering van 130 000 frank genieten, kan dit toch niet te verwaarloosbaar bedrag ter gelegenheid van aankoop of bouw in aanzienlijke mate bijdragen tot een verlichting van de financiële situatie van de betrokkenen.

Mijnheer de Minister, ik wil u in verband met deze kadastrale perekwatie nog enkele vragen stellen. Bij de bespreking van het wetsontwerp in de Senaat heb ik u verwittigd dat de administratie van het Kadaster geen rekening had gehouden met de landpacht. Het is gebleken dat ik gelijk had. U baseert zich voor de gebouwen en voor de gronden op de gemiddelde jaarlijkse huurwaarde op 1 januari 1975. Voor de gebouwen en de landpacht is de gemiddelde huurwaarde op 1 januari 1975 bij wet bepaald. Als men bij wet tussenkomt ontstaan er altijd ergens moeilijkheden, wat u al wel zal ondervonden hebben. Welnu, de wet bepaalt dat de gemiddelde jaarlijkse huurwaarde van de gebouwen in landpacht gelijk is aan het vroeger kadastraal inkomen verhoogd met één derde. U heeft dat aangepast

in artikel 48. In de Kamer heeft men u daarover ondervraagd en is daaromtrent een zekere moeilijkheid ontstaan. In de nieuwe wetgeving neemt men twee derden van het vroeger kadastraal inkomen om de gemiddelde jaarlijkse huurwaarde te berekenen, om nu terug te komen op het nieuw kadastraal inkomen. Wanneer u dit in werkelijkheid toepast en 40 pct. aftrekt, dan mag het nieuwe kadastraal inkomen niet hoger zijn dan 80 pct. van het vroegere kadastraal inkomen. In de verschillende gevallen die ik heb onderzocht, in het kader van mijn beroepsactiviteit, heb ik telkens vastgesteld dat men geen rekening heeft gehouden met de pachtwet. Voor de zaailanden, weilanden en bossen heeft men ook geen rekening gehouden met de prijzen die werden vastgesteld door de pachtcommissie van 1970. In uw commentaar heeft u steeds gesproken over de pachtprizen van 1975. Deze werden echter vastgesteld in september 1975 en waren van toepassing vanaf 1 januari 1976. Ik heb op dit feit gewezen, maar men heeft mij niet geloofd en nu draagt u daarvan de gevolgen. Ik vraag mij af hoe de scheidsrechters zich zullen uitspreken wanneer die wetteksten zullen worden voorgelegd. Daar ook gaat u ongetwijfeld in moeilijkheden komen.

Een tweede vraag waarop ik zeer graag een antwoord zou krijgen, Mijnheer de Minister, betreft het volgende. Als ik goed ben ingelicht — en ik geef toe dat ik daarvan niet volstrekt zeker ben wat dit punt betreft, wat niet kan worden gezegd van voorgaand punt — baseerde men zich aan de kust in 1955 ook op de huurwaarde, maar men trok daarvan twee vijfden af voor de meubelen.

Men nam als basis de gemeubelde appartementen. Nu trekt men zelfs de twee vijfde niet meer af voor de meubels. Is dit juist? Uiteindelijk maakt het een enorm verschil dat merkbaar is bij de vergelijkingspunten ter gelegenheid van de verhuring. Bij de 250 000 of 300 000 gevallen die u hebt kunnen opsporen en die als basis dienen, schijnt geen rekening te zijn gehouden met de meubels.

Ik moet u opmerkzaam maken op enkele moeilijkheden die zich hebben voorgedaan bij de betekening van het kadastraal inkomen en die niet te verwaarlozen zijn. Ik kan een geval aanhalen dat mij persoonlijk goed bekend is en dat als voorbeeld kan dienen voor andere gevallen waarvoor de wetgever niets heeft voorzien. Het gaat om een naakte eigenaar en de vruchtgebruiker. Men heeft de situatie genomen op 1 januari 1979 als vertrekbasis om de toestand van de eigenaar te kennen. Ik ken iemand die een eigendom heeft gekocht waarvoor de verkoper zich het vruchtgebruik heeft voorbehouden gedurende een bepaalde periode die vervalt op 1 juni 1980.

Men mag een tijdelijk vruchtgebruik voorzien. Het werd bij akte vastgesteld. Dit geldt tegenover een derde, dus ook tegenover de fiscus. U neemt als basis 1 januari 1979 en al hetgeen wat gebeurt tussen 1 januari 1979 en 1 januari 1980 zal later worden aangepast. De persoon die ik ken, bezit een goed in naakte eigendom dat hij in volle eigendom zou verkrijgen bij het beëindigen van het vruchtgebruik op 1 juni 1980. Deze persoon leeft in onmin met zijn vruchtgebruiker om bepaalde redenen. De vruchtgebruiker krijgt zijn betekening maar geeft er niet het minste gevolg aan. Men vraagt hem om inlichtingen en hij antwoordt niet eens. Vandaag krijgt de eigenaar bericht dat het kadastraal inkomen betekend is op 18 november 1979, een van de eersten dus, en dat de termijn om bezwaar in te dienen verlopen is op 18 januari 1980. Deze man kan dus onmogelijk nog bezwaar indienen.

Is het niet mogelijk, Mijnheer de Minister, voor de enkele uitzonderlijke gevallen waarin een vruchtgebruik vervalt na 1 januari 1980 en waarbij personen die volle eigenaars worden er belang bij hebben om vanaf 1 januari 1980 nog te kunnen nagaan of er geen fout is geslopen in het vaststellen van hun kadastraal inkomen, een regeling te treffen waardoor zij minstens bezwaar kunnen indienen of minstens kunnen te weten komen waarop men zich steunt om dit kadastraal inkomen te bepalen? Ik heb horen zeggen dat in uw administratie van het kadaster verschillende mensen van het bijzonder tijdelijk kader werden ingeschakeld om mee te helpen bij het vaststellen van het kadastraal inkomen.

De heer Geens, Minister van Financiën. — Er is niemand van het bijzonder tijdelijk kader in het departement van Financiën en *a fortiori* niet in de administratie van het Kadaster tewerkgesteld. Men heeft mijn administratie in een zwart daglicht willen stellen door te beweren dat er onervaren ambtenaren aan het werk werden gezet. Dit is niet juist, ik ontken dit ten stelligste.

De heer Pede. — Zoveel te beter, maar ik voel mij verplicht u een geval mee te delen van een koppelwoning, nieuw gebouwd in 1978. De bouw is identiek, maar de oppervlakte verschilt 4 m². Voor het ene huis werd een kadastraal inkomen betekend van 43 000 frank; voor het andere 13 000 frank. Hier hebben we blijkbaar met een vergissing te maken.

In het voorbeeld dat ik u daarnet heb gegeven in verband met vruchtgebruik dat vervalt op 1 juni 1980, is ook een fout geslopen die in normale omstandigheden zou kunnen worden rechtgezet. In dit geval voorziet de wetgeving echter niet in een mogelijkheid tot aanpassing. De administratie van het kadaster is in orde met de wet, want het nieuw kadastraal inkomen werd betekend aan de vruchtgebruiker. De eigenaar, die het goed in naakte eigendom krijgt, heeft geen enkel recht meer.

Mijn vraag is dus of men de wet zou willen toepassen op een vrij soepele manier, zodat mensen die in uitzonderlijke omstandigheden verkeren de gelegenheid krijgen hun situatie recht te trekken.

De heer Geens, Minister van Financiën. — Mag ik u even onderbreken, Mijnheer Pede? In deze operatie zijn een aantal materiële fouten geslopen, niettegenstaande alle voorzorgen die men genomen heeft. Het betreft bijna 10 miljoen percelen en meer dan 4 miljoen notificaties.

Ik heb in de Kamercommissie, wanneer men het had over de betekening en de termijn binnen welke verhaal mogelijk is, gezegd dat ook hier de theorie van de overmacht blijft bestaan.

De heer Pede. — «Wanneer verhaal mogelijk is», zegt u, Mijnheer de Minister, maar ik geef u een voorbeeld waarin als gevolg van een overeenkomst tussen vruchtgebruiker en naakte eigenaar, de termijn voor het verhaal vervallen is. De vruchtgebruiker had geen enkel belang bij de bepaling van het nieuw kadastraal inkomen; de eigenaar in naakte eigendom had er wel alle belang bij, maar is in de onmogelijkheid de materiële vergissing recht te doen zetten.

Ik beweer niet dat er vele gevallen zijn als dit. Ik ken er maar één, maar er zijn er ongetwijfeld meer.

Ik wou u nog een vraag stellen over de toestand in het hypotheekkantoor Gent 2. Ik heb u vroeger reeds geschreven in welke moeilijke situatie men daar is. Het hypotheekkantoor Gent 2 is bevoegd voor de meeste gemeenten die niet tot de Gentse agglomeratie behoren.

Wanneer men nu een dertigjarige staat dringend aanvraagt, krijgt men een staat van de situatie tot 1 oktober 1979. Wanneer rechtspractici — advocaten, notarissen, leningskantoren — inlichtingen nodig hebben over de hypotheecaire situatie van een bepaald goed, is het hun niet mogelijk de actuele situatie te kennen. Als men slechts de beschikking heeft over de gegevens tot 1 oktober 1979, zowel overschrijving van de akten als de hypotheecaire staten, kan men voor het geval komen te staan dat overdrachten worden gedaan die in feite niet mogen gebeuren, dat akten worden verleden waar dit niet mocht, dat leningen worden toegestaan in eerste rang, waar dit in feite onmogelijk is. Inderdaad, indien een onroerend beslag werd betekend na 1 oktober 1979, is men daarvan niet op de hoogte.

Ik dring dan ook aan opdat u zou bemiddelen, zodat het hypotheekkantoor in kwestie over het nodige personeel kan beschikken. De reden voor dit tekort aan personeel ligt voor de hand: in dit gebied zijn thans veel procedures lopende in verband met ruilverkaveling. Zo heb ik toevallig iemand ontmoet in het hypotheekkantoor, die wel een tweehonderdtal dertigjarige staten nodig had om een ruilverkaveling aan te doen.

Die personen blokkeren verschillende weken heel het hypotheekkantoor. Daarbij komen nog de onteigeningen in verband met de E3 die reeds een hele tijd duren. U weet dat nog verschillende aftakkingen van de E3 in uitzicht zijn gesteld die verschillende onteigeningen met zich brengen. Voor de expresweg Antwerpen-zeekust, die door de streek van Eeklo loopt, moeten ook nog talrijke onteigeningen gebeuren. Het geheel van die staten, die noodzakelijk zijn om de onteigeningen op een degelijke wijze te kunnen uitvoeren, heeft tot gevolg dat het hypotheekkantoor niet kan volgen. Het raakt weken en maanden meer achterop, zodat het voor de rechtspractici een onmogelijke taak is geworden om met enige zekerheid, die toch noodzakelijk is in dergelijke omstandigheden, hun taak nog te kunnen uitoefenen.

Om te besluiten, Mijnheer de Minister, wil ik u nog een pertinente vraag stellen. Ik heb met veel aandacht geluisterd naat de televisietoespraak van Eerste minister Martens, de dag nadat zijn partijvoorzitter een persconferentie met buitenlandse journalisten had gehouden. Wat er binnen uw partij gebeurt, interesseert mij niet. Indien het zeer erg is zullen we dat later wel vernemen.

De heer Wyninckx. — Het interesseert u waarschijnlijk wel.

De heer Pede. — Men kan ons toch wijsmaken wat men wil. Wat mij echter wel interesseert, is de evolutie van de financiële toestand van ons land die ik zoveel mogelijk tracht te volgen. De Eerste Minister heeft gezegd dat het deficit voor 1979 92 miljard beliep. Ik heb goed gehoord, want ik heb vandaag zoals u allen de tekst van die

toespraak ontvangen. Voor 1980 zou het deficit 82 miljard belopen en voor 1981 beweert de Eerste minister dat het zijn vurigste wens is om beneden 50 miljard te blijven.

Wat mij daarin interesseert, is te weten of de Eerste minister, wanneer hij die cijfers aanhaalt, hiervoor een stevige basis heeft. Indien dat niet het geval is, waarvan ik hem niet verdenk, zijn het woorden in de wind. Maar indien hij steunt op een stevige basis om die verklaringen te doen, veronderstel ik dat de minister van Financiën zeer dicht bij deze berekeningen betrokken is en goed moet weten waarover het gaat. Derhalve vraag ik u, Mijnheer de Minister, om zeer kort, desnoods schematisch, uit te leggen hoe u komt tot het resultaat dat in 1981 het deficit minder dan 50 miljard zou belopen, wanneer dat deficit in 1979 92 miljard bedroeg en in 1980 82 miljard zal bedragen.

Wij weten allen dat wanneer men een deficit wil inkrimpen, dat op twee manieren kan gebeuren: door de inkomsten te verhogen of door de uitgaven te verminderen. Het kan zelfs geschieden door zowel de inkomsten te verhogen als de uitgaven te verminderen. Het ware interessant en nuttig dat men, na die uitspraak, in ons land precies zou kunnen vernemen hoe u tot dat resultaat zal kunnen komen. Het zou een bijkomende inlichting kunnen zijn voor de mensen die twijfelen aan de goede gang van zaken in ons land, en er zijn er heel wat op dit ogenblik. De minister van Financiën zou hier misschien kunnen lozenstraffen dat het niet zo slecht gaat als men beweert. Graag zou ik in dat verband toch enige toelichting ontvangen. *(Applaus op de liberale banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Sondag.

M. Sondag. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je ne voudrais pas laisser se dérouler ce débat sans intervenir à propos de deux questions: d'une part, la péréquation cadastrale et, d'autre part, la taxation des agriculteurs.

Je parlerai brièvement de la péréquation cadastrale.

Si je n'en conteste nullement le principe qui vise à une plus juste fiscalité immobilière, je reconnais cependant que son application soulève des critiques et des observations. Elle devra inévitablement être corrigée.

Le comité directeur du PSC s'est d'ailleurs formellement prononcé à cet égard, et notre président, M. Vanden Boeynants, s'en est expliqué clairement.

Il faudra également veiller à une réelle et efficace redistribution des recettes supplémentaires, plus spécialement à l'adresse des familles nombreuses, ainsi que de celles qui ne bénéficient que d'un seul revenu.

Parmi les corrections à apporter à cette péréquation, je voudrais en signaler deux, voire une troisième.

Tout d'abord, en ce qui concerne les habitations sociales, il semble que certaines péréquations aient été excessives. Notre collègue Basecq en a parlé, il y a un instant, mais je dispose de chiffres encore plus élevés que ceux qu'il a cités. En effet, en Brabant wallon et près de mon domicile, je connais des petites propriétés terriennes dont le revenu cadastral a été péréquité sur base d'un taux allant de 5,5 à 6, voire 6,5. Toutes ces familles, comme l'on souligné plusieurs intervenants, vont être ainsi privées de la ristourne auparavant prévue, leur revenu cadastral dépassant de loin le plafond admis en l'occurrence.

Deux solutions me paraissent possibles, Monsieur le Ministre, ou bien ces revenus cadastraux doivent être abaissés, ou bien le plafond donnant droit à la réduction pour maison modeste devra être relevé.

M. R. Gillet. — Très bien!

M. Sondag. — Je voudrais, par ailleurs, attirer votre attention sur le cas des personnes ayant dû disposer d'une habitation vaste pour y loger une famille nombreuse mais qui, par suite du départ de leurs enfants et de la diminution de leurs revenus, lors de leur mise à la retraite, ne pourront plus supporter les impositions supplémentaires découlant de la péréquation cadastrale.

Nous ne pouvons, me semble-t-il, admettre que ces personnes, particulièrement méritantes, soient contraintes de vendre leur maison pour éviter ces charges. Des aménagements devront dès lors être trouvés pour rencontrer ces situations et empêcher ces ventes injustes.

Enfin, il me revient que les bâtiments de ferme feraient également l'objet d'importantes péréquations; M. Pede vient d'y faire allusion.

Comme je ne dispose pas d'informations suffisamment complètes en la matière, je me bornerai à attirer votre attention, Monsieur le Ministre, sur les répercussions qu'il faudrait craindre si ces informations se confirmaient. En effet, les fermages risquent d'être alourdis du fait que les propriétaires imputeraient ces charges nouvelles à leur locataire ou, et c'est un cas qui apparaît déjà, indépendamment de la

péréquation cadastrale, les propriétaires seront davantage amenés à vendre les bâtiments de ferme, ce qui obligera l'agriculteur à procéder à des investissements supplémentaires fort lourds pour construire de nouveaux bâtiments d'habitation et d'exploitation agricoles.

Je profite de l'occasion, Monsieur le Ministre, pour attirer encore votre attention sur les prochaines négociations devant aboutir à la détermination des barèmes agricoles pour les revenus de 1979. Dans la plupart de nos régions, les barèmes agricoles ont augmenté de plus de 70 p.c. depuis 1974. Si je prends cette année de référence, c'est pour signaler au passage que, déjà sous votre prédécesseur, M. De Clercq, il y eut de solides augmentations des barèmes agricoles.

Entre-temps, les revenus réels des agriculteurs ont évolué beaucoup plus lentement. Pour l'année 1979, la Commission des Communautés européennes elle-même reconnaît que les revenus réels des agriculteurs belges ont diminué de 3 p.c. Les organisations agricoles au niveau européen estiment cette diminution, toujours pour les agriculteurs belges, à 4,7 p.c.

Nous comptons donc, Monsieur le Ministre, que les barèmes agricoles seront établis sur des bases objectives et qu'ils connaîtront aussi une diminution correspondante. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan Minister Geens.

De heer Geens, Minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik wil allereerst mijn dank uitspreken aan alle sprekers die hier het woord hebben gevoerd. Wij hebben in de commissie, jammer genoeg, niet de gelegenheid gehad om in te gaan op de begroting van Financiën.

Dat is het gevolg van de nieuwe werkregeling die werd ingevoerd. Vanzelfsprekend kunnen in een debat zoals hedennamiddag werd gevoerd niet alle vragen, waarvan er vele van fundamentele aard zijn, onmiddellijk worden beantwoord, te meer daar zulks ons tot een urenlange uiteenzetting zou nopen.

Ik verontschuldig mij dus bij voorbaat omdat ik slechts de hoofdvragen zal behandelen. Op de andere vragen zal ik een schriftelijk antwoord bezorgen aan de sprekers.

De heer Vannieuwenhuyze, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Een drietal thema's werden door verscheidene sprekers behandeld. Daarop zou ik ietwat dieper willen ingaan.

Allereerst is er het monetair beleid van ons land.

Ik verheug mij erover dat de doelstelling van ons monetair beleid hier in de Senaat niet wordt betwist. Integendeel, zowel in de oppositie als in de meerderheid blijft men erbij dat de beste monetaire politiek voor ons land erin bestaat de stabiliteit van onze munt te handhaven.

Ik moge de heer Henrion zeggen dat er op dat stuk tussen de Nationale Bank en de regering geen enkel misverstand of afwijkende mening bestaat. Het monetair beleid wordt door beide instanties in overleg bepaald. Wij hebben desbetreffend niet de moeilijkheden die andere landen soms kennen. Dat wil niet zeggen dat de Nationale Bank ten aanzien van de regering niet over de zelfstandigheid beschikt die normalerwijs aan het emissieinstituut moet worden toegekend. Dat brengt ook mee dat de Nationale Bank en eventueel haar vertegenwoordigers zich in grote vrijheid kunnen uitspreken over de door de regering gevoerde fiscale politiek.

Hetzelfde geldt voor de hele regentenraad. U weet dat die raad is samengesteld uit vertegenwoordigers van de meest representatieve organisaties zowel van de zijde van de werkgevers als van de werknemers. Ook vertegenwoordigers van de openbare kredietinstellingen zijn in de regentenraad van de Nationale Bank opgenomen. De regentenraad heeft geen kritiek op het beleid dat thans door de Nationale Bank wordt gevoerd. Ik geloof dat in het algemeen al degenen die in België bij de monetaire politiek zijn betrokken, de grote lijnen van dit beleid onderschrijven.

De heer Henrion heeft een suggestie gedaan in verband met onze goudreserves. De goudreserves van België zijn gecompabiliseerd tegen hun historische waarde. Op die manier bedragen zij 58 miljard frank of 2 miljard dollar. Tegen de huidige koers van het goud moet dit bedrag met meer dan tien worden vermenigvuldigd. De goudprijs is in de loop der tijden vaak aan aanzienlijke schommelingen onderhevig geweest. De goudprijs heeft een zeer sterke stijging gekend. Momenteel gaat de goudprijs naar beneden en bijgevolg zou het inschrijven van de goudreserves voor hun reële waarde aanleiding ge-

ven tot zeer grote schommelingen in de activa van de Bank. Naar buiten uit kan de indruk ontstaan dat de goudvoorraad van ons land ondergewaardeerd is. Het is daarom dat sedert een drietal maanden de Nationale Bank geregeld een officieuze staat bekendmaakt waarin de goudreserves zijn gehetwaardeerd zonder dat dit een weerslag heeft op de voorstelling van de balans van de Bank. Het is inderdaad om tegemoet te komen aan de bezorgdheid, dat de technische grondslagen van onze munt onvoldoende bekend zijn in het buitenland, dat wij overgegaan zijn tot deze periodieke officieuze vermelding van de reële waarde van de goudreserves.

M. R. Gillet. — Monsieur le Ministre, M. de Wasseige avait demandé où se trouvait l'or. Vous n'avez pas répondu à cette question.

M. Wyninckx. — A Bruxelles-Capitale!

M. Geens, Ministre des Finances. — Non, pas à Bruxelles-Capitale, il se trouve, en grande partie, dans les caves de Fort Knox.

Desbetreffend is er een internationale afspraak en om veiligheidsredenen heeft men dit gelokaliseerd in een bepaald land.

Op het stuk van de leningenpolitiek, hebben verschillende sprekers hun bezorgdheid uitgedrukt over de ontwikkeling van de rentevoeten. Dat is een wereldwijd verschijnsel. Er valt te vrezen dat die stijging nog niet tot een eindpunt is gekomen omdat met de politiek van het dure geld die de Verenigde Staten zijn ingeslagen, men bij ontstentenis van andere maatregelen van budgettaire of fiscale politiek in dit land het zwaartepunt van het monetair beleid op de intresten heeft gelegd. Dit heeft vanzelfsprekend tot gevolg dat over de gehele wereld deze opwaartse beweging van de intrestvoeten werd aangevat en vooralsnog niet is stopgezet. Met als consequentie dat andere landen, die nochtans over een zeer sterke munt beschikken, zoals West-Duitsland en Zwitserland bijvoorbeeld, eveneens ertoe werden gebracht hun intrestvoeten aanzienlijk op te trekken. Het is in deze globale beweging dat wij ons situeren. Wanneer men de intrestvoeten in ons land vergelijkt met deze in het buitenland, dan is er een analoge evolutie.

Het is vanzelfsprekend dat er een bijkomend effect is geweest op onze intrestvoeten onder meer naar aanleiding van fiscale bepalingen. België is het enige land dat de onroerende voorheffing toepast. Dat heeft een onmiddellijke weerslag op de hoogte van de rentevoeten. Dat moet men erkennen. Bovendien is er in ons land een grote vraag naar krediet, zowel van de kant van de overheid als van de ondernemingen. De hogere kredietaanvragen van de ondernemingen staan in verband met de stijging van de investeringen, vooral sedert verleden jaar. Zij houden ook verband met het feit dat de hernieuwing van de voorraden steeds duurder oploopt. Daarvoor moeten ook meer middelen worden ingezet.

Dan is er de weerslag daarvan op de leningpolitiek van de overheid. Wij zijn in ons land geconfronteerd met een verkrapping van de liquiditeiten, enerzijds tengevolge van het tekort op de betalingsbalans en anderzijds tengevolge van de steun die de Nationale Bank aan de Belgische frank moet verlenen om de pariteit van onze munt te behouden, binnen de afwijkingmarges die in het Europees monetair systeem zijn vastgelegd. Deze politiek stelt hoge eisen aan onze economie, maar wij moeten weten wat wij willen. Alle Belgen moeten beseffen dat de stabiliteit van onze munt zo maar niet uit de lucht komt vallen, dat daarvoor iets moet worden gedaan en dat bijgevolg op het vlak van de ontwikkeling van de inkomens, van het sparen, van de kostenbeheersing, van de produktie en ook van de inflatieontwikkeling, een coherente politiek moet worden gevoerd. Jammer genoeg stel ik vast dat de Belgische bevolking niet voldoende doordrongen is van deze realiteit.

Wij moeten nog altijd de nasleep verwerken van de grote en zeer snelle groei die wij vele jaren hebben gekend. Wij hebben ons noch mentaal, noch in de werkelijkheid aangepast aan de veel lagere economische groei. In de toekomst zullen wij wellicht voor een nog grotere uitdaging staan tengevolge van de prijsstijgingen, niet alleen van de petroleum, maar van alle andere grondstoffen. Dit heeft vanzelfsprekend een reële verplaatsing van de koopkracht tot gevolg vanuit de westerse landen naar de grondstofproducerende landen. Dit is een psychologisch probleem waaruit wij de nodige consequenties moeten trekken.

Anderzijds is er ook een probleem voor de overheid. Zo kom ik tot de sanering van de openbare financiën, waarover de heer Pede *in fine* van zijn uiteenzetting een vraag heeft gesteld.

Het tekort voor 1979 bedraagt 92 miljard frank. Dit is minder dan de regering had geraamd bij het opmaken van het feuilleton voor 1979, dank zij het feit dat voor het eerst sedert vele jaren de fiscale ontvangsten werden gerealiseerd zoals verwacht en de uitgaven grotendeels binnen de vastgestelde kredieten werden bedwongen. Wij

hebben voor 1980 vooropgesteld dat het tekort op de lopende verrichtingen moet worden teruggebracht tot 82 miljard frank en op basis van dat bedrag hebben wij een programmawet gemaakt. Het is goed dat de Senaat nu al weet dat de programmawet voor nagenoeg 50 miljard besparingen inhoudt voor het geheel van de bestaande wetgevingen. Deze 50 miljard besparingen moeten worden gerealiseerd door wijzigingen in de bestaande wetgevingen. Het is essentieel voor het bereiken van dit doel en voor de mogelijkheden tot financiering van dit tekort, dat de programmawet wordt goedgekeurd zoals zij werd ingediend, dat wil zeggen dat de besparingen volledig worden gerealiseerd.

De Eerste minister heeft de wens uitgesproken dat volgend jaar op de lopende verrichtingen nog een geringer tekort dan voor dit jaar zou worden geboekt. Dat doel zullen wij moeten waarmaken in de begroting voor 1981, met de voorbereiding waarvan wij een aanvang hebben gemaakt.

Wanneer de Rijksmiddelenbegroting voor 1981 zal worden voorgelegd, zult u dit objectief kunnen vergelijken met wat dan in de begroting zal zijn ingeschreven. Het blijkt duidelijk dat de regering de budgettaire sanering met alle mogelijke krachtadigheid wil aanpakken. Ik heb trouwens gezegd dat deze budgettaire sanering een voorwaarde is voor het succes van het monetair beleid dat wij thans voeren. Er kan geen sprake van zijn om op dit stuk ook maar iets te laten varen van de politiek die door de regering werd ingezet.

Over de fiscaliteit werden zeer veel vragen gesteld. Hoofdzakelijk ging het over de perekwatie. Toch wil ik ook wat zeggen over het geheel van de fiscaliteit.

De Nationale Bank zelf heeft vastgesteld dat in 1979 voor het eerst sedert vele jaren de globale fiscale en parafiscale druk, in België uitgedrukt in procent van het bruto nationaal produkt, was verlaagd. Dit verschijnsel kwam sedert 1953 niet meer voor. Sedertdien heeft men van jaar tot jaar altijd een stijging gehad van de fiscale druk. Dit gaat veel gemakkelijker in periodes van snelle ontwikkeling van de inkomens. In die periodes is het ook gemakkelijker dan nu de indexering van de barema's door te voeren. Niettegenstaande de grote mogelijkheden van ontvangsten die men toen had, stel ik vast dat men op dat ogenblik op het stuk van de aanpassing van de fiscaliteit niet de inspanningen leverde, die thans door de regering worden gedaan.

Er zijn verhogingen geweest van de fiscale tarieven in 1967 en in 1974. Er is nooit een indexering van de barema's geweest boven een half miljoen. Ik heb verleden jaar een eerste stap gedaan met het indexeren tot 750 000 F. In de programmawet zijn maatregelen ingeschreven voor de aanpassing van de fiscaliteit tot inkomens van 1 miljoen. Dit is onloochenbaar een aanzienlijke vooruitgang ten opzichte van het verleden, ofschoon wij nu geconfronteerd worden met fiscale minderontvangsten. In de voorgaande jaren had men altijd belangrijke fiscale meerontvangsten geboekt. Men moet de zaken in een juist daglicht stellen en de waarheid heeft op dit stuk ook haar rechten.

Een ieder weet dat de fiscale fraude belangrijk is. Het globale bedrag ervan is niet juist vast te stellen. Kan men iets juist meten wat in feite in het zwart gebeurt op een bedrieglijke manier, zonder dat men de juiste grondslag kent?

In de Kamer heb ik gezegd dat ik het desbetreffende debat wil objectiveren. Daartoe zal ik een commissie samenstellen bestaande uit hoogleraren en fiscalisten aan wie ik de opdracht zal geven om hierover gegevens te verzamelen. Met het naast mekaar gooien van cijfers doet men niets aan de realiteit. Het is wel belangrijk dat de strijd tegen de fraude aangepakt wordt en op een volgehouden manier wordt doorgezet.

Mag ik even herinneren aan een paar maatregelen getroffen door het departement van Financiën? Sedert meer dan tien jaar wordt in de opeenvolgende regeringsverklaringen gezegd dat men tot een grotere coördinatie moet komen tussen de fiscale besturen.

De heer Boey treedt opnieuw als voorzitter op

Welnu, begin 1979 werd het ambt gecreëerd van administrateur-generaal van de belastingen. Er is ook een bijzondere belastinginspectie opgericht en de coördinatie tussen de twee grote sectoren van de fiscale besturen is effectief verzekerd.

Een uitloper daarvan is, de heer Lagae heeft er trouwens op gewezen, het invoeren van een gelijktijdige of een dubbele controle. Het woord dubbel is uiteraard niet goed gebruikt. Het gaat om het uitschakelen van dubbele controle door de controle gezamenlijk te laten uitvoeren door iemand van de directe en iemand van de indirecte belastingen.

Bij wijze van steekproef zullen wij dit doen bij 10 000 belastingplichtigen. Ten eerste, gebeurt dit ingevolge een verzoek van de middenstandsorganisaties. Ten tweede gaat het om een maatregel van vereenvoudiging in hoofde van de belastingplichtige. Ten derde, gaat het hier ook om een maatregel van juistere zetting van het belastbaar inkomen, wat vanzelfsprekend zowel in het voordeel is van de belastingplichtige als van de fiscus.

Ook dat wilde ik even rechtzetten omdat daarover nogal wat misverstanden bestaan.

In dit verband werden een aantal suggesties gedaan door de heren Basecq en Lagae. Die suggesties zullen op hun waarde worden onderzocht en voor zover mogelijk worden toegepast.

Een ander aspect van het fiscaal beleid werd behandeld in een vraag van onder meer de heer Henrion en betreft de verhouding directe en indirecte belastingen.

Op het ogenblik is die verhouding in België het omgekeerde van 15, 20 jaar geleden. Daar zijn veel elementen voor aan te voeren, onder meer het invoeren van de BTW, waardoor wij eigenlijk indirecte belastingen heffen op een element van het nationaal produkt dat structureel dalend is, namelijk het privé-verbruik. Ingevolge de Europese integratie zijn er veel minder mogelijkheden om de indirecte fiscaliteit aan te passen of te verhogen.

Zo heeft de groei van de overheidsontvangsten plaatsgevonden langs de directe belastingen, dit wil zeggen langs de inkomens.

Ik ben er persoonlijk van overtuigd, en ook in andere landen bestaan hiervoor aanduidingen, dat men stilaan een « cliché » van deze verhouding moet bereiken. In de Duitse Bondsrepubliek is men die weg reeds ingegaan. Men heeft de directe belastingen verminderd maar de indirecte verhoogd.

Deze materie moet in het kader van een globale harmonisering op Europees vlak worden gesitueerd en men moet ook rekening houden met de nog aanzienlijke verschillen in fiscale druk in de landen van de Europese Gemeenschap.

Als men harmonisering inzake de indirecte belastingen nastreeft krijgt men een verder uiteenlopen van de directe fiscaliteit. Ik denk evenwel dat deze verhouding stilaan stabiel zal worden.

Dan is er het probleem van de perekwatie van de kadastrale inkomens.

Aan de heer Pede en aan de vertegenwoordigers van de PVV en hun Franstalige partijgenoten wens ik te zeggen dat zij tweemaal de trein hebben gemist: een eerste keer in 1975, toen de operatie had moeten doorgevoerd zijn. Dat was de wet en technisch was het perfect mogelijk. Daarenboven was gelet op de ontwikkeling van de conjunctuur het moment ongetwijfeld ook toen zeer geschikt. Men heeft het echter niet gedaan. De tweede keer dat u de trein hebt gemist, was op het ogenblik dat de wet werd aangenomen in de Kamer en in de Senaat. Vorige week nog heb ik in de Kamer gezegd dat deze wet in de Kamercommissie voor de Financiën werd goedgekeurd, voor één derde van de artikelen met algemeenheid van stemmen, en voor de andere artikelen met één onthouding of tegenstem, terwijl de liberale oppositie in de commissie met vier personen aanwezig was.

De heer Pede. — Mijnheer de Minister, u mag ons toch geen zaken verwijten die in de Kamer gebeurd zijn.

De heer Geens, Minister van Financiën — Dat is juist, maar de verslaggever, de heer Lagae, heeft er nog aan herinnerd dat van verscheidene zijden werd voorgesteld wijzigingen in het ontwerp aan te brengen die tot gevolg zouden hebben gehad dat de fiscaliteit op de onroerende inkomsten veel zwaarder zou zijn uitgevallen dan thans het geval is.

De kritieken die ik heb gehoord steunen meestal op een aantal indicaties, indrukken en onjuiste informatie. Ik kan dit bewijzen. Men kan mij niet verwijten dat ik op het stuk van de financiële weerslag wat dan ook had verborgen. Ik had van bij de aanvang gezegd dat het op het stuk van de onroerende voorheffing een neutrale operatie moest zijn. Dat heeft niemand betwist, behoudens het feit van die 300 miljoen waarop ik straks nog terugkom. Ik heb ook van bij de aanvang gezegd dat er in de globalisatie van de directe belastingen een meerontvangst zou zijn van 4,5 miljard. Het verschil is te wijten aan het feit dat het staal waarop wij hebben gewerkt, namelijk 250 000 huizen, betrekking heeft op 1 januari 1975, terwijl de operatie vier jaar later werd doorgevoerd. Indien de operatie had plaatsgehad op het ogenblik dat dit had moeten gebeuren, dan zouden de cijfers die ik aanvankelijk had geciteerd ook de reële cijfers geweest zijn. Zodra alle kadastrale inkomens waren vastgesteld, heb ik on-

middelrijk gezegd dat het resultaat van de perekwatie hoger lag dan oorspronkelijk was geraamd. Ik heb dan ook de fiscale meerwaarde herberekend. Ik kan daar verder niets aan toevoegen en herhaal nogmaals dat geen enkel gegeven werd achtergehouden.

De heer Pede. — Mijnheer de Minister, ik heb toch hetzelfde gezegd. Ik heb u echter ook gevraagd waarom u, nu u spreekt van gezinsvriendelijke maatregelen, deze hier niet onmiddellijk hebt ingebouwd.

De heer Geens, Minister van Financiën. — Daar kom ik straks nog op terug. U heeft wellicht nog geen kennis genomen van wat ik vorige week in de Kamer heb verklaard. Een groot aantal van de kritieken die ik heb gehoord werden daar reeds beantwoord.

De heren Basecq en Sondag hebben vragen gesteld in verband met de sociale woningen. Het aantal woningen met een kadastraal inkomen beneden de 20 000 F bedraagt 40 pct. van het totaal aantal woningen in het land. Dit is aanzienlijk meer dan vroeger. Men moet de vermindering ingevolge een bescheiden woning in haar juist daglicht stellen. Vroeger, gaf dit aanleiding tot een belastingvermindering met 2 pct. op een totaalbedrag van 32 miljard onroerende voorheffingen en had betrekking op 720 000 woningen. Volgens de gegevens van de nieuwe perekwatie vallen 1 300 000 woningen beneden de grens van 20 000 F kadastraal inkomen en bijna 2 miljoen woningen vallen beneden de grens van 30 000 F kadastraal inkomen. Er zijn echter twee grote misverstanden: ten eerste, men denkt altijd dat een bescheiden woning steeds een bescheiden woning blijft. Dit is echter een negatie van de noodzaak periodiek over te gaan tot een aanpassing omwille van onderlinge verschuivingen; ten tweede, de huidige eigenaars van een bescheiden woning behoren tot een andere categorie van eigenaars dan degenen die vroeger een bescheiden woning hadden. Daaruit blijkt andermaal hoe noodzakelijk het was de operatie door te voeren om rekening te houden met de specifieke situaties en met wijzigingen die inmiddels zijn ingetreden.

Het tweede element betreft de belasting op het eigen woonhuis langs de globalisering. Er is geen enkele fundamentele wijziging ten opzichte van vroeger. Trouwens, in de hele wet op de perekwatie is niets fundamenteels gewijzigd. Het zijn niet de grote principes die aan de grondslag liggen van deze belastingen die werden gewijzigd naar aanleiding van de aanpassing van het kadastraal inkomen. Het principe van de aanrekening van het inkomen uit het eigen woonhuis wordt ook door de liberale partij niet in het gedrang gebracht. Men heeft een wetsvoorstel ingediend, waar dit principe wordt gehandhaafd en waar alleen maar de aftrek voor bewoning wordt opgevoerd tot een hoger bedrag. Dit verandert echter niets aan het principe.

Wanneer men de huidige aftrek vergelijkt met die van het verleden, dan is er ongetwijfeld een belangrijke vooruitgang geboekt. Tegenover de lage bedragen van vroeger staat nu een globale aftrek voor het hele land van 60 000 F plus 10 000 F per persoon ten laste. Dit was een gezinsvriendelijke maatregel, Mijnheer Pede. De aftrek per persoon ten laste was vroeger 1 000 F, nu 10 000 F.

Ik zou op deze manier de bespreking daarvan kunnen voortzetten. Ik heb echter op zeer uitvoerige wijze in de Kamer op talrijke interpellaties geantwoord. De leden van de Senaat zullen de integrale tekst van mijn antwoord aldaar ontvangen. Ik ben vanzelfsprekend bereid om op een aantal meer technische vragen een antwoord te verstrekken. Ik zal dit schriftelijk doen, onder meer in verband met de vragen van de heer Pede betreffende de landpacht, de kust enz.

De heer Sondag had het over de forfaitaire taxatie van de landbouwers. Wij hebben ernaar gestreefd om de forfaitaire taxatie zo dicht mogelijk te laten aansluiten bij de realiteit. Ik heb de forfaits in de landbouw in 1978, aanslagjaar 1977, aanzienlijk opgetrokken en ze het jaar nadien verminderd, omdat het reële inkomen van de landbouwers was gedaald. Dit bewijst voldoende dat wij uitgaan van de idee dat wij zo dicht mogelijk de reële ontwikkeling moeten volgen, ook met de forfaits. Dit zal in de toekomst ook zo gebeuren. Wat de resultaten betreft van vorig jaar, zal men nagaan wat de reële ontwikkeling is geweest van de landbouwininkomens. Ik wens mij op dit ogenblik daarover niet uit te spreken. De administratie zal aan de hand van alle gegevens waarover zij beschikt, nagaan welke de juiste ontwikkeling is geweest van de inkomens van de land- en tuinbouwers.

M. R. Gillet. — Et en cas de réclamation, Monsieur le Ministre? J'ai posé une question qui me paraît importante et qui mérite une réponse.

M. Geens, Ministre des Finances. — J'y viens, Monsieur Gillet.

Wat betreft het probleem van het hypotheekkantoor in Gent, Mijnheer Pede, zal het u verheugen te vernemen dat de nodige maatregelen werden genomen om de toestand te verbeteren. Ik zal u het detail van deze maatregelen trouwens mededelen.

De heer Gillet heeft een vraag gesteld in verband met de reclamaties. Men moet een zeer goed onderscheid maken tussen enerzijds informatie en anderzijds het indienen van een verhaal.

Wanneer het gaat over informatie is het duidelijk dat de eigenaars die zich aanbieden bij het bestuur van het kadaster toegang krijgen tot alle gegevens die mede bepalend zijn geweest voor het vaststellen van hun kadastraal inkomen. Dit gebeurt door verwijzing naar de referentiepercelen.

Wanneer bezwaar wordt ingediend, spreekt het toch vanzelf dat dit betrekking heeft op het kadastraal inkomen van het gebouw waarvoor het verhaal wordt opgesteld.

M. R. Gillet. — Ce que vous dites est très important, Monsieur le Ministre, car la presse a publié le contraire.

M. Geens, Ministre des Finances. — La réclamation porte évidemment sur le revenu cadastral du bien. Une série de données objectives, telles la référence à d'autres logements du même type, etc...

M. R. Gillet. — La valeur locative...

M. Geens, Ministre des Finances. — ... peuvent être apportées par le propriétaire pour justifier le chiffre qu'il propose. Cela va de soi. Les experts se fonderont sur les données inhérentes au bien immobilier dont il s'agit.

M. R. Gillet. — Je vous remercie de votre déclaration, Monsieur le Ministre. Elle est très importante.

De heer Geens, Minister van Financiën. — De directeur-generaal van het kadaster heeft herinnerd aan de richtlijnen die hij vroeger had gegeven aan zijn regionale directeurs. Ter zake is er niets veranderd. Ziehier trouwens integraal deze tekst:

Je souhaite rappeler que, comme prescrit précédemment, l'information fournie lors de la réception du public doit comporter tous les renseignements utiles que le contribuable peut souhaiter afin de pouvoir se faire une idée exacte du marché locatif et du revenu cadastral convenant à son immeuble.

La description de l'immeuble doit être communiquée, de même que toutes les données dont il a été tenu compte pour établir la valeur locative, telles que la composition du bien, le nombre de pièces habitables et de chambres au rez-de-chaussée et aux autres étages, les caves, le grenier, les garages et les éléments de confort existants qui ont influencé le revenu cadastral retenu.

Il va de soi que cela implique également de communiquer les revenus cadastraux des parcelles de référence et la description complète de ces immeubles et que le contribuable puisse consulter l'album de photos afin d'avoir une représentation visuelle de ces parcelles de référence.

La même ligne de conduite doit être observée à l'occasion de l'échange de vues avec le contribuable au cours de l'examen des réclamations.

C'est tout à fait clair.

Il n'y a jamais eu de modification dans le comportement de mon administration qui d'ailleurs, dans cette opération de péréquation cadastrale, a fait tous les efforts possibles pour informer convenablement le public. D'ailleurs, les échos qui nous parviennent sont généralement très bons.

Je profite de l'occasion pour exprimer ma fierté sur la manière dont l'administration du Cadastre et celles des Finances en général se comportent dans la tâche difficile qui est la leur.

Ik kom nu tot een paar vragen die betrekking hebben op het departement zelf. Hierover is inderdaad een vraag gesteld, onder meer door onze collega Egelmeers.

We hebben een grote inspanning gedaan wat het personeel betreft. Dat vindt zijn weerslag in de kredieten. De kredieten zijn van 1979 naar 1980 aanzienlijk gestegen, omdat 1980 de weerslag bevat op een volledig jaar van de aanwervingen en promoties die in 1979 zijn verricht.

Het is normaal dat er op die manier een verdrievoudiging van de kredieten is, aangezien het gaat over een weerslag op jaarbasis.

Wij hebben een grote inspanning gedaan om het personeelskader van Financiën volledig op te vullen. Indien u de cijfers nagaat, zult u

vaststellen dat het kader vrijwel volledig is bezet. Wij hebben ook een inspanning gedaan om het kader niet alleen kwantitatief maar ook kwalitatief sterker uit te bouwen. We werven thans in grote getale universitaire afgestudeerden in de rechten en de economie aan, omdat ik van mening ben dat het departement ook kwalitatief moet worden versterkt. Het staat immers steeds voor belangrijker opdrachten.

Wanneer een administratie, zoals dit voor de mijne het geval is, jaarlijks 1 000 miljard belastingen int, andere belangrijke taken uitvoert, al de betalingen verricht die door de Schatkist worden gedaan en tevens een belangrijke rol speelt op het stuk van het openbaar krediet in de internationale betrekkingen, moet zij vanzelfsprekend op een behoorlijke wijze worden uitgerust. Dit is volop aan de gang. Ik betreurt het dat we dat niet vroeger hebben kunnen doen, zowel wat het personeel als de materiële uitrusting aangaat.

Er is de jongste jaren een aanzienlijke verbetering tot stand gekomen inzake de huisvesting. Wij moeten in al deze domeinen vooruitgang maken, omdat een moderne administratie geleidelijk aan moet worden uitgebouwd en steeds beter moet worden toegepast aan de taken die zij moet vervullen.

Mijnheer de Voorzitter, geachte Dames en Heren, ik prijs mij dan ook gelukkig dat hier in de Senaat voor deze problemen dergelijke belangstelling is opgebracht. Dat bewijst dat men voldoende besef heeft voor de rol die het departement in het geheel van de Staat moet spelen. Wat mij betreft, meen ik dat men nog altijd kan staande houden dat de administratie van Financiën op een voortreffelijke wijze haar taak uitvoert. Zij moet dit soms doen in moeilijke omstandigheden. Het contact met het publiek verloopt niet altijd even gemakkelijk. Maar we moeten ook bij de burgers de idee ingang doen vinden dat het departement van Financiën in de eerste plaats een dienstverlenend departement is. Het moet inlichtingen geven aan de burgers en ze informeren over hun rechten.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, dit was zeer bondig mijn antwoord op enkele vragen. Ik dank nogmaals al degenen die in het debat het woord hebben gevoerd. Ik hoop dat wij inderdaad, ingaande op de suggestie van de heer Henrion, hierin bijgevallen door de heer Lagae, naar aanleiding van de verdere fiscale politiek die in dit land moet worden gevolgd, de gelegenheid krijgen zeer binnenkort — ik heb dit trouwens toegezegd in de commissie voor de Financiën — de grote lijnen van het fiscaal beleid, meer bepaald op het stuk van de inkomstenbelastingen, zeer grondig te kunnen bespreken. Iedereen zal er met mij over akkoord gaan dat de fiscaliteit, zoals ze bij ons door de jaren heen is gegroeid, vele scheeftrekkingen heeft ondergaan en op vele punten moet worden aangepast. Dit kan maar geleidelijk gebeuren in het kader van een globale filosofie die vooraf wordt omschreven, waarmee dan gradueel bepaalde verbeteringen kunnen worden gebracht.

De meest reële aanpak is de weg van de geleidelijkheid. Binnen het raam van de financiële mogelijkheden van het land moeten concrete stappen worden gezet om te komen tot een rechtvaardiger fiscaliteit die — daarop leg ik de nadruk — de wil tot arbeid en initiatief niet ontmoedigt maar eerder een spoorslag is voor de economische ontwikkeling van het land. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, je ne voudrais pas prolonger le débat, mais je suis un peu déçu que M. le ministre des Finances n'ait pas répondu à deux questions importantes que j'avais posées. Toute d'abord, en matière de politique d'emprunt, j'ai insisté sur la nécessité d'imposer aux institutions bancaires un coefficient de couverture plus élevé. Ensuite, j'ai demandé si le gouvernement ne devrait pas envisager une réorientation de la politique pratiquée pour l'utilisation des fonds collectés par l'Office des chèques postaux.

M. le Président. — La parole est à M. Geens, ministre.

M. Geens, Ministre des Finances. — M. Basecq voudra bien m'excuser, mais les questions ont été si nombreuses qu'il m'était difficile de répondre à toutes, sans exception.

En ce qui concerne l'Office des chèques postaux, mon collègue M. Urbain avait élaboré un plan de modernisation. Je suppose que M. Baudson continuera la même politique et que ce plan pourra porter ses fruits.

Il faut bien constater que la place de l'Office des chèques postaux, dans l'ensemble des organismes collecteurs de fonds, n'est plus celle qu'il occupait il y a quelques années encore. Il serait nécessaire de redresser la situation, ce qui serait d'ailleurs souhaitable pour le Trésor.

En ce qui concerne les coefficients, je sais bien que certaines obligations ont existé dans le passé, mais actuellement les chiffres réels des placements des banques et des institutions financières en général en fonds d'Etat dépassent largement ceux qu'on a enregistrés dans le passé quand le coefficient existait. Je ne vois donc pas la nécessité d'imposer un coefficient déterminé.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer van Waterschoot.

De heer van Waterschoot. — Mijnheer de Minister, ik ben aange- naam geïntigreerd door uw mededeling dat volgens de Nationale Bank de fiscale druk in 1979 verminderd is ten opzichte van het bruto nationaal product.

De heer Geens, Minister van Financiën. — De parafiscale druk is in 1979 verminderd. Kijkt u maar naar het verslag van de Nationale Bank.

De heer van Waterschoot. — Mijnheer de Minister, rijst er dan geen twijfel in verband met de elasticiteitscoëfficiënt die bij de berekening van het budget 1979 werd aangewend?

De heer Geens, Minister van Financiën. — Met de elasticiteitscoëf- ficiënt en bij ongewijzigde fiscale wetgeving zal de fiscale druk stij- gen. Hij is echter niet gestegen omdat de fiscale wetgeving is gewij- zigd. Wat de parafiscaliteit betreft, is er reeds een zekere afvlakking omwille van het feit dat een aantal bijdragen worden berekend op de geplafonneerde lonen en wedden.

Het was een combinatie van deze twee elementen die in 1979 tot gevolg had dat de fiscale en parafiscale druk in vergelijking met het bruto nationaal product lichtjes is gedaald.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET BEGROTINGS- JAAR 1980

Beraadslaging over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère des Finances de 1980.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Financiën voor 1980.

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. (Voir document n° 4-XXII-1, session 1979-1980, de la Chambre des représentants, et document n° 5-XXII-1, session 1979-1980, du Sénat.)

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. (Zie stuk nr. 4-XXII-1, zitting 1979-1980, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, en stuk nr. 5-XXII-1, zitting 1979-1980, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I) et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du ministère des Finances afférentes à l'année budgétaire 1980 des crédits s'élevant aux mon- tants ci-après (en millions de francs) :

		Crédits dissociés			
		Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement	
TITRE I					
Dépenses courantes		29 192,1	—	—	
TITRE II					
Dépenses de capital		11 331,9	20,0	20,0	
Totaux			40 524,0	20,0	20,0

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1980 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

		Gesplitste kredieten	
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	29 192,1	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	11 331,9	20,0	20,0
Totaal	40 524,0	20,0	20,0

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 5 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département. Toutefois, les comptables extraordinaires de la Direction des grands levers et plans généraux de l'administration du Cadastre pourront disposer d'avances de fonds d'un montant maximum de 9 000 000 de francs et le comptable extraordinaire du Service de la comptabilité du secré- tariat général du département d'avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs.

Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaires du départe- ment sont autorisés à payer tous les frais de service n'excédant pas 50 000 francs, les indemnités de toute nature allouées sur le budget ainsi que, quels qu'en soient les montants, les frais de consommation d'eau, gaz, électricité et téléphone.

Quant au comptable extraordinaire du département, chargé du paiement des avances sur frais de mission à l'étranger, autorisation lui est donnée de consentir aux fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont su- périeures à 50 000 francs.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. Bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoor- schotten tot een maximumbedrag van 5 000 000 frank toegestaan worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement. De buitengewone rekenplichtigen van de Directie voor grote opme- tingen en algemene plans van de administratie van het Kadaster mo- gen evenwel geldvoorschotten bekomen tot een maximumbedrag van 9 000 000 frank en de buitengewone rekenplichtige van de dienst Comptabiliteit van het algemeen secretariaat van het departement mag beschikken over geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank.

Door middel van deze voorschotten, mogen de buitengewone rekenplichtigen van het departement alle dienstkosten betalen tot en met 50 000 frank, alsmede de vergoedingen van alle aard welke bij aanrekening op de begroting zullen verleend worden en, welk ook het bedrag moge zijn, de verbruikskosten van water, gas, elektriciteit en telefoon.

Wat de buitengewone rekenplichtige van het departement betreft, belast met de betaling van de voorschotten op zendingskosten in het buitenland, toelating wordt hem gegeven aan de ambtenaren belast met een zending in het buitenland de nodige voorschotten te verlenen, zelfs indien deze voorschotten meer dan 50 000 frank bedragen.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, le ministre des Finances est autorisé à consentir au comptable du service social chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 8 000 000 de francs, dont il sera justifié ultérieurement. Il en est de même pour les allocations en faveur des cercles culturels et sportifs, créés parmi le personnel du département des Finances.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mag de minister van Financiën achtereenvolgende geldvoorschotten van hoogstens 8 000 000 frank, die later zullen verantwoord worden, toestaan aan de rekenplichtige van de sociale dienst die belast is met de vereffening van hulp gelden en toelagen van sociale aard. Hetzelfde geldt voor de toelagen ten bate van de culturele en sportkringen onder het personeel van het departement van Financiën opgericht.

Art. 4. Le ministre des Finances est autorisé à transférer, à charge des crédits de l'article 12.05 de la section 31 du titre I, un montant de 98 000 000 de francs au compte courant postal du comptable de la Masse d'habillement du personnel de la douane.

Art. 4. De minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd ten laste van de kredieten van artikel 12.05 van de sectie 31 van titel I een bedrag van 98 000 000 frank over te dragen naar de postrekening van de rekenplichtige van het Kledingsfonds van het douanepersoneel.

Art. 5. Le ministre des Finances est autorisé à accorder des provisions aux avocats, experts et huissiers de justice qui interviennent pour compte de son département.

Art. 5. De minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd provisies te verlenen aan de advocaten, experts en gerechtsdeurwaarders die voor rekening van zijn departement optreden.

Art. 6. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 6. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafenis kosten geschiedt volgens de regels vastgesteld door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

Art. 7. Pour la liquidation en espèces de la partie inférieure à 1 000 francs des indemnités allouées dans le cadre de la loi du 14 avril 1965, modifiée par la loi du 12 juillet 1976, organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la république démocratique du Zaïre à l'indépendance, l'Etat mettra à la disposition de la Caisse nationale des calamités, une dotation annuelle adaptée aux besoins réels de chaque année.

Art. 7. Voor de vereffening in specien van het gedeelte beneden 1 000 frank van de vergoedingen toegekend in het raam van de wet van 14 april 1965, gewijzigd door de wet van 12 juli 1976, houdende regeling van een financiële staatsgemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Zaïre tot de onafhankelijkheid, zal de Staat een jaarlijkse dotatie, aangepast aan de werkelijke behoeften van elk jaar, ter beschikking stellen van de Nationale Kas voor Rampenschade.

Art. 8. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 31 du titre I du présent budget peut être réparti selon les besoins, par voie d'arrêté royal, entre les articles appropriés du même titre.

Art. 8. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.01 van sectie 31 van titel I van deze begroting mag, volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit.

Art. 9. § 1^{er}. Le solde du crédit provisionnel de l'article 01.03 de la section 32, titre I, qui sera reporté au 31 décembre 1979 au budget de 1980 peut être réparti, selon les besoins, par voie d'arrêté royal entre les articles appropriés des budgets des différents départements.

§ 2. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.04 de la section 32 du titre I du présent budget peut être réparti, selon les besoins, par voie d'arrêté royal entre les articles appropriés des budgets des différents départements.

Art. 9. § 1. Het saldo van het provisioneel krediet van het artikel 01.03 van sectie 32, titel I, dat op 31 december 1979 naar de begroting van 1980 zal worden overgedragen mag, volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels van de begrotingen van de verschillende departementen door middel van een koninklijk besluit.

§ 2. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.04 van sectie 32 van titel I van deze begroting mag, volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels van de begrotingen van de verschillende departementen door middel van een koninklijk besluit.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes des crédits non dissociés ci-après peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés:

Titre I, section 32, article 01.03 (y compris les crédits reportés de 1979);

Titre I, section 32, article 01.04.

Art. 10. Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mogen de saldi van de volgende, niet-gesplitste kredieten, naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten:

Titel I, sectie 32, artikel 01.03 (met inbegrip van de overgedragen kredieten van 1979);

Titel I, sectie 32, artikel 01.04.

Dispositions particulières relatives aux dépenses de capital

Art. 11. Par dérogation aux dispositions contenues dans le dernier alinéa de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés inscrits sous le titre II de la présente loi — à l'exception des articles 52.03, 56.01, 57.01, 61.01, 61.04, 74.01, 81.01, 81.02, 81.03, 81.04 et 82.01 — peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

Bijzondere bepalingen betreffende de kapitaaluitgaven

Art. 11. Bij afwijking van de beschikkingen van de laatste alinea van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit mogen de niet-gesplitste kredieten, ingeschreven onder de titel II van deze wet — met uitzondering van de artikels 52.03, 56.01, 57.01, 61.01, 61.04, 74.01, 81.01, 81.02, 81.03, 81.04 en 82.01 — naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

TITRE IV. — Section particulière

Art. 12. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 149 813 000 000 de francs pour les recettes et à 149 496 500 000 francs pour les dépenses.

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 12. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 149 813 000 000 frank voor de ontvangsten en op 149 496 500 000 frank voor de uitgaven.

Art. 13. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 13. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 14. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 60.02.A du titre IV du tableau, se trouvera en position débitrice.

Art. 14. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen, wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van artikel 60.02.A van titel IV van de tabel, zich in een debettoestand zal bevinden.

Art. 15. Les dépenses imputables à charge de l'article 60.02.A peuvent être liquidées par des ordonnances d'ouverture de crédits quel qu'en soit le montant.

Art. 15. De op artikel 60.02.A aan te rekenen uitgaven mogen geregeld worden door middel van ordonnantiën van kredietopening wat ook het bedrag ervan zij.

Art. 16. Le Fonds monétaire est autorisé à avancer momentanément, pour le compte de la Monnaie royale de Belgique, les sommes nécessaires pour l'exécution de travaux autres que les fabrications monétaires nationales.

Art. 16. Het Muntfonds wordt ertoe gemachtigd tijdelijk, voor rekening van de Koninklijke Munt van België, de sommen voor te schieten welke nodig zijn voor de uitvoering van werken andere dan de vervaardiging van nationale geldspeciën.

Art. 17. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives à l'article 83.01.17.00.B de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » — Fonds déposés par le Service central des dépenses fixes pour le compte de l'Office national de Sécurité sociale — Cotisations Assurance-maladie — créent une position débitrice de ce compte.

La même autorisation est accordée en ce qui concerne les opérations relatives à l'article 83.01.18.00.B de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » — Fonds déposés par le Service central des dépenses fixes pour le compte de l'Office national de Sécurité sociale — Cotisations Office national de Sécurité sociale.

Art. 17. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan wanneer de verrichtingen in verband met artikel 83.01.17.00.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor orde » — Geldsommen die door de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven zijn gedeponneerd voor rekening van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid — Bijdragen Ziekteverzekering — een debettoestand van de rekening veroorzaken.

Dezelfde machtiging wordt toegestaan wat betreft de verrichtingen in verband met artikel 83.01.18.00.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor Orde » — Fondsen die door de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven zijn gedeponneerd voor rekening van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid — Bijdragen Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid.

Art. 18. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 66.05.B du titre IV du tableau se trouvera en position débitrice.

Art. 18. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp vormt van artikel 66.05.B van titel IV van de tabel zich in een debettoestand zal bevinden.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close.

Daar niemand het woord vraagt is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur les articles et au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1979

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget du ministère des Finances de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Financiën voor 1979.

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. (Voir document n° 5-XXII-1, session 1979-1980, de la Chambre des représentants, et document n° 6-XXII-1, session 1979-1980, du Sénat.)

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. (Zie stuk nr. 5-XXII-1, zitting 1979-1980, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, en stuk nr. 6-XXII-1, zitting 1979-1980, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustement des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes, et au titre II — Dépenses de capital, du budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	928,0	—	—
Réductions	403,3	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	74,1	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	2,3	34,0	34,0
Réductions	125,0	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	3,1	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder titel I — Lopende uitgaven, en onder titel II — Kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

Aanpassingen	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	928,0	—	—
Verminderings	403,3	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	74,1	—	—
TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	2,3	34,0	34,0
Verminderings	125,0	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	3,1	—	—

II. Dispositions particulières

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close.

Daar niemand het woord vraagt is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur les articles et au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

MEDEDELING VAN DE VOORZITTER

COMMUNICATION DU PRESIDENT

De Voorzitter. — Dames en Heren, aan de orde is nu de interpellatie van de heer Wyninckx.

De heer Vice-Eerste minister is op weg naar hier.

Mijnheer Wyninckx, de regering is vertegenwoordigd, maar indien u wenst pas het woord te voeren wanneer de Vice-Eerste minister aanwezig is, zou ik voorstellen de vergadering een vijftal minuten te schorsen.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens dat de minister van Economische Zaken aanwezig is op het ogenblik dat ik mijn interpellatie aanvat.

Vorige week heeft reeds een interpellatie plaatsgehad in afwezigheid van de betrokken minister.

Ik verkies te wachten op de komst van de minister.

M. le Président. — Je propose dès lors au Sénat de suspendre la séance jusqu'à l'arrivée du Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques.

Ik stel u dus voor de vergadering een vijftal minuten te schorsen. (Instemming.)

— La séance est suspendue à 17 h 50 m.

De vergadering wordt geschorst te 17 u. 50 m.

Elle est reprise à 17 h 55 m.

Ze wordt hervat te 17 u. 55 m.

M. le Président. — La séance est reprise.

De vergadering is hervat.

INTERPELLATIE VAN DE HEER WYNINCKX TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN OVER «DE OVERGANG VAN DE MEERDERHEIDSPARTICIPATIES VAN AGFA-GEVAERT IN DE HANDEN VAN BAYER (IG FARBEN)»

INTERPELLATION DE M. WYNINCKX AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES SUR «LE PASSAGE A LA FIRME BAYER (IG FARBEN) DE LA PARTICIPATION MAJORITAIRE DANS AGFA-GEVAERT»

De Voorzitter. — Aan de orde is de interpellatie van de heer Wyninckx tot de Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken over «de overgang van de meerderheidsparticipaties van Agfa-Gevaert in handen van Bayer».

Het woord is aan de interpellant.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, collega's, ik wil vooraf zeggen dat deze interpellatie in de Senaat werd aangevraagd voordat soortgelijke vragen tot interpellatie in de Kamer van volksvertegenwoordigers werden neergelegd. Normaal gesproken zou de Senaat dus niet in herhaling vervallen zijn.

Ik had mijn interpellatie daarom in extremis willen intrekken, Mijnheer de Minister, indien vandaag niet in bepaalde kranten nieuwe gegevens waren verschenen die andermaal een hypotheek leggen op de toekomst van dit voor de Antwerpse agglomeratie, maar ook voor het ganse Vlaamse gewest, belangrijke bedrijf.

Ik wens niet te herhalen wat de verschillende interpellanten reeds in de Kamer hebben gezegd. Mijn interpellatie kan dan ook vrij kort zijn.

Ik moet niet zeggen dat er de jongste weken en dagen heel wat te doen is geweest rondom het verwerven van een meerderheidspositie door Bayer bij Agfa-Gevaert, en dit ingevolge een eenzijdige kapitaalverhoging. Het nieuws kwam niet onverwachts. Het was langs *Der Spiegel* uitgelekt. Men mag aannemen dat zonder dit gewilde of niet gewilde lek, de Belgische publieke opinie over het algemeen, maar de werknemers van het Mortselse bedrijf in het bijzonder, helemaal verstoken waren gebleven van juiste informatie. Achteraf hebben Duitse en Belgische dagbladen enkele belangwekkende achtergrondberichten aan de oppervlakte gebracht. Voornamelijk uw verklaringen wekten terecht heel wat belangstelling, voornamelijk toen u in de *Standaard* van 23 februari jongstleden zegde dat men in een vrije markteconomie, het recht heeft om te leven, maar ook om te sterven. Wij weten welke ideologische en economische opvattingen schuil gaan achter de weigering van het regeringsaanbod om het overheidsaandeel, om de bestaande 50/50-verhouding tussen de GPP en Bayer, te behouden.

Belangrijker dan elk concreet antwoord op een aantal zeer concrete vragen, is deze vaststelling. De operatie is volgens de Vlaamse socialisten een onderdeel van een benadering van onze economische en sociale verhoudingen, gesteund op de beginselen van het Vlaams Economisch Verbond. Achter al deze gebeurtenissen staan een paar figuren, emanaties van belangengroepen die nauw aansluiten bij wat sommigen «de CVP-Staat» noemen. Zoals indertijd voor *De Standaard*, wenst André Leysen ook voor «Agfa-Gevaert» noch steun, noch bemoeiingen van de overheid. Het is als het ware het veruitwendigen via een directe ingreep van wat door het Vlaams Economisch Verbond sinds lange tijd wordt verdedigd. De interest op de kapita-

len is te hoog om nog investeringen aan te lokken. Dit is de schuld van de regering, ondanks de voordelen die dezelfde regering sinds 1977 toeschijft aan beleggers, en namelijk door de vrijstelling van de belastingen op dividenden, uitbetaald aan nieuwe investeringen. Heel wat investeerders hebben hiervan gebruik gemaakt, en er de vruchten van geplukt. Nu zouden normaal grote belangengroepen het gemakkelijker moeten hebben dan kleine, om investeerders aan te lokken. Gespecialiseerde publicaties beweren dat Gevaert wel de 1,6 miljard frank had kunnen vinden, maar deze niet wilde vinden. Achter deze bewering schuilt inderdaad het stilzwijgen van belangrijke Belgische of moeten wij niet zeggen, Vlaamse financiële groepen, en namelijk de Kredietbank-Almanij, Cobepa-Paribas, Vibem, waar de christelijke arbeidersbeweging een vinger in de pap heeft, en Ibel, waar André Leysen de plak zwaait.

Deze Vlaamse en overwegend christelijk-gemotiveerde financiële groepen, deden geen enkele inspanning om zich te mengen in het debat, en zeker niet om een aanbod te doen om het geld bijeen te brengen. Waarschijnlijk leggen de voornoemde financiële groepen andere klemtonen, zelfs als zij nauw verwant zijn met de christelijke arbeidersbeweging. Aldus wordt trouwens ook een andere troefkaart, van wat in Vlaanderen onder economisch beleid wordt verstaan, uitgespeeld. De verklaringen van staatssecretaris Akkermans liegen er niet om. Hij legt de eieren terwijl de anderen kakelen, zoals hij het in de hem kenschetsende beeldspraak aan de *Standaard* toevertrouwde. Maar in het geval van Bayer-Agfa-Gevaert, waren het dan toch maar koekoekseieren, die de ongerustheid verwekken bij de werknemers van dit bedrijf. Voor de Vlaamse socialistische groepen gaat achter de Agfa-Gevaert-historie geen andere situatie schuil, dan die welke schuil gaat achter « Marie Thumas », « De Kempen » of *De Standaard*. Degenen die voor overheidssteun of overheidssteunpleiten, worden de verkwesters van de middelen van de gemeenschap ten voordele van nutteloze en overbodige overheidsinitiatieven. En dit standpunt ligt in de lijn van wat de Duitse chemiereus Bayer erover denkt, want hij kan zich inderdaad voorbereiden op zijn greep naar de multinationale macht in de fotografische sector, en vooral inzake de röntgentechniek, waarin het Mortselse bedrijf zeer sterk in was en die nu in handen van de Duitse groep terecht komt. De syndicale organisaties van Agfa-Gevaert hebben alles gedaan wat binnen hun macht lag om de belangen van de werknemers veilig te stellen. Zij werden onder zware druk gebracht, vooral door de ijzeren arm van André Leysen, die zelfs poogde processen-verbaal van de ondernemingsraad te laten vervalsen, zoals wij kunnen leren uit een manifest van de Landelijke Bediendencentrale en de BBTK, die voor druk in die richting niet zijn gezweigd. In dit manifest staan trouwens een aantal pertinente vaststellingen, die wij aan deze vergadering niet willen onthouden. Wij wensen de ongerustheid van deze werknemers te delen, en wij wensen u een aantal vragen te stellen die in de lijn liggen van de vragen die bij hen rijzen.

De werknemers van Agfa-Gevaert stellen eens te meer vast dat zelfs op een belangrijk levensmoment van hun bedrijf iedere elementaire vorm van voorafgaande informatie gewoon onthouden werd, enige vorm van reële inspraak of belangenverdediging nog daar gelaten.

Het bewijs wordt opnieuw geleverd dat de werknemers volledig genegeerd worden en zonder enige verveermogelijkheid de eenzijdige beslissingen van enkele financiële machthebbers weerloos moeten ondergaan, met alle daaraan verbonden gevolgen.

In werkelijk belangrijke omstandigheden, wordt het wettelijk aan de werknemers toegekende recht op informatie en inspraak tot een dode letter gedegradeerd.

De leiders van het bedrijf, aldus de twee vakbonden, kunnen desnoeds persoonlijk hun « recht op sterven » verdedigen, maar zij onzeggen dit recht aan de 8 600 werknemers en hun gezinnen. Deze typische stelling van de vrijemarkteconomie, die het winstbejag prioriteit stelt, wordt door ons niet onderschreven. Wij opteren daarentegen voor een meer sociaal gerichte en planmatig geordende behoeften-economie, die duidelijk voorrang moet geven aan gemeenschapsbelangen, aan tewerkstelling en werkzekerheid, boven het realiseren van winsten in privé-handen.

Het kennelijk gewild toespelen van een 60/40-meerderheid in handen van het Duitse Bayer-concern, lijkt ons in dit licht een kwalijke zaak voor de Vlaamse werknemers en voor de Vlaamse gemeenschap.

Tenslotte stellen de beide vakbonden vast dat de leiding in haar mededeling van 19 februari de geruystellende verklaring aflegde dat de vroeger aangegane verplichtingen tegenover de werknemers onveranderd blijven gelden.

Wie nog eens nadenkt over wat uit het *Standaard*-avontuur is gekomen ingevolge de ijzeren wil van André Leysen, zal zich ter zake wel beschouwingen maken.

Wij vragen ons wel af: welke echte garanties kan de NV vanuit haar minderheidspositie in de toekomst nog inbrengen om deze verklaring waar te maken? Wij maken ons in de huidige omstandigheden alleszins ernstig bezorgd over de tewerkstellingszekerheid en over het behoud van een aantal sociale verworvenheden van de werkers van Agfa-Gevaert.

Op 11 april 1975 diende de toenmalige minister van Economische Zaken een wetsontwerp in tot organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning, tot wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen en met betrekking tot de wijziging van de kapitaalstructuur van bepaalde vennootschappen. Ondertussen is dit wetsontwerp wet geworden, namelijk de wet van 20 januari 1978.

Een aandachtige lezer stelt hierbij vast dat hoofdstuk II van het toenmalige ontwerp van wet weggevallen is.

Sta mij toe uit dit ontwerp van wet een aantal punten te citeren: « De relaties, die tussen de overheid en de ondernemingen tot stand zijn gekomen, tonen aan dat ook het algemeen belang betrokken is bij de gezondheid en de activiteit van de privé-ondernemingen. Ze dragen economische en sociale verantwoordelijkheden, onder meer inzake tewerkstelling, die niet meer bewezen hoeven te worden.

Deze overwegingen verklaren dat de toenmalige regering, dat wij niet onverschillig willen blijven voor de evoluties die de kapitaalstructuren van de belangrijkste vennootschappen kunnen kennen. Er kan geen sprake van zijn, het aandeelhouderschap van de Belgische vennootschappen aan een veralgemeende controle te onderwerpen. Het gaat er alleen om het de overheid mogelijk te maken, de belangrijkste aandeelhouders of vennoten van de voornaamste ondernemingen te identificeren en hun evolutie te volgen en volgens modaliteiten conform de contractuele geest van de relaties tussen overheid en ondernemingen, nuttig te kunnen optreden bij belangrijke wijzigingen in de kapitaalstructuren. Deze beperkte, doch precieze doelstelling, verklaart dat men alleen de belangrijkste ondernemingen op het oog heeft, namelijk die, welke meestal ingevolge hun affiliaties en vertakkingen, een beslissende rol spelen in de nationale economie. »

Het ontwerp van wet viel uiteen in twee luiken.

Het eerste dispositief heeft betrekking op de verrichtingen die tot gevolg hebben, dat de participatieverhoudingen in het kapitaal of het maatschappelijk fonds van een vennootschap, naar Belgisch recht op betekenishebbende manier, worden gewijzigd of dat, hoe dan ook, een participatie wordt gevormd die als betekenishebbend wordt beschouwd.

Het tweede luik van het ontwerp wil de informatie van de betrokken vennootschap verzekeren met betrekking tot de participaties in het kapitaal of het maatschappelijk fonds van de belangrijke vennootschappen die door het ontwerp worden bedoeld. Door deze informatie te lokaliseren bij de vennootschap, wilde men een voldoende permanente identiteit verzekeren van de voornaamste steunpilaren in het kapitaal van de belangrijkste vennootschappen van het land die, omdat ze de belangrijkste zijn, veel grotere verantwoordelijkheden hebben dan de anderen, en wie zou durven zeggen dat Agfa-Gevaert niet tot deze soort bedrijven behoort?

Dit hoofdstuk van het toenmalige ontwerp van wet was onder meer ingegeven door de vrees dat tengevolge van het ontstaan van nieuwe financiële stromen in de wereld naar aanleiding van de petroleumcrisis er portefeuilleoverdrachten tot stand konden komen, die nadelig zouden zijn voor de Belgische economie.

Tijdens de bespreking in de Kamer werd dit derde luik van de wet ingetrokken. Reden: grondige studie is vereist, maar « de regering heeft evenwel nog steeds de bedoeling de bestaande wetgeving te wijzigen zoals in hoofdstuk III is aangegeven ».

In vorige regeringsakkoorden werd deze eis herhaald; het spijt ons dat wij in het jongste regeerakkoord deze eis niet hebben teruggevonden.

De politieke actualiteit was toen niet meer zozeer hierop toegepast, maar ik meen toch dat de voorbije gebeurtenissen hebben aangetoond dat een dringend initiatief ter zake meer dan ooit wenselijk is.

En ik zou de verslaggever van dit ontwerp in de Kamer willen citeren, niemand minder dan de heer Hugo Schiltz, die zei, en het waren profetische woorden: « Het wegvallen van het derde hoofdstuk vermindert volgens uw verslaggever in belangrijke mate het belang van het ontwerp. »

Het ontwerp werd in wezen onthoofd door het weglaten van het derde hoofdstuk.

Het komt mij voor dat de werknemers van Agfa-Gevaert te Mortsel wel eens aan den lijve zouden kunnen ondervinden, hoe belangrijk hoofdstuk III had kunnen zijn want er wordt vandaag reeds gewag gemaakt van noodzakelijke rationalisaties en herstructureringen binnen de multinationale ondernemingen.

Wanneer ik gezegd heb dat het mijn bedoeling was deze interpellatie niet te houden, maar er uiteindelijk toe besloten heb ze toch te houden, is dit omdat er na wat gisteren in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd gezegd, een nieuw element is toegevoegd, namelijk de verklaring van de heer André Leysen opgenomen in zijn lijfblad *De Standaard* van heden. Ik citeer de tekst zoals hij in de krant voorkomt: «De voorzitter van Agfa-Gevaert, André Leysen, sloot gisteren in een interview met de *Frankfurter Allgemeine* — hij verkiest natuurlijk soortgelijke verklaringen af te leggen in een krant van de bevriende pers — «de mogelijkheid niet uit dat nieuwe kapitaalverhogingen nodig zijn. In dat geval is het opnieuw de vraag of Gevaert daaraan wil en kan meedoen. Als dat niet gebeurt, moeten Bayer en Gevaert opnieuw met elkaar praten en pogen het eens te worden.»

Een verdere verandering in de eigendomsverhouding, nu 60/40, is dan mogelijk, ofschoon ... — hij zegt dat waarschijnlijk in een boutade — «... de Duitse meerderheid nu reeds de Vlamingen pijn doet». Hij kondigt dus de Vlamingen aan, en voornamelijk de werknemers van Agfa-Gevaert, dat zij nog meer pijn zullen hebben de komende dagen wanneer deze nieuwe kapitaalverhoging zal plaatshebben.

De heer Leysen herhaalde dat een herstel van de *fifty-fifty*-verhouding uitgesloten is en dat deze nieuwe ingreep de 60/40-verhouding nog zal verslechteren.

Mijnheer de Minister, mijn enige vraag is: Wat kan u doen om te voorkomen dat een situatie als deze van Bayer/Agfa-Gevaert zich zou herhalen? (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het ligt niet in mijn bedoeling de problemen in verband met de verschuiving in de eigendomsverhoudingen bij Agfa-Gevaert te beschouwen vanuit het standpunt van de vennootschap zelf, zoals de interpellant, collega Wyninckx, het heeft gedaan. Ik meen dat het wenselijk is het probleem op een meer algemene achtergrond te plaatsen en enkele beschouwingen te wijden aan de toestand van de Belgische kapitaalmarkt en de moeilijkheden die men ondervindt bij het aantrekken van risicodragend kapitaal. Deze moeilijkheden zullen u vanzelfsprekend bekend zijn, Mijnheer de Minister, en sedert jaren het voorwerp zijn van uw bekommerning. De oorzaken zijn menigvuldig. Zij kunnen in bepaalde gevallen hun oorsprong vinden in de toestand van de vennootschap zelf die haar middelen zou willen verhogen via de publieke kapitaalmarkt, maar daartoe niet kan overgaan omdat haar bedrijfsresultaten van die aard zijn dat een normaal spaarder zulke belegging niet wenst te doen.

Er kunnen ook andere redenen bestaan. De beurs kan bijvoorbeeld zulkdanig koersbeeld vertonen dat, zelfs indien een goede vennootschap haar kapitaal zou willen verhogen, ze dit toch niet kan doen.

Zonder een discussie te willen aangaan met de interpellant, die zich overigens niet tot mij heeft gericht, maar tot de minister van Economische Zaken, zou ik toch willen wijzen op het koersverloop van de aandelen van sommige wel befaamde maatschappijen die, wegens de koersdaling op dit ogenblik, niet in staat zouden zijn langs de publieke geldmarkt een kapitaalverhoging door te voeren, hoe geldig hun redenen hiervoor ook mogen zijn.

Een andere oorzaak ligt in het beleid dat de Belgische regeringen in de voorbije jaren hebben moeten volgen, waardoor ze herhaaldelijk een te ruim beroep moesten doen op de kapitaalmarkt omwille van de deficittaire budgettaire toestand. Ook dit is een probleem dat ik niet op een eenzijdige manier wil behandelen.

Mijnheer de Minister, het is u bekend hoe dikwijls en in welke omstandigheden, niet alleen de centrale overheid maar ook sommige ondergeschikte besturen, naar de kapitaalmarkt hebben moeten gaan, en tegen welke rente en mits welke commissies zij obligatieleningen hebben moeten plaatsen. Deze moeilijkheden betreffen derwijze het algemeen economisch beleid van het land dat wij hier in de Senaat ze beter moeten kennen dan om het even wie, zodat het onnodig is hierop verder in te gaan.

Men is tenslotte in een situatie gekomen dat de regering, en zelfs de stad Antwerpen, haar toevlucht moest nemen tot leningen in het buitenland, aldus afwijkend van een beleid dat wij gedurende jaren hebben gevoerd en waarin zowel meerderheid als oppositie iets positief zag: de Belgische regering had geen buitenlandse schuld! Dit was een van de redenen die ons tot vertrouwen stemden.

U hebt deze lijn niet kunnen aanhouden. U hebt zelf ondervonden — en zult dit nog ondervinden in de volgende maanden — hoe moeilijk het is op de Belgische markt kapitaal te vergaren. De gevolgen van die toestand zullen menigvuldig zijn en veel verder reiken dan het probleem-Agfa-Gevaert.

Verscheidene grote Antwerpse ondernemingen hebben investeringen gepland — die u bekend zijn — voor de verwezenlijking waarvan zij hopen te kunnen gaan aankloppen bij de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid. En dán zit men in dezelfde cirkelredenering. Opdat deze ondernemingen met succes hun dossier kunnen voorleggen aan de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, moet deze laatste op haar beurt uitgaven kunnen plaatsen op de kapitaalmarkt tegen een rentevoet die redelijk is. Een rentevoet is niet meer redelijk wanneer hij een hoogte heeft bereikt die men met een normale bedrijfswinst niet kan verdienen. Het is niet nodig hierover uit te weiden.

Nog een laatste beschouwing, Mijnheer de Minister. De omstandigheden en de redenen waarom Agfa-Gevaert geen beroep heeft wensen te doen op overheidssteun is een aangelegenheid welke deze onderneming zelf moet verantwoorden tegenover wie het aangaat. Ik wil enkel onderstrepen dat het feit dat een Antwerpse onderneming verkozen heeft geen overheidssteun te vragen, niet betekent dat wij zouden aanvaarden dat in de toekomst de Vlaamse economie inzake overheidssteun niet op gelijke voet zou worden behandeld met ondernemingen uit andere landsgedeelten, welke overigens ook de bedrijfsfilosofie van bepaalde raden van beheer zou kunnen zijn. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer D'Haeyer.

De heer D'Haeyer. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Vice-Eerste Minister, geachte collega's, een drietal weken geleden heeft de zaak-Agfa-Gevaert heel wat stof doen opwaaien in het bedrijfsleven van ons land en in Vlaanderen in het bijzonder. De pers heeft de kwestie in het lang en het breed uiteengezet. Zowel de Vlaamse als de Franstalige pers hebben ganse reeksen artikels gepubliceerd en daaruit kan men afleiden dat men vrijwel voor een onomkeerbaar voldongen feit geplaatst werd.

Hier heeft zich een welbekend scenario afgespeeld. Twee firma's of twee groepen beslissen op een bepaald ogenblik te fusioneren, en alles wordt zeer correct en braafjes *fifty-fifty* verdeeld. De zaken gaan goed, men beslist uit te breiden en beide partners beslissen tot een kapitaalverhoging, weer *fifty-fifty*, en alles gaat verder zoals gewenst. Komt het ogenblik dat er verder moet worden uitgebreid, of dat materiaal moet worden vernieuwd, of dure investeringen moeten gebeuren, of er is nood aan meer likwiditeiten. En dan komt de kat op de koord. Eén der partners, de zwakste, kan niet volgen, maar de andere wel. De sterkere zal voor de nodige inbreng zorgen, maar de *fifty-fifty*-verhouding wordt verbroken en de sterkste van de twee partners krijgt de bovenhand en wordt meester van het bedrijf.

Deze gang van zaken hebben wij reeds herhaalde malen meegeemaakt en de voorbeelden zijn zeker niet zeldzaam. Vele firma's die fusies hebben aangegaan met bedrijven of groepen die veel sterker waren dan zijzelf, werden door deze laatsten opgeslorpt.

In het geval Agfa-Gevaert is het de blitz-stijging van de zilverprijzen die de reus Bayer in de gelegenheid gesteld heeft het klassieke scenario toe te passen en zodoende 60 pct. van de firma Gevaert op te slorpen, met andere woorden, de meerderheid te verwerven, en we weten wat dit betekent.

Ik geloof dat iedereen het met mij eens is om dit als een verlies van ons industrieel potentieel aan te voelen. Men kan de vraag stellen: was het mogelijk het gebeurde te voorkomen? Ik heb heel wat artikels en commentaren over de zaak-Agfa-Gevaert gelezen. De ene zegt dat Gevaert onmogelijk de nodige inbreng kon vinden op de Belgische kapitaalmarkt, omdat deze volledig afgeroomd is door de Schatkist. Dit is zeker juist. De andere zegt dat de leiding van de firma zelf geen interesse had in staatshulp. Ook mogelijk. Maar na het doorneemen van al hetgeen erover geschreven werd, kan ik mij niet van de indruk ontdoen dat het voornemen om onze firma Gevaert op te slorpen reeds lang bestond, en dat de explosie van de zilverprijzen de

geschikte mogelijkheid heeft geboden, misschien vroeger dan verwacht, om het gestelde doel te bereiken.

Sommigen zullen van mening zijn dat het hun niet kan schelen wie de scepter zwaait bij Agfa-Gevaert, als de 8 600 of 9 000 arbeidsplaatsen maar behouden blijven.

Enkele jaren terug, toen er nog geen sprake was van recessie en toen wij nog competitief waren, kwamen Amerikaanse multinationale ondernemingen zich gretig bij ons vestigen. Van 't ogenblik dat de winsten slonken of er verliezen geleden werden, trokken zij naar het moederland terug.

Mocht tot een dergelijke daad door de groep Bayer besloten worden zou het nog veel erger zijn, want dan is het een van onze eigen belangrijke bedrijven dat zou verdwijnen. Ik ben zeker niet de enige die hierover bekommerd is. In de *Nieuwe Gazet* stelde de heer Strieleman de vraag, ik citeer: « En bestaat, ondanks de stellige verzekering voor de bijna 9 000 werknemers bij Gevaert, nu het risico niet dat, bij een eventuele sanering om de genadeloze internationale concurrentie het hoofd te bieden, het Duitse hemd nader zal blijken dan de Vlaamse rok » ?

Mijnheer de Vice-Eerste Minister, wanneer wij rondom ons kijken stellen wij vast dat reeds verschillende Belgische bedrijven, die wereldfaam genoten, onder buitenlandse controle staan. Om er maar enkele te noemen: General Biscuit, Glaverbel, Bekaert Mattress Ticking, Acec, Fabelta, Galeries Anspach, Ghlin en anderen. Sommige ervan werden na enkele jaren door de buitenlandse eigenaars weer afgestoten of doorgeschoven naar andere multinationale ondernemingen. De heer Jan Bohets vermeldt in het dagblad *De Standaard* nog een hele reeks grote Belgische bedrijven die geheel of gedeeltelijk onder buitenlandse controle vallen.

Stilaan, stap na stap, verliezen wij het beheer en het medezeggenschap van bedrijven die onze roem uitmaakten in het buitenland, ja in heel de wereld. Ik kan mij niet ontdoen van het naar gevoel dat wij stilaan, maar zeker, weliswaar zonder wapengeweld, economisch en misschien ook financieel gekoloniseerd worden.

Het is ontgoochelend te moeten vaststellen dat multinationale ondernemingen met hun internationale mogelijkheden sterker zijn dan sommige regeringen, zeker in het geval wanneer het gaat om kleine landen, zoals het onze. Wij hebben als plicht ervoor te zorgen dat aan onze bevolking, zowel Walen als Vlamingen, de zo nodige werkgelegenheid kan geboden worden.

Ik zie maar twee oplossingen, ofwel moeten wij ervoor zorgen de vereiste condities te realiseren opdat onze bedrijven of buitenlandse bedrijven te lande renderend zouden kunnen werken, zodat er interesse is om bij ons te investeren, ofwel moet de regering sterk genoeg zijn en over de nodige middelen kunnen beschikken en maatregelen kunnen treffen, zoals dit het geval is in naburige landen, om transacties zoals bij Agfa-Gevaert plaatsvonden, te beletten, natuurlijk zonder de belangen van de firma en het personeel te schaden.

Ik ben mij ervan bewust dat het zeker niet gemakkelijk is om de huidige koers van de gang van zaken om te buigen, maar indien u, en ik richt mij nu tot de minister van Economische Zaken, er niet in slaagt het roer om te zwaaien, zullen wij in een nabije toekomst evolueren in de richting van een economische en industriële woestijn.

Ik hoop dat ik de huidige evolutie in ons industrieel gebeuren verkeerd beoordeel en dat mijn eerder pessimistische vooruitzichten niet zullen worden bewaarheid.

Mijnheer de Vice-Eerste Minister, graag vernam ik hoe en in welke richting u van zins is deze toestand te verhelpen. (*Applaus op de liberale banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Claes.

De heer Claes, Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, laat mij op de eerste plaats bevestigen dat de heer Wyninckx een interpellatieverzoek had ingediend alvorens daarom werd verzocht in de Kamer van volksvertegenwoordigers maar dat intussen de interpellatie in de Kamer reeds werd gehouden. De heer Wyninckx zal dan ook wel willen aanvaarden dat het antwoord dat ik nu ga geven, niet erg verschilt van wat ik gisteren in de Kamer heb verklaard.

Ik bevestig dat de directie van de onderneming Agfa-Gevaert, artikel 36 van de wet van 30 december 1970 dat bepaalt dat voorgeno-

men wijzigingen in de samenstelling van het aandelenpakket vooraf aan de overheidsinstanties moeten worden meegedeeld, wel degelijk in acht heeft genomen. Zodra de regering over de intenties van de onderneming werd ingelicht heeft zij aan de beleids mensen van Agfa-Gevaert gevraagd of zij vanwege de Belgische regering een financiële of een andere interventie verwachtten.

Wat ik nu ga zeggen wens ik in het bijzonder te onderstrepen. Een formele weigering was het antwoord. Daarbij heeft de directie van de onderneming laten weten dat zij niet gehecht was aan een strikt gelijke machtsverdeling in de beheerraad en dat zij akkoord ging om haar aandeel van 50 tot 40 pct. terug te brengen.

Ik heb *De Standaard* niet gelezen waarop u doelde, Mijnheer Wyninckx, maar het was in elk geval niet de minister van Economische Zaken die pleitte voor het recht op expansie en het recht op sterven; de krant citeerde enkel een woordvoerder van de directie van Agfa-Gevaert.

Is het nodig dat ik hier benadruk dat de regering de Bankcommissie heeft gevraagd — eergisteren in een onderhoud dat ik persoonlijk had met de voorzitter van die instelling, de heer Godeaux — het nodige te doen opdat de aandeelhouders over al de details van deze kapitaalherstructurering worden ingelicht? Tot daar wat de gebeurtenissen betreft.

Nu een paar woorden over de bredere context. Het is juist, zoals de heer Wyninckx stelt, dat het in 1975 voorgelegde wetsontwerp houdende het betrekken van de *holdings* bij de economische planning een hoofdstuk bevatte waarbij specifieke toestanden tengevolge van de petroleumcrisis werden gevisieerd.

Het gaat meer in het bijzonder over hoofdstuk III dat de wijzigingen in de kapitaalstructuur van bepaalde ondernemingen behandelt.

Dit hoofdstuk had precies tot doel deze wijzigingen te organiseren door het nemen of het transfereren van participaties. Deze beschikkingen moesten het de overheid mogelijk maken de belangrijkste ondernemingen te kennen en op de voet te volgen, wat zou toelaten op opportune wijze tussen te komen bij wijzigingen in de kapitaalstructuur.

Dit hoofdstuk is evenwel bij de bespreking in de Kamer teruggetrokken omdat de toenmalige regering van oordeel was dat dit luik, politiek gezien, niet zo dringend was en dat een periode van bezinning nuttig kon zijn.

Ik ben evenwel van mening dat de bepalingen van artikel 36 van de wet van 30 december 1970, gewijzigd door artikel 2 van de wet van 17 augustus 1973, de overheid alleen een informatie waarborgen over doorgevoerde operaties die gevolgen kunnen hebben voor de realisatie der objectieven van de sociaal-economische politiek.

De voorziene bepalingen zijn inderdaad de volgende, ik citeer het artikel 36: Ter wille van de gevolgen die zij op de tewerkstelling en op de verwezenlijking van de doelstellingen van het plan kunnen hebben, moeten de minister tot wiens bevoegdheid Economische Zaken behoren, de minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoren, alsmede de betrokken staatssecretarissen voor Streekeconomie — het schijnt dat de heer Akkermans niet werd geïnformeerd — voorafgaandelijk ingelicht worden over alle verrichtingen waarbij beoogd wordt een deel te vervreemden dat ten minste een derde vertegenwoordigt van het kapitaal der ondernemingen waarvan de bedrijvigheid op het nationaal grondgebied plaatsheeft en waarvan de eigen middelen ten minste 100 miljoen frank bedragen.

Daar ondertussen de directe of indirecte financiële staatshulp aan de ondernemingen, ingevolge de ernst van de economische moeilijkheden, werd verhoogd, lijkt de gewone kennisgeving van een belangen- of machtsverdracht, welke zware gevolgen kan hebben voor het leven van de ondernemingen, inderdaad onvoldoende.

Het lijkt ons noodzakelijk het uitvoeren van dergelijke operaties te onderwerpen aan het voorafgaand akkoord van de overheid, om aldus te komen tot een klaarder inzicht in de kapitaalstructuur van grote maatschappijen en tot een betere kennis van de verhoudingen tussen de Belgische en de buitenlandse invloed.

Deze informatie zouden ons economisch leven beschermen tegen de agressiviteit van zekere Belgische en buitenlandse zakenmilieus.

Het moge duidelijk zijn dat deze problemen op een ruimer plan, namelijk dit van de Gemeenschappelijke Markt, moeten worden gesteld.

Hier blijkt dat de landen-leden, nog geen wetteksten in verband met deze materie hebben uitgevaardigd waarbij zij waarschijnlijk van oordeel zijn dat de procedure van voorafgaande toestemming niet zozeer past bij de organisatie van een markteconomie.

Indien het onderzoek van deze maatregelen evenwel wordt voortgezet, komt het er onder meer op aan de instantie aan te duiden die sancties bepaald in geval van niet-naleving der wettelijke beschikkingen en de beroepsprocedure omschrijft ingeval een beslissing als willekeurig wordt ervaren.

Al deze punten moeten het voorwerp uitmaken van een meer diepgaand onderzoek samen met de daartoe bevoegde instanties van de Gemeenschappelijke Markt.

Welke ook de moeilijkheden zijn die daarbij moeten worden opgelost, toch lijkt het mij belangrijk dat de nationale overheid een toezicht verkrijgt over de verhandeling van participaties om aldus de belangen van de Belgische economie op een doeltreffende manier te vrijwaren.

Het ligt dan ook in mijn bedoeling dit probleem voor mijn collega's in de regering uiteen te zetten om dan ter zake het meest geschikt parlementaire initiatief te kunnen bepalen en dit zo snel mogelijk.

Mijnheer de Voorzitter, door de interventie van de heer de Bruyne werd het debat nog ruimer open getrokken en werd de volle schijnwerper gericht op de complexe problemen van de kapitaalmarkt.

Laat mij u onmiddellijk zeggen dat ik de analyse en de stellingen, ontwikkeld door de heer de Bruyne, voor een zeer groot gedeelte kan bijvallen. Wanneer men spreekt over de moeilijkheden ervaren op de kapitaalmarkt mag men ook de internationale monetaire chaos niet vergeten te vermelden.

Ik geef toe dat de krapheid van onze nationale kapitaalmarkt voor een niet-onbelangrijk deel te wijten is aan de zeer intense activiteiten van de publieke sector op deze markt.

Moet ik eraan herinneren dat eind van dit jaar de schuld van de overheid 1 800 miljard zal overschrijden? De regering beschouwt het niet ten onrechte als een verdienste zo het netto te financieren saldo eind 1980, 231 miljard bedraagt, zijnde hetzelfde bedrag dat in de begroting 1979 vermeld was en dat gelukkig niet werd bereikt. Wij hebben inderdaad « slechts » 211 miljard gehaald. De 231 miljard zal in 1980 niet worden overschreden. Maar zelfs het niet-doorboren van dit plafond zal de regering en andere openbare instanties, zoals de heer de Bruyne het stelde, er toch toe nopen een beroep te doen op de buitenlandse kapitaalmarkt. Dit alles onderstreept nog maar eens — ik zeg dit wars van elke tegenstelling meerderheid-oppositie — hoezeer voor de economische opleving de weliswaar geleidelijke maar daarom niet minder efficiënte budgettaire gezondmaking een *conditio sine qua non* is.

Niet alleen de regering maar ook de openbare financiële instanties worden met dezelfde problemen geconfronteerd. De heer de Bruyne heeft ter zake de NMKN geciteerd. Hij heeft daar niet op aangedrongen, maar rekening houdend met wat daarover soms terecht, maar ook wel eens ten onrechte wordt gezegd en geschreven, wil ik er toch de aandacht op vestigen dat de realisatie van het zogeheten staalplan de NMKN de eerstkomende jaren niet noodzakelijkerwijze zal verlammen.

In tempore non suspecto, toen de regering de financiering van dit plan voorbereide en zij duidelijk stelde dat deze voor 50 pct. door de publieke en voor 50 pct. door de privé-sector moest gebeuren, was op de vraag of het voor de financiering door de publieke sector niet wenselijk zou zijn de inspanning over verschillende publieke financiële instanties te verdelen, het antwoord van de NMKN negatief. Dat was begrijpelijk gelet op de overvloed aan thesauriemiddelen waarover de NMKN op dat ogenblik beschikte.

Ik ben mij ten zeerste bewust van de moeilijke situatie waarin de NMKN zich bevindt. De regering heeft ter zake ook niet stilgezeten. Met een zeker genoegen kan ik u nu reeds twee positieve resultaten van de bemoeiingen van de minister van Financiën en de minister van Economische Zaken mededelen. Ten eerste, de vraag tot financiering van de kleine investeringen in de staalsector welke door de bedrijven werd ingediend bij de NMKN, is ingetrokken, wat een mindere belasting van ongeveer 6 miljard frank op de maximale begroting van de NMKN betekent.

In de tweede plaats is voor de financiering van het staalplan de principiële toezegging verkregen van de EGKS en van de Europese Gemeenschap.

Ik spreek hier in het openbaar mijn dank uit ten aanzien van de Europese Commissie en meer bepaald ten aanzien van commissaris Davignon, die meer dan ruim begrip heeft betoond voor onze vraag.

Dit alles neemt niet weg — ik deel de mening die zeer voorzichtig door de heer D'Haeyer werd geuit — dat de krapheid van de kapitaalmarkt in het geval-Gevaert een puur voorwendsel is geweest. Ik heb overigens gezegd dat de regering ter beschikking stond indien de niet-financiële bemoeiing van de regering nodig was. Daarom heb ik gesproken over andere tussenkomsten. Ik kan u verzekeren dat ik geen week nodig zou gehad hebben om anderhalf of twee miljard te vinden. Ik deel de mening van degenen die zeggen dat het hier gaat om een operatie die reeds eerder was gepland. Voor de geachte interpellant en andere leden die in deze interpellatie het woord hebben genomen, is het allicht interessant de ganse uiteenzetting te lezen die gisteren werd gehouden door volksvertegenwoordiger Hugo Schiltz. Hij had het over de zeer eigenaardige thesauriepolitiek van Bayer die maanden vóór de operatie plaatshad en waarbij dit met cijfers geïllustreerd werd.

Zonder de kandidaat-investeers of de kandidaat-buitenlandse investeers te willen afschrikken, denk ik zonder overdrijving dat het nodig is dat wij ons instrumentarium versterken en spoedig ook.

Ik wil deze tribune niet verlaten zonder aan de heer de Bruyne de verzekering te geven dat wij het principe van de gelijke behandeling vanzelfsprekend vinden, voor welke groep ook, voor welk bedrijf ook een welke ook haar bedrijfseconomische opvattingen mogen zijn. Dit zou een fundamentele stelregel van elke regering moeten blijven. Wat mij betreft, zal ik al doen wat mogelijk is om daaraan de hand te houden. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

INTERPELLATION DE M. HUMBLET AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES SUR « LES ZONES DE DEVELOPPEMENT REGIONALE ET LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE »

INTERPELLATIE VAN DE H. HUMBLET TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN OVER « DE GEWESTELIJKE ONTWIKKELINGSZONES EN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Humblet au ministre des Affaires économiques sur les zones de développement régional et la Communauté économique européenne.

La parole est à l'interpellateur.

M. Humblet. — Monsieur le Président, on sait, du moins en Wallonie, que depuis le 26 avril 1972, le gouvernement belge n'est pas en ordre vis-à-vis de la position de la Commission de la CEE en matière de détermination de zones de développement et la Commission l'avait invité à déterminer au plus tard en 1974 les zones susceptibles de bénéficier de l'aide devenue celle du Fonds européen de développement régional, instauré en 1975, couramment appelé Feder.

Nous sommes en 1980 et le problème n'est toujours pas réglé. Toutefois, le gouvernement belge est mis en demeure de prendre position pour le 20 mars 1980.

Certes, le Fonds européen de développement régional ne peut pas être d'un grand secours pour la Belgique, d'une part, parce que, essentiellement, loin d'introduire des fonds nouveaux dans l'économie régionale, on a simplement substitué des aides européennes à des aides nationales.

Ce qui est plus grave est le fait que le gouvernement belge ne résiste pas assez en matière de politique régionale de la CEE essentiellement orientée vers les territoires périphériques, de sorte que les aides sont, en ce qui nous concerne, de trois quarts inférieures à ce qu'elles sont pour les territoires d'Irlande ou du Mezzogiorno.

La Commission économique européenne, en ce qui concerne les zones, a proposé un plan au gouvernement belge axé essentiellement, du moins quant à la Wallonie, sur l'aide à l'ancien sillon charbonnier et sur les zones rurales du sud-est: Ardenne, Condroz, Gaume.

Ce faisant, elle laisse de côté les cantons de Perwez et de Jodoigne et, du moins dans la phase définitive, les arrondissements de Tournai et d'Ath. Je voudrais d'abord insister sur la situation des cantons de Perwez et de Jodoigne, c'est-à-dire les cantons de l'est du Brabant wallon.

En effet, à plusieurs titres et dans plusieurs cadres, je n'ai cessé depuis 1963 d'insister sur le caractère structurellement sous-

développé de cette sous-région du Brabant wallon et sur la nécessité de l'aider par priorité.

Ayant suivi de longue date ces problèmes, je suis en mesure d'être précis, m'appuyant sur divers travaux relatifs à cette question et notamment sur une étude récente de la coopérative de recherche et d'animation du Brabant wallon de l'est.

Il faut d'abord souligner ce qui a le caractère d'une évidence sauf, semble-t-il, pour les fonctionnaires du Berlaymont; c'est la nécessité de raisonner non pas sur l'ensemble de l'arrondissement de Nivelles, mais canton par canton.

Je ne veux pas pour autant affirmer que la situation des autres cantons de l'arrondissement, ceux de Wavre, de Genappé et de Nivelles, soit brillante.

L'ouest du Brabant wallon est sérieusement atteint par le déclin des activités textiles d'abord, sidérurgiques ensuite. Le centre du Brabant wallon est atteint par le déclin de l'activité papetière qui n'est d'ailleurs pas reprise dans la liste des secteurs susceptibles de bénéficier du Fonds de reconversion industrielle. En outre, l'immigration importante a tendance à transformer le centre du Brabant wallon en zone-dortoir, ce qui est néfaste à bien des égards. Toutefois, on y constate des accroissements d'emplois grâce à l'implantation de l'université de Louvain et du zonage industriel et scientifique qui y est établi.

La preuve du déclin de l'économie du Brabant wallon peut peut-être se trouver dans l'examen des taux d'emplois, c'est-à-dire du rapport entre la population active et les emplois disponibles sur place.

Pour l'arrondissement de Nivelles, il est passé avec 80,3 en 1962 à 74,7 en 1970 et 68 en 1979. Pour l'est du Brabant wallon, de 1971 avec 76,9, il est passé en 1970 à 66,8.

Le deuxième chiffre significatif concernant l'est du Brabant wallon est l'importance de la population non active par rapport à la population active; le chiffre de l'est du Brabant wallon est pratiquement au niveau de l'ensemble de la Wallonie avec 36,4 p.c. de population active pour 42,4 p.c. pour Bruxelles et 37,7 p.c. pour l'ensemble de la Belgique.

La population âgée est particulièrement importante. Enfants de moins de quatorze ans et étudiants de plus de quatorze ans ne représentent que 38,9 p.c. de la population par rapport à 43,1 p.c. pour l'ensemble de la Wallonie, tandis que la population âgée est de 31,4 p.c. La population jeune, qui relèvera la population active actuelle, est très peu nombreuse, tandis que le nombre de personnes âgées est beaucoup plus élevé qu'ailleurs en Belgique.

En réalité, comme je l'ai souligné à diverses reprises, le handicap de l'est du Brabant wallon est double, d'une part, le départ d'une partie importante de sa population jeune et, d'autre part, une absence de développement des secteurs secondaire et tertiaire.

Loin de s'améliorer depuis quelques années, la situation n'a fait que s'aggraver du fait de la fermeture d'entreprises agro-alimentaires.

Et le chômage? Le chômage a un effet moins immédiat que dans les régions industrialisées en raison du faible niveau de l'emploi. Son examen depuis 1973 confirme la situation spécifique de l'est du Brabant wallon en tant que sous-région rurale, marquée par un sous-développement structurel chronique.

Toutefois, il atteint de manière plus intense la main-d'œuvre féminine. Ces constatations sont conformes à celles observées par les experts de la CEE sur les régions périphériques quant au développement économique depuis la seconde guerre mondiale.

Enfin, dans la plupart des communes de l'est du Brabant wallon, les revenus moyens des habitants sont inférieurs à ceux de la Wallonie et du Royaume. Mais parallèlement, on constate un accroissement de la population. Bref, la Communauté économique européenne ne tient pas compte de la réalité des handicaps de l'est du Brabant wallon; c'est pourquoi j'insiste auprès du ministre des Affaires économiques pour que, conformément à des propositions gouvernementales antérieures, il soit retenu comme zone de développement dans les négociations avec la CEE.

Il en va de même des arrondissements de Tournai et d'Ath: On y constate un taux relativement élevé de l'emploi agricole avec 6,9 p.c., mais de 1972 à 1977, une diminution considérable, - 44,1 p.c. des secteurs du textile, de l'habillement et de la chaussure, entraînant une réduction de l'emploi, et le tertiaire n'a pas pu absorber les effectifs perdus dans l'industrie.

On est par conséquent surpris de voir la CEE considérer que ces arrondissements n'accusent pas un vrai retard et que par conséquent

ils n'ont pas besoin d'aides, tandis que sont considérées comme zones d'aides Douai, Lens et Valenciennes.

Je voudrais conclure en insistant d'abord pour que le gouvernement belge revoie enfin les critères de détermination des zones de développement de la loi du 31 décembre 1970, en deuxième lieu pour qu'il s'applique à ce que la CEE accepte les cantons de l'est du Brabant wallon, c'est-à-dire de Perwez et de Jodoigne ainsi que les communes de Chaumont-Gistoux et de Grez-Doiceau dans le canton de Wavre et les arrondissements de Tournai et d'Ath, comme zones de développement. (Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, in 1972 verwierp de Europese Commissie het voorstel van de Belgische regering inzake de afbakening van zones die voor regionale steun in aanmerking zouden komen.

De Belgische regering had het misschien te goed bedoeld: het voorstel beschreef niet minder dan 41 van de 43 arrondissementen als ontwikkelingsgebied. De Europese Commissie kon dat dan ook niet aanvaarden. Zij antwoordde dat slechts 28 Belgische arrondissementen in aanmerking konden komen.

Sindsdien is er geen oplossing en duurt het dispuut tussen de Belgische regering en de Europese Commissie reeds jaren.

Eindelijk, op 19 december zond de Europese Commissie aan de Belgische regering een officieus ontwerp van afbakening der ontwikkelingszones.

Indien mijn informatie juist is heeft de Belgische regering nog tijd tot 20 maart 1980, dus nog een paar dagen, om een advies te geven aan de Europese Commissie die op basis daarvan een definitieve beslissing zal nemen die bindend is voor België.

Dat voorstel omvat, Mijnheer Humblet: definitief: het ganse kollembekken van Henegouwen en van Luik, en de Ardennen, Condruz en Gaume; voor een termijn van twee jaar de arrondissementen Borgworm, Verviers, uitgezonderd het zuiden, en Hoei, ook uitgezonderd het zuiden en het centrum van het arrondissement Namen. Het is juist dat Waals-Brabant niet voorkomt in dat voorstel, maar u zult het met mij eens zijn dat het grootste deel van Wallonië in dat voorstel is vervat.

Voor Vlaanderen is het voorstel van de Europese Commissie heel wat minder gunstig. Worden enkel in acht genomen de Kempen en de Westhoek en eventueel, daarvoor vraag ik uw aandacht, Mijnheer de Minister, het oosten van het kanton Heist-op-den-Berg en het noordoosten van het arrondissement Leuven. Opdat dit aanvaard kan worden, moet de Belgische regering nog aanvullende gegevens verstrekken. Ik hoop dat uw departement hiervoor het nodige zal doen.

Voor de rest van Vlaanderen is er helemaal niets gepland, hoewel het regionaal ontwikkelingsprogramma voor Vlaanderen 1978-1980 ook nog voorzag in regionale steun voor de kantons Aarschot en Diest, het arrondissement Tiel, het midden van het arrondissement Oudenaarde, een deel van het arrondissement Aalst en het arrondissement Eeklo.

U mag mij er zeker niet van verdenken, ook u niet, Mijnheer Humblet, dat ik afgunstig ben op de beslissing van de Europese Commissie die nu eenmaal gunstiger uitvalt voor Wallonië dan voor Vlaanderen.

Ik pleit er alleen voor, Mijnheer de Minister, dat u op basis, niet van politieke maar van zuiver objectieve gegevens, advies verstrekt aan de Europese Commissie.

Ik ben ervan overtuigd dat de arrondissementen Oudenaarde en Eeklo in dat geval zeker eveneens in aanmerking zullen komen. Voor dat objectief advies dank ik u bij voorbaat.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le 12 février dernier, j'ai eu l'occasion d'apporter à la Chambre des représentants un certain nombre d'informations sur l'état du problème des zones de développement prévues par la loi du 30 décembre 1970.

M. Humblet m'interroge aujourd'hui sur le même sujet, en se référant aux récentes propositions de la Commission du Marché commun.

On sait, en effet, que M. le commissaire Vouel, qui a en charge les problèmes de la concurrence, m'a fait tenir le 19 décembre 1979 une

note technique élaborée par ses services sur la délimitation de nos zones de développement.

Je rappelle que la loi du 30 décembre 1970 prévoit que les aides régionales sont applicables aux opérations d'investissement réalisées dans des zones à délimiter par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

En fait, un arrêté royal du 6 janvier 1971, pris en exécution de l'article 47 de la loi précitée, a confirmé les arrêtés royaux délimitant les régions et zones éligibles pour l'application des anciennes lois régionales de 1959 et de 1966.

La Commission ne pouvait évidemment se satisfaire de cette solution provisoire, basée sur des situations probablement en partie dépassées.

De là, sa décision du 26 avril 1972, qui déterminait les arrondissements et parties d'arrondissement auxquels, selon elle, l'octroi des aides régionales devait être limitée.

Des contacts ont eu lieu depuis lors entre les autorités belges et la Commission, concrétisées par nos propositions de 1975 et la note réponse de 1976.

Dès ma prise en charge du département des Affaires économiques, en juin 1977, j'ai renoué ces contacts et soumis en 1978 à M. Vouel de nouvelles propositions élaborées par les secrétaires d'Etat à l'Economie régionale.

Ce sont ces propositions qui trouvent aujourd'hui une réponse dans la note technique du 19 décembre dernier.

Je me plais d'ailleurs à souligner que l'examen de cette note a été confiée, par le Comité ministériel de coordination économique et sociale, à un groupe de travail où sont représentés, outre les ministres et secrétaires d'Etat à compétences régionales, les trois conseils économiques régionaux.

Cette participation des autorités et instances consultatives régionales est un élément important de la problématique.

C'est ainsi que ces autorités et instances ont été, dès le début, très étroitement associées à l'élaboration des propositions belges et elles ont d'ailleurs été à l'origine de la note transmise à la Commission en 1978, le ministre des Affaires économiques n'étant intervenu à l'époque que comme coordinateur.

Ceci dit, il reste que le gouvernement central apparaît comme l'interlocuteur de la Commission et cela pour plusieurs raisons.

La première, c'est qu'il y a un rôle de coordination à remplir et que ce rôle ne peut être joué que par les ministres nationaux, la seconde, c'est que le traité de Rome ne connaît que les Etats membres.

Enfin, l'accord de gouvernement aussi bien que l'arrêté royal du 6 juillet 1979 portant organisation provisoire des Exécutifs des communautés et des régions, ont prévu que l'Etat restait le seul interlocuteur sur le plan international; quant aux communautés et aux régions, elles sont associées, par le biais de leurs exécutifs, à la négociation des accords.

Pour ce qui concerne les dernières propositions de la Commission, elles peuvent paraître assez restrictives par rapport à notre attente.

A cet égard, il faut cependant avoir à l'esprit que la Commission a sa propre approche du problème, qui peut être différente de celles des Etats membres; c'est à elle en effet qu'incombe le respect du traité dans l'ensemble de la Communauté et, à ce titre, elle est consciente de l'importance relative des déséquilibres régionaux à ce niveau global; il suffit pour s'en convaincre de se référer aux premières pages de la note technique de décembre dernier, lesquelles situent la Belgique dans le contexte socio-économique européen et font apparaître qu'à certains égards, même les régions les moins favorisées de notre pays se situent encore à un niveau plus favorable que plusieurs des autres régions de la Communauté.

Dans son interpellation, M. le sénateur Humblet s'intéresse plus spécialement au sort réservé, dans les propositions de la Commission, aux arrondissements d'Ath et de Tournai ainsi qu'aux cantons de Jodoigne et de Perwez, dont on sait qu'ils figurent parmi les zones contestées.

A leurs propos, je rappellerai tout d'abord que les propositions successives du gouvernement belge ont toujours inclus ces deux arrondissements et ces deux cantons qui, à l'exception de l'arrondissement d'Ath, ne figuraient pas parmi les zones admises par la Commission dans sa décision du 26 avril 1972, pas plus d'ailleurs que dans sa note technique de 1976.

C'est ainsi que, dans l'annexe à ma lettre à M. Vouel, du 3 octobre 1978, l'arrondissement de Tournai et les cantons de Perwez et de Jodoigne étaient repris dans les contre-propositions belges.

La dernière note de la Commission est donc en retrait, non seulement par rapport à nos propositions de 1978, mais aussi, en ce qui concerne l'arrondissement d'Ath, par rapport à la décision de 1972 et à ses propositions de 1976.

L'argumentation de la Commission s'appuie sur les éléments suivants:

En ce qui concerne Perwez et Jodoigne, l'analyse de la Commission se fonde sur la situation économique de l'ensemble de l'arrondissement de Nivelles, qu'elle considère comme l'un des plus prospères du pays, comme ceux de Bruxelles et d'Anvers, par ailleurs.

Sans doute, considérer l'arrondissement *in extenso* alors que sa dimension étendue ne lui confère pas une homogénéité d'environnement socio-économique, représente un raccourci que je m'étais déjà employé à dénoncer en 1978.

De plus, la Commission estime que l'arrondissement de Nivelles est en pleine expansion, quand bien même elle avoue une certaine régression de l'emploi, les difficultés structurelles des secteurs de la métallurgie, du papier et du textile ou des difficultés réputées accidentelles dans les secteurs de l'électricité et de l'électronique.

Elle appuie ses affirmations optimistes sur la compensation des emplois perdus par le développement d'autres activités: chimie, machines, construction, sur la régression du secteur industriel, en général, équivalente à celle intervenue au niveau national, sur une progression du secteur des services triple de celle du pays, et sur un quadruplement de l'emploi salarié par rapport au pays.

Quant aux arrondissements de Tournai et d'Ath, la Commission les considère comme formant une sous-région relativement homogène. Elle y relève un niveau de revenu relativement satisfaisant, sans être particulièrement élevé, une régression de l'emploi industriel, hors textile, équivalente à la moyenne nationale, une augmentation du chômage semblable, un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale, la fin de la prédominance textile dans ces arrondissements. Elle considère dès lors que, sans être parmi les sous-régions les plus développées du pays, cette sous-région ne connaît guère de réels problèmes de développement et de reconversion, alors qu'elle admet par ailleurs que la croissance compensatoire du secteur des services y est faible: la moitié de la moyenne nationale.

De plus, la Commission invoque le fait que la région française limitrophe de Lille-Roubaix-Tourcoing, confrontée à la crise du secteur textile, ne bénéficie pas de primes au développement régional, ce qui ne me paraît pas non plus être un argument convaincant au titre de la politique régionale.

Cela dit, je ne nierai pas a priori la pertinence des observations formulées par l'honorable intervenant, notamment quant au fait qu'appréhender les problèmes économiques et sociaux au niveau des arrondissements, comme le font les services de M. Vouel, peut laisser dans l'ombre les situations particulières d'entités territoriales plus petites.

Je prends évidemment bonne note des préoccupations de M. Humblet, non sans attirer son attention sur le fait que, comme j'ai eu l'honneur de le dire à la Chambre, c'est au groupe de travail constitué par le CMCES sur ma proposition, et aux sous-groupes régionaux constitués en son sein, qu'il appartient de réunir les éléments techniques qui feront la substance de notre réponse à la Commission.

Les groupes de travail ne manqueront pas de relever dans les conclusions auxquelles la Commission a abouti, les carences qui résulteraient, d'une part, du fait que les statistiques utilisées sont, sur certains points, relativement anciennes et, d'autre part, comme je viens de le dire, que les circonscriptions administratives choisies comme base d'appréciation ne sont pas dans tous les cas révélatrices de certaines situations particulières.

L'honorable interpellateur comprendra que je ne puisse préjuger les résultats des études en cours à ce niveau.

Aan de heer Van Ooteghem antwoord ik dat de werkgroep en de subwerkgroep die sinds meerdere maanden de conta-argumentatie ten aanzien van de Europese Gemeenschap voorbereiden, ongewijfeld de argumenten die hij op deze tribune heeft ontwikkeld ten gunste van bepaalde probleemgebieden, zoals Oudenaarde, op deskundige wijze zullen weten te verwoorden. Wat het geciteerde gewest betreft, deel ik overigens volkomen zijn mening. De regering zal dus — dat kan ik u verzekeren — een uiterste inspanning doen om een delimitatie van zones te verkrijgen die zo sterk mogelijk zullen aansluiten bij de reële economische realiteit.

De heer Van Ooteghem heeft in zijn betoog elke communautaire polemiek vermeden en ik wens dat ook te doen. Hij zal mij echter toestaan in alle vriendelijkheid te zeggen dat elke medaille blijkbaar

deux kanten heeft. Wanneer de jongste maanden heel wat zagezede deskundige studies werden gepubliceerd waarbij in verscheidene toonaarden werd gezongen dat Vlaanderen zoveel rijker is dan Wallonië en zelfs het zuiden onderhoudt, dan valt ons in dit debat op dat zelfs de Europese Gemeenschap, hoewel niet in officiële geschriften, zich deze argumentatie blijkt eigen te maken. Dit om aan te tonen dat wij altijd voorzichtig moeten zijn wanneer wij met medailles spelen.

In elk geval kan het antwoord van de Belgische regering — en daar ben ik het eens met de heer Van Ooteghem — niet anders dan steunen op strikt objectieve gegevens. Ik ben ervan overtuigd dat de verantwoordelijken van het Vlaamse executief, alsook de deskundigen van de Vlaamse Economische Raad hiervoor zorg zullen dragen. Wat mij betreft, ik verbind mij ertoe om vóór alles deze criteria van strikt sociaal-economische realiteit in het antwoord van de Belgische regering door te drukken. Voor het overige moet ik aan de heer Van Ooteghem, zoals aan de heer Humblet, zeggen dat ik niet vooruit kan lopen op de uiteindelijke resultaten.

Wij worden ongetwijfeld geconfronteerd met een delicaat en complexe vraagstuk. De Europese Gemeenschap heeft natuurlijk andere benaderings- en beoordelingsnormen dan wij. Wanneer men verplicht is ook rekening te houden met de problematiek van de Mezzogiorno bijvoorbeeld komt men tot andere resultaten dan die welke wij in onze studies bereiken.

Hoe dan ook, ik meen dat de Europese Gemeenschap toch gevoelig moet kunnen worden gemaakt voor belangrijke nuances in de wijze van benadering en ik spreek de hoop uit dat wij een evenwichtig en voldoende resultaat zullen bereiken.

Nochtans maak ik mij geen illusies en vrees ik dat er in bepaalde gewesten allicht ontgoochelingen zullen zijn en dat men er een kater zal aan overhouden. Ik hoop enkel maar dat de nieuwe instrumenten die inmiddels door deze regering werden gecreëerd, met name het Fonds voor Industriële Vernieuwing, op intelligente manier door de gewesten zal worden gebruikt. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Humblet.

M. Humblet. — Monsieur le Président, chers collègues, je vous remercie sincèrement, Monsieur le Ministre, de votre réponse fort circonstanciée. Permettez-moi toutefois d'ajouter quelques brefs commentaires.

Tout d'abord, une fois n'est pas coutume, le ministre des Affaires économiques, M. Van Ooteghem et moi-même sommes d'accord quant à l'objectif et aux moyens, sur la formule *zich op zuiver objectieve gegevens steunen*. Ce principe des données objectives est difficile à appliquer et nous n'avons pas le sentiment que l'arrêté du 6 janvier 1971, en particulier, s'en soit inspiré.

Comme vous l'avez reconnu implicitement, Monsieur le Ministre, on a enregistré, essentiellement depuis 1960, une dégradation accentuée et croissante de l'économie wallonne par rapport à l'économie flamande. Ce n'est ni la circonstance ni le moment d'en analyser les causes et d'y chercher les remèdes. Nous sommes dans le domaine limité du Feder et de l'action par rapport au Feder. A cet égard, je voudrais vous fournir des arguments et, compte tenu de la concertation interrégionale qui se réalise en Belgique, vous rendre attentif à certains éléments nouveaux provenant de l'étude que j'ai citée tout à l'heure quant à l'analyse des données du chômage notamment.

Enfin, en matière de politique régionale des Communautés européennes, nous sommes un partenaire sur neuf, puisque, hélas ! les seuls partenaires sont les Etats.

Nous regrettons, en Wallonie, que la politique régionale soit trop axée sur les régions périphériques agricoles et pas suffisamment sur la reconversion des vieilles zones industrielles, et ce qui est valable pour nous, Wallons, l'est aussi pour les Lorrains, par exemple. Dans ce sein, un effort reste à accomplir par le gouvernement. C'est aussi au sein du Parlement européen, à Strasbourg, que nous avons défendu cette thèse et que nous continuerons à le faire.

M. le Président. — L'incident est clos.

INTERPELLATION DE M. BRUART AU MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES SUR « LA VETUSTE ET LES DEFICIENCES TECHNIQUES DU BUREAU DE LA RTT DE LA LOUVIERE »

INTERPELLATIE VAN DE HEER BRUART TOT DE MINISTER VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE OVER « DE OUDERDOM EN DE TECHNISCHE GEBREKEN VAN HET RTT-BUREAU VAN LA LOUVIERE »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Bruart au ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones sur « la vétusté et les déficiences techniques du bureau de la RTT de La Louvière ».

La parole est à l'interpellateur.

M. Bruart. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, l'objet de mon interpellation concerne le réseau des PTT de La Louvière.

D'une part, ce réseau couvre une partie de l'arrondissement de Charleroi, ce qui vous concerne tout particulièrement, Monsieur le Ministre, une partie de l'arrondissement de Thuin et, d'autre part, l'arrondissement de Soignies, notamment l'entité de La Louvière et de Le Rœulx, soit près de 200 000 habitants.

Je suis dans l'obligation, Monsieur le Ministre, de dénoncer une situation particulièrement critique dans la zone téléphonique de La Louvière qui comprend 32 900 abonnés.

Je me rends compte que ce n'est pas la zone la plus importante du pays ni en population ni en abonnés, mais elle est loin d'être dans le peloton de ce qu'on appelle communément les petits réseaux.

Que s'y passe-t-il exactement ?

D'abord, la RTT de La Louvière ne remplit pas le rôle que le législateur lui a assigné par la loi de juillet 1930, à savoir un service public qui doit répondre sur les plans économique, social et culturel, au développement d'une région particulièrement défavorisée, en réalité une des plus défavorisées du pays.

Je signale immédiatement que le personnel n'est pas en cause, car il ne dispose que d'outils insuffisants et démodés, ne répondant en rien aux techniques et aux besoins d'aujourd'hui.

Parlons d'abord des raccordements. Trop de besoins restent insatisfaits. Il faut parfois des années pour obtenir le raccordement souhaité. Savez-vous, Monsieur le Ministre, qu'il y a encore des demandes de 1973-1974 en souffrance ? Il reste actuellement 2 800 demandeurs insatisfaits. Dans ce nombre, 800 peuvent espérer une solution dans les trois à six mois, car on pose en ce moment quelques câbles, mais le raccordement n'est pas tout : il faut l'équipement qui n'existe pas. En outre, il n'y a plus de numéro à attribuer à La Louvière.

Ceci signifie que, sauf changement radical de politique, 2 000 candidats attendront longtemps cette sonnerie tant souhaitée et bien souvent nécessaire.

En effet, dans cette longue liste de non-satisfaits, figurent des cas sociaux, des commerçants, des petites entreprises, des représentants, des personnes qui assurent des soins, en bref des gens qui ont besoin du téléphone pour travailler.

Tout cela est vrai pour un nouveau raccordement, mais l'est aussi pour les transferts.

Il y a là des possibilités économiques, culturelles, sociales non exploitées et ce au détriment de la région, mais aussi de la RTT.

Pourquoi cela va-t-il si mal ?

Si je suis bien informé, les causes de cette situation résident dans l'insuffisance des câbles, une politique de placement à court terme, un budget trop peu important, des installations automatiques vétustes.

Ces éléments ne peuvent être retenus au niveau économique, car il s'agit là d'investissements à rendement immédiat, présentant un triple avantage : donner du travail à ceux qui seraient chargés de fabriquer l'équipement et, en cette période de crise, ce n'est pas mal ; satisfaire les demandes, donc aider au développement de la région ; faire rentrer de l'argent à la RTT.

Le service est de médiocre qualité. Non seulement de nombreuses demandes restent en souffrance depuis trop longtemps, mais le service lui-même laisse à désirer.

Les dérangements sont très fréquents et le dépannage ne se fait pas rapidement, faute de personnel. Savez-vous, Monsieur le Ministre, qu'au bureau de La Louvière, un agent travaille à temps plein pour enregistrer les plaintes ? Savez-vous qu'au moment du mauvais temps, vers décembre-janvier, il y avait plusieurs semaines de retard pour les dépannages ? Pourtant, il n'y a pratiquement pas eu de gel ni de neige ; que serait-il arrivé si nous avions eu un hiver rigoureux comme celui de 1979 ?

Les communications s'établissent souvent très difficilement et parfois intempestivement. Il n'est pas rare de recommencer plusieurs fois un numéro d'appel ou d'aboutir à un autre numéro, alors que la demande était correcte. Il faut souvent attendre quelques minutes

avant d'entendre le signal permettant de former le numéro. Il arrive également qu'après avoir formé le numéro d'un correspondant, on entende une conversation qui ne vous est pas destinée, venant parfois même de l'étranger.

Je signale aussi le raccordement de deux abonnés sur la même ligne, ce qui donne parfois un demi-service avec tous les inconvénients que cela présente, par exemple : que lorsque l'un des abonnés est en communication, l'autre doit attendre. Cependant, chacun doit payer un raccordement entier.

L'utilisateur doit également payer si des erreurs sont intervenues, car tout le monde ne sait pas qu'après réclamation, on peut obtenir la détaxation. Mais, là aussi, on peut dire que les dispositions techniques mises en place par la RTT pour effectuer le contrôle sont inopérentes.

Le pourquoi de cette médiocrité n'est donc pas difficile à expliquer : installations vétustes et sursaturées ; accroissement du nombre d'abonnés et du trafic ; manque de personnel et surtout de personnel qualifié pour les tâches d'aujourd'hui ; cadre technique trop réduit.

J'en viens au problème du personnel et de ses aspirations. Le personnel travaille dans des conditions particulièrement difficiles. Il est harcelé de toutes parts, alors qu'il n'est pas responsable de l'équipement. Il doit travailler avec des outils de 1947, partiellement retapés en 1960 et fournir un « service 1980 ».

Ce ne sont pas les bâtiments nouveaux construits pour recevoir les installations électroniques qui vont améliorer la situation, car il apparaît qu'ils ne sont pas rationnels et sont utilisés pour d'autres besoins.

Les chômeurs envoyés par l'Onem en vertu de la réglementation du cadre spécial temporaire ne résoudront pas non plus le problème car ces personnes ne répondent pas suffisamment à la qualification requise. Cependant, il y aurait, dans ce domaine, des possibilités d'amélioration. En effet, il existe des lauréats d'examen sans travail et non appelés par la RTT.

Celui qui a passé un examen à la régie et l'a réussi prouve qu'il s'oriente vers ce service, d'où un double avantage : qualification et désir de rester à la RTT.

Non seulement, comme je l'ai dit précédemment, il y a manque de personnel, mais en raison de l'application, depuis le 1^{er} octobre 1979, du régime des 38 heures, sur les plans administratif et technique, le travail a augmenté avec un personnel inchangé. Que va-t-il se passer si, dans les mois à venir, une nouvelle réduction du temps de travail intervient ?

Voici deux images pour illustrer le climat de La Louvière :

Une mère téléphone à sa fille pour lui communiquer la recette du coq au vin. Coupures, rappels et longues attentes pour rétablir le contact font que le coq est grillé et le vin devenu vinaigre.

Un messenger à vélo est désigné pour relever les petits postes. Il part au service militaire ; le vélo est toujours là, mais le remplaçant, lui, est manquant.

Telle est, Monsieur le Ministre, la triste situation d'une région dans le cadre des carences du service public RTT et pourtant, d'après ce qui nous est dit, nous ne sommes pas sortis de l'auberge.

Est-il exact que les crédits prévus pour La Louvière vont être ou sont réduits et que la réalisation de ce qui a été programmé serait encore une fois reportée ?

Nous voudrions savoir ce qui va se passer en 1980 et 1981 pour rattraper les retards « raccordements », améliorer les installations afin d'éviter toutes les lacunes et erreurs que nous connaissons aujourd'hui, fournir de l'équipement (des câbles notamment), accroître le personnel et le doter d'un outillage moderne.

Si tout cela était réalisé, les travailleurs seraient plus contents, puis-je le public, lui, serait satisfait.

A vous, Monsieur le Ministre, de ne pas nous décevoir. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Baudson, ministre.

M. Baudson, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Monsieur le Président, chers collègues, je regrette, Monsieur Bruart, que les déficiences ou les carences que vous avez soulignées, et sur lesquelles je reviendrai dans un instant, aient provoqué des dégâts culinaires préjudiciables à la réputation de La Louvière et porté atteinte aux qualités cyclistes de votre région. (*Sourires.*)

Je suis convaincu que chacun de vos collègues pourrait malheureusement développer semblable interpellation...

M. Mesotten. — C'est exact. Il en va de même au Limbourg.

M. Baudson, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Ils se trouvent dans une situation identique à la vôtre...

M. Mesotten. — Nous sommes d'accord.

M. Baudson, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Je suis le premier à le regretter.

Je vais, dès lors, m'efforcer de vous apporter, sinon l'apaisement, à tout le moins quelques éléments sur les moyens que je compte mettre en œuvre pour répondre aux besoins de chacun.

En effet, vous avez eu raison de le souligner, les télécommunications constituent un problème majeur. Toutefois — j'y reviendrai tout à l'heure —, elles subissent les contraintes budgétaires légitimées peut-être par la conjoncture dans laquelle se trouve notre pays. Mon département ne fait pas exception. Pour ce qui me concerne — les échos de presse vous le révéleront sans doute — je veille, croyez-le bien, à ce que son budget ne soit pas amputé comme d'autres pourraient l'être, afin que les moyens nécessaires lui soient donnés pour répondre aux besoins que vous exposez et que tout membre de cette assemblée pourrait évoquer.

J'en viens plus particulièrement à votre interpellation. Je vous remercie d'avoir bien voulu m'en communiquer le texte ; c'est une courtoisie à laquelle je suis sensible.

La vétusté de l'appareillage des centraux téléphoniques de la zone de La Louvière se manifeste par une détérioration progressive des contacts de relais et la dégradation du câblage rend le remplacement des blocs de contact impossible sans perturbation importante du trafic. En particulier, le central de La Louvière date de 1947 et ce cas n'est pas unique car il existe encore 32 centraux plus anciens en service.

Les difficultés rencontrées actuellement ne seront véritablement résolues que par le renouvellement des 5 000 premières lignes du central. Celui-ci devrait intervenir fin 1980. De même, une extension de 1 000 lignes est également prévue au programme 80, ainsi que le renouvellement complet du central téléphonique de Peissant.

En tout état de cause, le personnel de la commutation du centre de zone de La Louvière met tout en œuvre pour maintenir une qualité de service maximale possible dans l'attente des renouvellements susvisés par des commutateurs du type électronique. Vous avez vous-même souligné que le personnel n'était pas en cause.

En matière de dérangement, pour ce qui est de la zone de La Louvière, une étude statistique permet d'observer une augmentation du délai de remise en état de fonctionnement des abonnés dérangés. Des chiffres précis seront fournis par écrit à l'honorable membre. J'espère qu'il les aura dans la huitaine. Ceux qui m'avaient été fournis sont insuffisants pour vous donner une information tout à fait correcte. J'ai donné à mon département toutes les instructions à cette fin.

Cette situation est principalement due à une insuffisance de personnel de maintenance. Pour pallier cette situation, la circonscription TT de Mons détache à La Louvière des agents nommés à d'autres résidences, en fonction des possibilités.

En ce qui concerne le nombre croissant de demandes de raccordement non satisfaites, et ainsi qu'il a été répondu à l'occasion des interventions en faveur des abonnés dans d'autres zones téléphoniques, la situation à La Louvière résulte, comme partout ailleurs, de l'accroissement très rapide du nombre des demandes de raccordement et de l'insuffisance des moyens techniques et de main-d'œuvre pour réaliser les raccordements et assurer la maintenance.

Ni à l'échelon national, ni à l'échelon local, il ne peut être question de carences si l'on considère les restrictions budgétaires qui sont imposées à une entreprise publique telle que la régie et les efforts auxquels cette dernière doit faire face.

A cet égard, je vous remercie de vous être référé à la loi de 1930, qui prévoit que la régie doit être gérée comme une entreprise commerciale et industrielle, c'est-à-dire selon des critères d'action et de mobilisation qu'on doit retrouver dans le secteur privé.

En prenant la tête de mon département, j'ai reçu en héritage la situation des dernières années et il se fait qu'actuellement, certaines restrictions budgétaires nous sont imposées. Dans quelques semaines, nous allons fêter le cinquantième anniversaire de la parution de la loi de 1930. Pour respecter l'esprit qui a présidé à l'élaboration de cette loi, nous nous heurtons à des contraintes des plus pesantes et des plus gênantes. C'est pourquoi je vous remercie de votre interpellation car elle va me permettre, en tant que responsable du département concerné, de défendre dans l'immédiat une position qui permette de répondre, non seulement à vos besoins, mais à ceux qui se font jour dans les autres régions du pays.

Les mesures prises, partout, sont adaptées aux possibilités existantes et réparties équitablement en fonction de la durée des attentes et de l'urgence des besoins.

Une commande de 95 000 paires km de câbles sera passée encore cette année et 100 000 paires km en 1981, pour l'ensemble de la circonscription de Mons, de laquelle dépend le centre d'exploitation de La Louvière. Cela, me semble-t-il, est déjà une réponse importante à l'une des questions que vous avez posées.

Pour pallier la situation dans l'immédiat, la régie a recours à des solutions provisoires et notamment des équipements à fréquence porteuse permettant de relier deux abonnés sur un même circuit. Ces équipements sont cependant très coûteux. Une autre solution est le placement de concentrateurs de lignes qui augmentent les possibilités de raccordement.

Mon département s'en préoccupe et veille surtout à l'approvisionnement des centres tels que ceux de La Louvière, mais il en est d'autres dans le pays. Je n'oublie certes pas que j'appartiens à une région qui, téléphoniquement, est fort proche de la vôtre. Je n'en reste pas moins un ministre à responsabilités nationales et j'entends assurer mes responsabilités à cet échelon.

Pour gouverner, 11 p.c. des abonnés de cette circonscription sont raccordés en solution provisoire contre 6 p.c. pour l'ensemble du pays, ce qui montre que le département réseaux abonnés fait le maximum pour les circonscriptions éprouvant le plus de difficultés.

Dans le domaine du personnel, dont l'effectif présent est notablement inférieur au cadre normal, des mesures ont également été prises et 3 unités du niveau A2, 9 du niveau A3 et 26 du niveau A4 ont pu être engagées par La Louvière.

C'est, je crois, Monsieur Bruart, la réponse que vous souhaitiez concernant le matériel et le personnel, qui doivent couvrir équitablement l'ensemble des besoins et répondre à vos préoccupations.

J'espère qu'avec l'aide du Parlement, qui aura un rôle important à jouer, nous obtiendrons les crédits nécessaires à l'extension des investissements souhaités, à une accélération des lignes et à une collaboration fructueuse. C'est dans ce sens-là que j'œuvrerai à la tête du département. Je vous remercie.

M. le Président. — La parole est à M. Bruart.

M. Bruart. — Monsieur le Ministre, j'ai écouté avec beaucoup d'attention votre réponse. Cependant, j'ai le sens pratique particulièrement développé et les pieds sur terre. Ce qui m'intéresse, c'est le résultat. Vous promettez des câbles et des lignes supplémentaires en 1980. Nous verrons ce qui va se passer. Si l'on constate une nette amélioration, je serai le premier à vous le dire. Si ce n'est pas le cas, Monsieur le Ministre, je reviendrai à la charge.

M. Baudson, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Tout ce que je souhaite, Monsieur Bruart, c'est que vous puissiez m'interpeller dans un an.

M. le Président. — L'incident est clos.

Le Sénat se réunira en assemblée mercredi, 19 mars 1980, à 10 heures et à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw in plenaire vergadering woensdag 19 maart 1980, te 10 uur en te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 19 h 45 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 19 u. 45 m.)

868